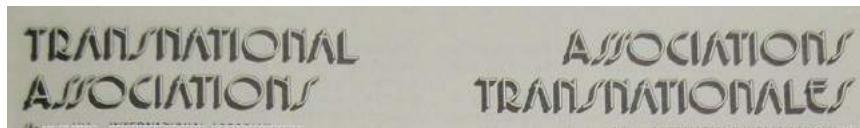


INTERNATIONALE
TRANSNATIONAL
ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS
TRANSNATIONALES
INTERNATIONALES



1979- 7/8



(former title • INTERNATIONAL ASSOCIATIONS)

31th year

(ancien titre : ASSOCIATIONS INTERNATIONALES)

31e année

UIAs periodical celebrates its 31th anniversary in 1979, having changed its name from « International Associations » to « Transnational Associations» in 1977, in order to reflect the transnational nature of nonprofit associations (INGOs) by using more appropriate terminology. Our informed readers will have appreciated our intention to give a good example of conceptual clarity.

The purpose of « Transnational Associations » is to present significant contributions to understanding about the structure and functioning of the complex network of international organizations. The main concern is to focus attention on the roles and problems of the wide variety of transnational associations (NGOs : international nongovernmental, nonprofit organizations) in the international community. In this sense - Transnational Associations » is the periodical of transnational associations and those interested in them. It therefore includes news, studies, statistics, activity and meeting information, as well as articles. The articles range from descriptions of individual organizations to academic investigation of groups of organizations and their problems. The focus of the selected articles is less on the substantive world problems on which they may act (which are extensively examined in other periodicals) and more on the present methods of international action and future alternatives which can usefully be envisaged and discussed. Related themes regularly treated are : relationship of NGOs to intergovernmental organizations, techniques of meeting organization, international information systems, multinational enterprises.

The readership therefore includes : international association executives, intergovernmental organization executives, scholars of the sociology of international action, organizers of international meetings, commercial organizations offering services to international bodies, and others interested in the activities of the whole range of international organizations.

- Transnational Associations - is the organ of the nonprofit Union of International Associations, although the views expressed are not necessarily those of the UIA.

En 1979 la revue entre dans sa 31e année.
L'année 1977 a vu le changement de titre de notre Revue « Associations Transnationales » au lieu d' « Associations internationales ». Le fait transnational des associations non lucratives (OING) le voulant ainsi, nos lecteurs n'ont pas été surpris que nous donnions le bon exemple d'un langage clair.

La raison principale d'« Associations Transnationales » est d'apporter sa contribution à la vie et au développement du réseau complexe des associations, dans ses structures comme dans son fonctionnement.

Le premier souci d'« Associations Transnationales » est de fixer l'attention sur les tâches et les problèmes d'un large éventail d'associations transnationales sans but lucratif — les organisations dites non-gouvernementales dans la terminologie des Nations Unies. En ce sens « Associations Transnationales » est la tribune des associations transnationales et de tous ceux qui s'y intéressent. Cette revue mensuelle contient des nouvelles, des études, des statistiques, des informations spécifiques sur les activités des associations, leurs congrès, leurs réunions. Aussi des articles, des chroniques ayant trait aux problèmes et aux intérêts communs aux associations.

Le sujet des articles choisis s'attache surtout à la méthode de l'organisation internationale considérée notamment dans ses rapports avec le secteur privé des associations et dans la perspective des adaptations nécessaires aux temps nouveaux, plutôt qu'au fond des problèmes, qui sont le propre de chaque groupement et traités ailleurs dans des revues générales ou spécialisées.

Nos thèmes habituels sont les relations des ONG avec les organisations intergouvernementales, les techniques de l'organisation internationale, les systèmes d'information internationale, autre les entreprises multinationales.

« Associations Transnationales » est l'organe de l'UAI, associés soient pas nécessairement celles de cet Institut.

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS : 31th year. 1979

The subscription rate is : BF 850. or equivalent, per year (10 issues) + postage.

Method of payment :

Bruxelles: Compte-chèque postal n° 000-0034699-70 ou Compte n° 210-0451651-71 à la Société Générale de Banque, 48 rue de Namur, 1000 Bruxelles.

London: Account no 04552334, National Westminster Bank Ltd
1st Princes Street

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES: 31e année. 1979

Le prix de l'abonnement est de: FB 850, ou équivalent, par an (10 numéros) + Frais de port.

Mode de paiement à utiliser :

Genève: Compte courant n° 472.043.30 Q à l'Union des Banques Suisses.

Boulevard Haussmann, 6-8 (C.C.P. de la Banque n° 170.09).

Copyright 1979 UAI
Views expressed in the articles whether signed or not, do not necessarily reflect those of the UAI

ISSN-0020-6059

Copyright 1979 UAI
Les opinions exprimées dans les articles, signes ou non, ne reflètent pas nécessairement les vues de l'UAI

ISSN-0020-6059



Sommaire /Contents

UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

COMITE DE DIRECTION EXECUTIVE COUNCIL

Président : FA CASADIO Directeur, Società Italiana per l'Organizzazione Internazionale (Italie)

Vice-Présidents : Mohamed MOHAMMED AIT (A.R.E.)

Former Secretary-General of the Afro-Asian Organisation for Economic Cooperation.

S.K. SAXENA (India) Director of the International Cooperative Alliance

Tresorier Général : Treasurer General :

Paul-L. HILLIER (Belgique) President de la Conference Permanente des

Chambres de Commerce et d'Industrie de la Communauté Economique Européenne

Membres: Members:

F.W.G. BAKER (U.K.) Executive Secretary, International Council of

United Nations Associations

Luis G. de SEVILLA (Mexique) Président Doyen de l'Académie mexicaine de Droit international.

Mahmoud FOROUGHI (Iran) Ambassadeur Directeur de l'Institut des Affaires internationales au Ministère des Affaires étrangères d'Iran

Johan GALTUNG (Norvège) Director, Goals Processus and Indicators Project, United Nations University.

Nikola A. KOVALSKY (URSS) Directeur adjoint de l'Institut du Mouvement Ouvrier International de l'Académie des Sciences de l'URSS.

Marcel MERLE (France) Jef RENS (Belgique)

Président du Conseil National du Travail.

Andrew E. RICE (U.S.A.) Executive Secretary of the Society for International Development.

Secrétaire Général : Robert FENAUX (Belgique)

Ambassadeur honoraire.

« ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES » « TRANSLATIONAL ASSOCIATIONS » Redaction/Editorial

Robert FENAUX

juillet/août
july/august

1979 - n° 7-8

Editorial : La société transnational des hommes et des peuples en hommage à Jean Baugniel et à Louis Verniers, amis de l'Unesco	344
Voluntary organizations at different territorial levels by Frederick Elkin	346
Plan du Forum Mondial des Associations Internationales/Transnationales	350
Plan of the World Forum of International/Transnational Associations	351
Enquête préparatoire au Forum : Le Cas de l'Organisation Mondiale du Tourisme	352
La coopération ONG dans le domaine du Tourisme	355
La Méthode de consultation à la FAO par M.B. Sestan	357
Development : Beyond « Science » to « Wisdom » by A.J.N. Judge	364
Les ONG auprès de la CEE: le rapport des activités du Comité de Liaison pour les questions de développement par le Dr. Thom Kerstiens	373
Les ONG et l'aide alimentaire par J.J.A.M. van Gennip et Jonkheer E. Texeira de Mattos	376
La coopérative Européenne Longo Mai	379
Congressalia	381
6th Supplement to the Yearbook of International Organisations - 17th edition	385
6th Supplement to the Annual International Congress Calendar 1979	

Published MONTHLY by
Union of International Associations - UAI (founded 1910)

Editorial and Administration : Rue aux Laines 1, 1000 Brussels (Belgium)
Tel. (02) 511.83.96.

Printing : POOT, Brussels Tel. 267.78.88.

Advertising : Union of International Associations, rue aux Laines 1,
1000 Brussels Belgium. Tel. (02) 511.83.96-512.54.42.
OR

Roger Ranson, Délégué-Directeur de publicité. Paris
9 avenue de Latte de Tassigny
92210 St. Cloud France. Tel. 602.5383

MENSUEL publié par
Union des Associations Internationales - UAI (fondée en 1910)

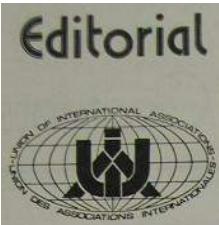
Éditeur responsable: R. Fenaux, 1, rue aux Laines, 1000 Bruxelles
(Belgique). Tel. (02) 511.83.96.

Imprimerie: POOT, Bruxelles. Tel. 267.78.88.

Publicité: Roger Ranson, Délégué-Directeur de Publicité
9 avenue de Latte de Tassigny, 92210 St. Cloud, France. Tel. 602.5383.
OU

Union des Associations Internationales, rue aux Laines 1, 1000 Bruxelles
Belgique. Tel. (02) 511.83.96-512.54.42.

*En hommage à Jean Baugniet
et à Louis Verniers, amis de l'UNESCO.*



LA SOCIETE TRANSNATIONALE DES HOMMES ET DES PEUPLES

L'Unesco, constituée en 1946, a passé par bien des vicissitudes en une génération d'existence et nul n'en a peut-être mieux montré les moments et les tournants l'autre mois, lors d'une Journée d'études de la Faculté flamande Saint-Ignace, que Mr. Georges-Henri Dumont, Secrétaire général de la Commission nationale belge de l'Unesco, en un raccourci saisissant qui en situait les hauts et les bas, l'euphorie, les malaises, la crise, avec le préavis de départ des Etats-Unis le principal membre pourvoyeur, enfin le salut, ou du moins un nouveau départ, à Nairobi, grâce aux talents et au savoir-faire du Directeur général Mr. M'Bow.

On a parlé à ce propos de « politisation », mais Mr. G.H. Dumont a honnêtement remarqué qu'il est difficile de soustraire à la politique, entendue largement, une institution vouée à la paix, à l'éducation, à la science et à la culture et qu'en définitive les pleurs de certains Etats sur des changements d'orientation politique n'accusent que leur regret d'une prépondérance perdue.

A vrai dire, la crise était inévitable au choc de la décolonisation territoriale et de la stratégie du développement et elle ne pouvait pas ne pas affecter le statut consultatif de la participation des OING, surtout là où l'Unesco les avait elles-mêmes inspirées ou suscitées pour les besoins de ses fins et de ses programmes, ce qui est d'ailleurs en soi le plus bel hommage que l'organisation internationale ait jamais rendu aux sources et aux ressources des réseaux associatifs.

On sait les épisodes de cette crise, au long de la décennie écoulée, à propos

des cas de l'Afrique du Sud et de Taiwan qui ont posé le problème essentiel des obligations du Statut consultatif par rapport à l'entité associative des OING indépendantes des Gouvernements, auxquelles on demandait de se couper de certaines de leurs sections nationales contre toutes les règles de leurs statuts propres, sous peine d'être privées du droit de participation. Mais là encore la finesse et la souplesse de la fonction internationale de l'Unesco ont été bienfaisantes.



En dernier lieu la diplomatie de Mr. M'Bow et de ses collaborateurs ont arrondi bien des angles. Ainsi c'était un non-sens de vouloir supprimer, au cœur de l'apartheid, des foyers associatifs libéraux, tels ceux des universités qui combattaient le racisme et les Etats ont fini par le comprendre dans leur majorité. Ce résultat acquis, Mr. M'Bow insiste maintenant du côté des ONG pour qu'elles comprennent à leur tour le souci chinois dans son principe, alors qu'il y a en fait bien des accommodements dans la pratique de la participation de Formose aux activités de l'Unesco.

Principe pour principe, l'entité associative a les siens, mais les OING auraient mauvaise grâce à faire preuve d'intransigeance dans leur adaptation aux circonstances.

Au demeurant il y a plus important que les cas contingents de l'Afrique du Sud, de Taiwan et autres lieux. Il s'agit de savoir en effet si, à l'Unesco et plus généralement dans le système des Nations-Unies ou ailleurs encore au plan régional, une ONG, en sollicitant le bénéfice du Statut consultatif - qui n'est pas une faveur - aliène son indépendance. Et dès lors dans quelle mesure elle se trouve tenue, au delà du respect des buts et principes de la Charte, à exécuter toute résolution ou décision politiques des Nations-Unies. Là apparaîtrait le danger et le grief de politisation. Ce sera un point fondamental au programme d'un groupe de travail préparatoire au Forum de 1980, qui aura à son dossier la consultation que la Conférence des ONG de l'Unesco avait eu la bonne idée de demander naguère à Mme Suzanne Bastid-Basdevant.

C'est d'ailleurs un signe des temps et le témoignage d'une prise de conscience des valeurs associatives et de leur apport à l'action internationale que la dernière conférence des ONG



Jean Baugniet

l'Unesco ait (ait une si large place à la procédure de la participation et au mécanisme de la consultation, au point que l'administration de l'Unesco a proposé d'étendre certains priviléges de la catégorie A à la catégorie B.

Présent à cette conférence réussie, nous avons favorablement senti et ressenti un bon climat de participation qui s'est manifesté par des applaudissements nourris saluant le bilan de la remarquable présidence de M. Georges Malempré. L'exposé magistral du Directeur général et le dialogue de qualité qui suivit plusieurs heures durant entre de nombreux représentants d'ONG et M. M'Bow, dont la conclusion brillamment improvisée avec ferveur et conviction ne laissa aucun doute sur ses dispositions de cœur et d'esprit à l'égard du phénomène associatif et du mouvement universel des OING.

Nous reviendrons aux fruits de cette conférence en publiant un ample compte-rendu dans le prochain numéro de notre Revue.

Mais en ces temps pragmatiques que l'on croit volontiers oublieux et ingrats, on nous permettra de dire ici le souvenir ému de deux membres de l'UAI récemment disparus, Jean Baugniet et Louis Verniers, dont l'ombre souriante hantait les lieux consacrés à la protection des libertés humaines et du développement de la culture. Il nous fut donc d'entendre en propos privés, en marge de la conférence, l'évocation respectueuse et admirative de deux vies riches de sens, d'idées, de connaissances, d'avis, de conseils, au service du bien de l'homme et des hommes.

Nous avons déjà dit dans cette Revue (1) les titres de Jean Baugniet à une profonde considération en voyant en lui un homme de Société, à la différence d'un homme d'Etat. Disciple de nos pères fondateurs, Paul Otlet et Henri La Fontaine, Jean Baugniet a consacré des pages biographiques enthousiastes à ces précurseurs de l'Unesco qui, dès avant la première guerre mondiale, élaboraient des projets d'université internationale et de coopération intellectuelle, présentés à la conférence de la Paix de 1919 - une belle histoire des origines de l'Unesco qui reste encore à écrire.

Les charges de Jean Baugniet dans la Cité, au barreau, à l'université, dans la discipline notariale, furent toujours et dès sa jeunesse étudiante jumelées à des activités internationales, aux débuts de la Société des Nations quand la coopération internationale était encore l'apanage d'un petit nombre de gens de foi regardés

narquoisement par le grand nombre des indifférents et des sceptiques comme des idéalistes, des utopistes aux illusions vaines sinon dangereuses. C'était hier à peine, avant la révolution de l'armement, de l'énergie et de la communication. Une révolution dont on trouvera un aspect insoupçonné dans le domaine du tourisme, en lisant plus loin, dans cette Revue, le dossier de l'Organisation mondiale du tourisme, dernière née de parents associatifs, et les perspectives de développement humain et social que ce dossier esquisse dans ses rapports avec les ONG, en vue de notre Forum.

Jean Baugniet s'était promis d'être à ce rendez-vous de l'UAI pour y rendre un hommage historique à ceux qui ont flairé les chemins de la solidarité ou, comme on le dit maintenant, de l'interdépendance, bien avant que l'uranium et le pétrole ne nous mettent le nez dessus.

Fidèle des Assemblées et des Conseils de l'Unesco, président de la Commission nationale belge de l'Institution, il en connaîtait les tours et les détours, les valeurs et les faiblesses, les déboires et les espérances.

Louis Verniers, lui, est venu plus tard à l'action internationale, après la dernière guerre, à la naissance du Système des Nations-Unies. Ce vrai Bruxellois de souche terrienne, pédagogue et historien, éducateur né, avait gravi tous les échelons d'une carrière d'enseignant, depuis le beau métier d'instituteur, de directeur d'école normale, jusqu'au poste de Secrétaire général du Département de l'Education nationale. Auteur d'ouvrages d'histoire, de manuels de civisme, de monographies communales, c'est sa fonction à la tête d'un ministère groupant à son époque l'enseignement, les sciences, les arts, la culture des deux communautés belges et son expérience du nouveau réseau des commissions culturelles bilatérales qui l'avaient naturellement désigné aux réunions et aux œuvres de l'Unesco dont il a vice-présidé le Conseil exécutif. Ses avis et ses conseils éminemment compétents, toujours frappés d'un réalisme humain, sensible et généreux, étaient remarqués, écoutés, suivis. Homme de raison, de conviction libérale et tolérante, franc de tous dogmes doctrinaux, patriote de bon aloi répugnant au chauvinisme nationaliste ou régionaliste, il laisse dans ses derniers ouvrages, au terme d'une longue vie, un message de foi dans les Nations-Unies, « notre grande espérance », dit-il, en s'appuyant sur le fait désormais imposant de l'organisation internationale, universelle, spécialisée ou régionale, publique et privée.

Robert FENAUX.



The Association of Voluntary Scholars (AVAS) is a multi-disciplinary and multi-national professional association for researchers and leaders of voluntary associations who are concerned with scientific knowledge about voluntary groups. With headquarters in the Colorado Building, 6th floor, Suite 617, Boulder, Colorado 80302, USA.

The following article is published as a result of an agreement between UAI and AVAS, whereby the latter will contribute articles and studies to Transnational Associations, from time to time. AVAS themselves publish a quarterly « Journal of Voluntary Action Research » (\$20) and a quarterly listing of « Citizen Participation and Voluntary Action Abstracts » (\$ 4) which covers recent research in this field. The AVAS Co-Editors in charge of the UAI collaboration are : Drs David Horton Smith, Chief Editor, Irene Pinkau, Louis Kriesberg, Frederick Elkin and Chadwick Alger.

VOLUNTARY ORGANIZATIONS AT DIFFERENT TERRITORIAL LEVELS*

by Frederick Elkin **

In the literature on voluntary associations, relatively little attention has been given to the territorial levels of operation, that is, whether an association operates on the local, national, regional, or international levels. When empirical studies deal with associations at only one level, the broader implications may be clear, but studies sometimes do not clarify the levels of operation or include organizations at several levels. Purely theoretical analyses generally do not make the distinction. The result is often one of considerable ambiguity since we do not know how widely propositions and theories might apply and what qualifications should be made.

The purpose of this paper is to consider, in a preliminary and exploratory way, the distinctive characteristics of the levels of voluntary organization and their relevance for theory and research. We shall first briefly discuss the development of the levels and then the particular characteristics of each - in structure, activities, participation, and power. Finally we shall suggest hypotheses or propositions which follow from this discussion.

Any discussion of levels of organization must necessarily be simplified. Each organization has developed in a unique way, adapting to contingencies and modifying its earlier patterns and relationships. We shall in general avoid a consideration of voluntary associations which

have not followed relatively common patterns. Also for the sake of simplicity, we shall refer primarily to organizations at only local, national, and international levels, omitting regional organization both within a country and in particular areas of the world. It will generally be apparent which comments regarding other levels also apply to the regional.

There is no clear distinction between voluntary associations and non-governmental organizations (NGOs): the former, by its very terms, emphasizes the positive aspects of association; the latter, the separateness from government. Confusion arises because many associations, under any heading, work closely with governments, operate with government approved personnel, and include only a minor voluntary element.

Without specific data, it is hazardous to make any guess on the number of voluntary associations at any territorial level in any country. The 2000 plus figure of international non-governmental organizations (INGOs) listed in the Yearbook of International Organizations may serve as one rough guide. The number of national voluntary associations is many times this figure and the number of local associations many times the national; an estimate of the number of voluntary bodies in the United States alone is five million (D.H. Smith, 1970). Perhaps one third to one half of the local associations in the

United States are affiliated with national organizations (Babchuck and Edwards, 1965; Smith, 1974).

There have been several patterns in the spread of voluntary associations from one level to another. Perhaps the most common has been a type of spiral. First a local association was established which then spread to other communities. The local associations then joined together to form a national association which in turn took the initiative in forming other local branches within and perhaps without the home country. National associations were formed in other countries, and these all joined together to form an international organization which perhaps in turn took the initiative in forming other national groups. Interests were often not territorially limited and multi-level organizations were natural developments.

Other patterns began with the formation of national or even international associations and the establishment thereafter of units at lower levels. Many national and international associations are composed only of individual members without lower level branches as such. In other instances, long established national and

* Paper presented at the IX World Congress of Sociology, Special Session 08 on « Voluntary Groups in Modern Society », Uppsala, Sweden, August 1978.

** Dept. of Sociology, York University, Downsview, Ont. Canada.

international organizations, such as churches, spawned branches which in turn sponsored their own voluntary associations. Also, at all levels, umbrella groups may be formed which, depending on the objectives, combine different types of local, national, regional, and international groups.

These patterns of growth, however, are of less relevance for understanding current issues than are the present day structures, ideologies, and processes of operation. Groups with quite different histories may now be similar in major respects and groups with similar origins may have developed in different directions.

Variations by territorial level

Voluntary associations at all levels have certain characteristics in common. First, everywhere, they have the characteristics of the formal organization : objectives, boundaries, a communications system, a structure with some division of labor, a system for maintaining continuity, patterns of procedure, and rewards of one kind or another to offer their participants.

They also all have the essential characteristics of the voluntary organization. By definition, they are not profit-seeking and do not strive for political power for its own sake. Members may choose to belong or not belong, to be active or not active, and the rewards, in one way or another, are psychological; in reality, we recognize that freedom of choice is relative and that psychological gratification is a complex matter with various possible underlying motivations.

Also, as implied by definition, at all levels, the members who make the key policy decisions are volunteers. Many organizations are in effect controlled by paid staff members rather than volunteers; in principle, however, the staff members are employees who make decisions only under authorization by the volunteers in control.

At all levels, too, a voluntary organization presumably represents the independent voice of its members. The association, in its actions and affiliations; and following whatever decision making process is legitimate for that organization, speaks for its members. It may, of course, collaborate with government, business or other institutions, but if its stand is dictated by some external group, it is not behaving as a voluntary association. Following this principle, a voluntary association may choose to disagree with government, select new leaders, dismiss its staff, set aside decisions which are not appropriately adopted, and disaffiliate from groups with which it has links.

Structural differences

The structures of voluntary organizations are not ends in themselves, they serve

only to carry on those activities of a group which give it its *raison d'être*. Unless a voluntary association carries on activities which serve some functions for its members and supporters, it loses its legitimacy and its rationale for survival.

From a structural point of view, local, national, and international organizations display many differences. Perhaps the most evident is that only local groups are organized for work at the grass roots - perhaps a citizens participation group organizes to oppose the extension of a highway, parents of retarded children organize a day care centre, or local villagers organize a well digging project. At the national and international levels, the organization tasks, except perhaps those dealing with general meetings, deal less with the details of operating programs than with questions of policy, administration, coordination, and communication.

Organization sets, that is, the organizations with which voluntary associations have regular links, also vary among levels (Evan, 1966). Within any particular multi-level organization, the local, national and international units have established patterns of relationships with the local ordinarily communicating with the national, and the national with both the local and international - the national, thus serving as a bridge and gatekeeper between the local and international offices. The amount and type of communication that occur depend essentially on the functions and powers of the levels in each organization.

In other interorganizational links, the relationships tend to be lateral, with many contacts with organizations on the same level. Thus a local organization may join with others in the community in a campaign to raise funds for international assistance or to prepare a brief regarding a proposed housing project. Or various national level organizations, for example, health or sports organizations, may join together to pressure the national government for greater support for their respective areas of concern.

Similarly, at the international level, international voluntary associations by virtue of their common concerns or perhaps because they are in the same position vis-a-vis the United Nations or its specialized agencies, are likely to have numerous links with each other.¹

The higher the level of the organization, the more freely it may contact governments and other organizations at lower levels. Thus the League of Red Cross Societies deals with national governments and a national Red Cross organization may, with little question, call on a local government. It is more difficult and perhaps considered improper for a local organization to approach a higher level organization or government directly, unless invited to do so.

The structure of problems, for both the active volunteers and the secretariats, are ordinarily simpler at lower levels. In a local organization, the members, besides residing in the same community, are all likely to speak the same language, come from the same cultural setting, and represent similar social levels and basic ideologies. At the opposite extreme, at the international level, distances between member units complicate communication and transportation. Also, languages, traditions, criteria of membership, socio-economic levels, leadership styles and issues of concern of the member groups may all vary considerably. Currency exchange variations likewise may cause considerable uncertainty. With such diversity and variation, the achievement of almost every task at the international level becomes considerably more complex.

The political process also varies among levels. At the small local branch level, meetings in theory can be democratic, in the sense of the town meeting, with all interested members coming together to discuss and vote. At the national and international levels, decisions are made by representatives, selected either to represent their local groups or in their own right. In multilevel organizations, the type of representation to the higher level, including the selection of officers and committee members, is a perennial problem.

The questions are many : how much weight is to be given to the size of branches, regions, language differences, ideological positions, working and figurehead personnel, and the merit of the representatives ? Should there be rotation for particular positions with such factors in mind ? In those organizations which include both government and volunteer personnel, the type of government representation is also an issue.

The problems of representation are most clearly seen on the international level, but may be difficult in individual countries as well. In Canada, for example, with its English and French populations and strong regional concerns, such questions constantly arise. In general, for international organizations, whatever the requirements of the constitutions, some consideration is always given to regional representation. In international associations that include both western and socialist countries, ideologies are also invariably considered.

Activities

We use the term - Activities » broadly to include an association's perspectives, processes, and issues of concern. Since variations in the activities of voluntary associations are almost limitless, any

¹ For a discussion of this and many other aspects of international voluntary associations, see Judge and Skjelsbaek (1975).

generalizations about levels must necessarily be broad.

First, local associations, especially those that are not affiliates of national associations, are more likely to be expressive, with objectives oriented to immediate gratification (Babchuk and Edwards, 1965). National and international voluntary associations are almost always instrumental, seeking in some way or another, to affect the society around them.

Second, the higher the level of the organization, especially if it is multi-level, the more important the role of coordination.

At minimum, the higher level offices serve as a clearinghouse of information and an organizer of meetings of representatives from lower levels. Coordination is simpler if there is relative homogeneity among the lower level branches; where there are variations, however, coordination can become enormously complex.

We have cited differences in language, standards of membership, size, wealth, representation, and other aspects of structure. Each adds to the complexity of the task of the secretariat and volunteer officers.

For much the same reasons, the process of decision making is also more complex at the higher levels. The representatives on the higher level represent different cultures and may have different ways of tackling problems. If the organization at the higher level is to survive, there must be tolerance and a willingness to compromise and adapt. Umbrella groups which bring diverse types of organizations under their wings face similar problems.

An organization acts on problems appropriate to its level. A local group may well be interested in projects that go beyond the local area, for example, third world assistance, disarmament, famine in Africa, or human rights, but the area in which it works and from which it draws its personnel is local. National organizations, ordinarily headquartered in metropolitan areas and often in the country's capital city, act on national problems and often deal with the national government (Lieberson and Alien, 1963). Similarly, an international organization acts on the international level. It may also sponsor and coordinate projects at lower levels; in such instances, however, a structure at the lower level ordinarily carries on the activity.

The higher the level of the organization in general, the broader should be its overall point of view. Not only, as we have noted, do the personnel differ in background, but also the communication network is wider and the range of problems experienced more varied. A small city in Europe or North America, for example, may have little direct experience with third world poverty or broad environmental is-

sues; for the national and international offices, however, these questions may constantly be in the forefront.

Participation

Many survey type studies report on the members of voluntary associations, with information on their age, sex, social class, religion, ethnic group, and other characteristics. Little information is available, however, on differences among participants of various levels.

In multi-level organizations, volunteers at higher levels are often recruited from levels immediately below. Since the number of volunteers is fewer at higher levels, this process is necessarily selective. It is not an open competition, however, since most members at lower levels do not have the interest, commitment, time, and resources to be candidates. One study in Canada of organizations involved in family life education found that, at the national level, a higher proportion of the leaders came from higher status business and professional ranks (Elkin, 1973).

In discussing structures, we noted that the criteria for the selection of volunteers at higher levels often included ascribed status characteristics such as country or region of origin, language, and ideology.

This process serves to bring out different points of view, it also means that each representative is symbolic, he is not selected solely on the basis of his personal qualifications. Others view him and he views himself as a symbol, expected to speak, think, and behave in certain ways. Some individuals, it is reported, anticipating reporting to their home organizations, deliberately play appropriate parts at national and international meetings.

From one point of view, personal relationships in the higher level groups are likely to be more complex. To understand and cooperate with others, one must be able to place oneself in their positions and see problems from their point of view.

This is simpler in local associations where all participants have roughly the same background than it is in higher level groups where the personnel are more varied in background.

Each level, we have noted, articulates the interests of that level. Accordingly each active participant at a given level is expected to adopt an appropriate perspective and a commitment to that level. He or she should be committed to tackling the problems of that level and to that level's survival.

Gratifications at each level likewise differ. At the local level, a volunteer, besides the satisfaction of working directly on a project, can more clearly see the bounds of an organization's activities and receive satisfaction for its accomplishments. At the higher levels, the sources of satisfac-

tion may be more varied - of serving at a higher level and the prestige therein, of working with a more varied group of individuals, of symbolically representing a particular segment of the organization, of a new type of experience and, like those of the local level, from the very fact of accomplishment.

Power

Any definition of power raises complex issues. Voluntary associations don't have power in the same sense as government or business, they do not have the sanctions of law or remuneration to control their participants. Yet voluntary associations do have power in the general sense of the ability to control the behaviour of others; they do distribute resources and influence others to act in the directions desired.

For most voluntary associations, formal power and the authority from which it derives are written into the constitutions and bylaws which define the organizational structure and duties of officials.

Each level thus operates within certain formal limits. Complexities often arise, however, partly because - as is the case in any formal organization - power is exercised outside of official channels.

In multi-level voluntary associations, since participation is voluntary, there can be no absolutely rigid control of one level by another. If the interests of the levels conflict and if the affiliation is not to be broken, there must be some adaptation or compromise. If not, a higher level may expel a branch or the branch may withdraw from the parent organization.

The power of a given level is partially a function of the tasks it performs and the jurisdiction in which it acts. Amnesty, for example, by virtue of its concern with human rights everywhere and a relatively centralized structure, carries most power at the international level. In contrast, the greatest power of welfare oriented organizations resides at lower levels, exactly where depending on the level of government which has the major responsibility in the area of concern. In welfare, or comparable spheres, international offices may recommend, but it falls to lower levels to carry the recommendations forward.

Indirect sources of power for voluntary organizations at particular levels are essentially those of any organization, including access to information, the image of the organization, the efficiency of the staff, the prestige of the leaders, and the effectiveness of links with other organizations. Perhaps most important of all, however, are those associated with funding.

As a general rule, the more the funding available to an organization at a given level, the greater the organization's power.

Without funds, an organization cannot carry on the activities that it chooses or control the distribution of resources. An international voluntary association, for example, whose funds are derived completely from the dues of its national chapters, has little independence of action.

On the contrary, an international organization with endowment funds or with support of national governments is relatively free to choose its projects and its directions.

National levels have often been strengthened by sustaining or project grants from their governments to support the activities of voluntary associations helping third world development projects gave the national offices a tremendous boost, increasing their power and indirectly the power of the international, levels with which they work.

The sources of funding within a multi-level organization complicate the exercise of power. Do the branches which contribute the largest sums to higher levels carry the greatest weight in decision making? In some organizations, they legitimately carry power because the constitutions give them the greatest voice. In others, all affiliates, whatever their size of wealth, have an equal voice. No clear answer can be given. Whether the organization's survival is at stake is one consideration; whether wealthier contributors press for power is another. The question, however, seems universal in multi-level organizations.

Voluntary associations also have power to the degree that they can influence governments to act in the directions desired. It is the mark of the liberal government to acknowledge and even encourage voluntary groups to plead their cases, although the degree of encouragement varies considerably depending on the issues and the voluntary associations in questions. Such advocacy activi-

ties take place at all levels with the greatest influence probably at the national level which acts on a sovereign government. International associations sometimes carry power by influencing their national affiliates to take strong positions with their own countries.

Organizations at different levels may be variously influenced by social movements. The citizens participation movement especially strengthened organizations working at local levels, groups concerned with such problems as neighbourhood protection, rent control, and community issues. Nationalist movements, for example, in Canada, the native Indian or French-Canadian, strengthened appropriate regional and national groups. The women's movement strengthened women's organizations at all levels, from local rape crisis centres to international voluntary associations concerned with women's issues.

We have not considered groups from an ideological perspective. Some voluntary associations, those, for example, identified with a socialist position often seem monolithic. Once a decision has been taken at an upper level, lower level units give it strong and unquestioned support.

Voluntary organizations associated with churches are also ideologically identified, but they are so diverse in structure and activities that a specific and consistent ideology does not often stand out.

In general, local voluntary associations carry influence in their local communities and, as members of national organizations, have a voice in that level's decisions. National organizations may be effective in influencing both local and international levels and their national governments. From one perspective, the power of many national voluntary associations is limited because they are dependent on national governments which may or may not support them and allow them inde-

pendent expression. The international voluntary associations, since they are generally dependent on the funds and support from lower levels, are probably most vulnerable of all. They do have direct power, however, in the projects they undertake and indirectly in the reputations they have established for themselves.

Conclusion

The above statements about territorial levels are meant only to be suggestive. The great diversity in the structures, activities, and processes of voluntary associations and the lack of valid research data do not allow us to be definitive. Yet the objective remains: to the degree that we can specify relationships among levels, our knowledge can be more illuminating and more precise.

I should like, with a few illustrations, to suggest the type of propositions, about multi-level organizations which might lend themselves to empirical research;

1. The greater the variation in the ideologies of branch units, the more limited is the advocacy role of the higher level. The higher level is cautious lest it annoy its member units and thereby jeopardize its own survival.
2. The greater the independent resources of the higher level, the less it will seek preapproval from its units for major decisions.
3. The activities of federated structure, in which power constitutionally rests with lower units, are more diverse in membership characteristics and activities than are corporate structures in which the national officials direct the operation of the entire association.
4. Higher level organizations, in their development, follow a scale from information exchange or arranging meetings to an advocacy role and sponsorship of controversial projects - preliminary research being need to clarify the steps of the process.

References

- BABCHUK, Nicolas and John N. Edwards. 1965
- « Voluntary associations and the integration hypothesis. » *Sociological Inquiry* 35 (Spring) - 149-162.
- ELKIN, Frederick. 1973
- « Family life education in voluntary associations ». *Family Life Education Survey*, Part III. Ottawa : Vanier Institute of the Family.
- EVAN, William M. 1966
- «The organization set: toward a theory of inter organizational relations », in J.D. Thompson. ed. *Approaches to Organizational Design*. Pittsburgh : University of Pittsburgh Press. Pp. 173-188.
- JUDGE, Anthony J.N. and Kjell Skjelsback. 1975
of London Press, Pp. 190-224.
- LIEBERSON, Stanley and Irving L. Alien, Jr. 1963
Science Quarterly 8 (December) : 316-338.
- SMITH, David Horton. 1970
- « Estimation of the total number of voluntary associations in the United States ». Unpublished paper. Washington, D.C., Center for a Voluntary Society.
- SMITH, David Horton and Burt R. Baldwin. 1974
Voluntary Action Research : 1974. Lexington, Mass. D.C. Heath and Co., Pp. 277-305.

Bruxelles 1980
23 -27 juin



Palais des Congrès

Plan du Forum Mondial des Associations

Internationale - Transnationale

organisé par l'Union des Associations Internationales
Sous le haut patronage de Sa Majesté le Roi des Belges

Comité organisateur local sous les auspices de la Fédération des Associations Internationales établies en Belgique.	Comité d'honneur de personnalités internationales.	
Enquête préparatoire auprès des organisations inter-gouvernementales concernées par le statut consultatif.	Enquête préparatoire auprès des réseaux associatifs groupés en une quarantaine de secteurs.	
	Lundi 23 juin 1980 10 h. Séance d'ouverture 14 h. 30 Débat de personnalités Thème : « De l'international au transnational »	
Réunions d'associations parallèlement au Forum (*)	Mardi 24 juin, Mercredi 25 juin Travaux de 4 commissions Jeudi 26 juin accessibles à tous les participants.	Groupes de travail.
	Commission 1 L'identité du fait associatif dans sa portée transnationale- Commission 2 La participation à l'ordre mondial et à l'action international- Commission 3 La communication transnationale dans la société contemporaine. Commission 4 La dynamique des réunions internationales.	
	Vendredi 27 juin : Séances plénières de conclusion	
Revue de l'UAI - Associations Transnational/Internationales, tribune du Forum.		Publication des Actes du Forum.

(*) Toutes les organisations internationales répertoriées dans l'Annuaire l'UAI ont été informées du forum. Mais pas toutes répondent envisagent d'organiser des réunions parallèlement à l'organisation du Forum et en harmonie avec son programme.

Brussels 1980
June 23-27



Palais des Congrès

Plan of
World FORUM OF
INTERNATIONALES - TRANSNATIONALES
Associations

*organized by the Union of International Associations
Under the High Patronage of His Majesty the King of the Belgians* ..

Local organizing Committee under the auspices of the Federation of International Associations established in Belgium.	Honorary Committee composed of international personalities.	
Preparatory inquiry made with international organizations concerned by the consultative status.	Preparatory inquiry made with the association network grouped in 40 different sectors.	
	Monday 23 June 1980 10 a.m. Opening Session 2.30 p.m. Panel debate. Theme : «From international to transnational ».	
Meetings organized by international organizations in parallel with the Forum (*)	Tuesday 24 June, Wednesday 25 June, Thursday 26 June Working sessions of the 4 Commissions open to all participants.	Working groups.
	Commission 1 The associative factor; its nature and international significance. Commission 2 Participation by associations (INGOs) in world order and in international action. Commission 3 Transnational communication in the contemporary world. Commission 4 International meetings - sociology, dynamics, practice.	
	Friday 27 June : Concluding plenary sessions.	
UAI periodical • International/Transnational Associations » official tribune of the Forum.		Publication of the Proceedings of the Forum.

Each international organization registered in the UAI's **Yearbook** has received the announcement of the Forum. A number of organizations are preparing meetings in parallel with the Forum and in harmony with programme concerns.



LE CAS DE L'ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME

Un trait d'union entre les OIG et les OING

Le domaine du tourisme prend de jour en jour, avec une accélération inouïe, une dimension universelle dans tous les sens du mot, par l'espace de plus en plus global et par la diversité économique et sociale des disciplines et des matières de plus en plus étendues. L'Organisation mondiale du tourisme (OMT), de fondation récente en 1975, a prévu et prévenu ce développement considérable. Son programme de travail à moyen et à long terme annonce pour l'an prochain, après notre Forum, une grande conférence mondiale préparée dès à présent par un appareil de comités, commissions et groupe de travail dont la tâche est « d'établir, avec une meilleure connaissance de la situation du tourisme, le bilan du passé et de fixer les objectifs du futur ».

On trouvera ci-après, repris des documents de l'OMT, une liste éloquente des « situations et problèmes » qui concernent actuellement le tourisme.

Ces problèmes participent pour une bonne part de l'action associative, faut-il le dire, et rejoignent dès lors immédiatement le programme de notre Forum, à commencer par notre enquête préparatoire à l'événement auprès de l'ensemble des organisations intergouvernementales et non-gouvernementales.

Du côté ONG, ce secteur associatif sera couvert de l'autorité d'un membre de l'UAI hautement qualifié en l'espèce, Arthur Haulot, un des dirigeants internationaux d'hier et d'aujourd'hui relevant quasiment de toutes les OING du tourisme, actuellement Secrétaire Général du Bureau international du tourisme social, qui a bien voulu accepter de faire pour le Forum la synthèse des activités du réseau des principales OING vouées au tourisme.

De son côté, l'OMT a répondu avec un empressement exemplaire à notre appel auprès de OIG et nous en remercions publiquement son distingué Secrétaire Général, M. Lonati.

Le cas de l'OMT est à vrai dire particulier, en ce sens qu'il s'agit d'une organisation intergouvernementale née de l'organisation non-gouvernementale et qui, du fait non seulement de ses origines mais de la nature même de ses activités, attache, de science et d'expérience, la plus ample importance au concours des forces associatives.

Ainsi l'OMT a-t-elle bien voulu participer à notre Forum dès sa préparation avec un sérieux dont on jugera par le schéma de rapport que nous avons le plaisir de publier et d'offrir en exemple aux autres OIG, au demeurant généreusement disposées à nous accorder leur précieux concours.

R.F.

En vue de (a conférence mondiale du tourisme en 1980

Un des documents de l'OMT énumère comme suit « les facteurs les plus importants qui conditionnent actuellement et pourront conditionner dans l'avenir la qualité de la vie de l'homme, qu'il appartienne au monde industrialisé ou aux pays en développement »

- la croissance démographique et ses effets directs sur le marché du tourisme;

- la reconversion des populations rurales et les nouvelles motivations qui découlent du phénomène de l'urbanisation et de l'habitat;

- l'utilisation de techniques de plus en plus avancées dans tous les domaines de la production et du tourisme;
- la nécessité d'établir des modèles de développement et de croissance pour rechercher de nouveaux équilibres basés sur des réalités actuelles, démystifiant des concepts désormais périssables et désuets;
- la nécessité de planifier de tels nouveaux modèles-en tenant compte des impératifs de rationalisation à appliquer aux politiques de consommation, y compris celle touristique;
- la persistance de l'inflation dans le monde et notamment dans les pays industrialisés, grands émetteurs de tourisme;
- la montée continue des prix de l'énergie
- la politique de la commercialisation des produits de base, et partant du tourisme, en tenant compte des exigences d'une saine et raisonnable utilisation des ressources de base;
- le choix ouvert des politiques économiques et de croissance par l'utilisation

des espaces, dans l'intérêt économique et/ou social des communautés nationales;

- la pollution du milieu humain et les mesures de protection et de conservation des ressources naturelles, et également des valeurs culturelles et humaines, en tenant dûment compte du rôle positif du tourisme dans ce contexte;

- la détérioration du terme de l'échange et l'érosion du pouvoir d'achat des salariés avec les effets directs que cela entraîne sur la consommation touristique;

- les problèmes d'érosion sociale que les mouvements quantitatifs de personnes, à pouvoir d'achat relativement élevé, peuvent avoir dans les destinations touristiques, économiquement moins favorisées.



L'emblème de la Conférence mondiale sur le tourisme symbolise la contribution particulière que les cinq continents apporteront en cette occasion à l'œuvre de paix de l'Organisation mondiale du tourisme. Autour de la colombe centrale, les ailes et le globe stylisés évoquent l'emblème de l'OMT.

Les motivations de la Conférence

Nous reproduisons aujourd'hui les « motivations » de la conférence mondiale de l'OMT, qui concerne éminemment le fait associatif et congressuel, en nous promettant de revenir ultérieurement sur les « objectifs » de la conférence, laquelle fera la part de la responsabilité des Etats et de la contribution de la société, à la suite de la Conférence d'ONG convoquée par l'OMT à Madrid, à laquelle le chef de notre Département Congrès, Mme Ghislaine de Coninck, a participé.

A la différence de la Conférence de 1963 qui avait traité surtout des questions de - facilités et compte tenu des résultats et des expériences des années du « boom » du tourisme, la Conférence de 1980 devra procéder à une analyse de l'immense marché des vacances et du tourisme, dans le cadre de l'accroissement progressif du temps des loisirs, ainsi que des caractéristiques prévisibles du produit touristique futur, des modes du contrôle de la qualité de ce produit et de sa mise à la disposition du consommateur.

En 1963, à l'époque de la Conférence de Rome, 460 millions d'arrivées touristiques internationales et nationales avaient été enregistrées dans le monde; en 1978, elles ont été de l'ordre d'un milliard deux cent millions.

Il s'agit en effet d'un développement spectaculaire du tourisme, provoqué entre autres par l'exercice croissant du droit aux vacances et par la motivation

culturelle des voyages, qui a désormais dépassé le « point de non-retour » et que les crises économiques récurrentes n'ont freiné qu'occasionnellement et de manière peu sensible en comparaison des autres secteurs économiques.

Il s'agit en même temps d'un développement dont le chiffre d'affaires (230 milliards de dollars en 1978) a dépassé de loin celui d'une grande industrie telle que la sidérurgie ou les dépenses en armement, mais qui, du fait de son caractère imprévisible, a parfois entraîné, aux niveaux international et national comme sur le plan de l'individu, quelques distorsions des motivations de fond et de certains objectifs culturels, sociaux et économiques.

droit aux vacances dont l'accès n'est pas encore à la portée de tous en raison, d'une part, de l'organisation du temps de travail et, d'autre part, de l'insuffisance de l'équipement et de l'escalade des prix. Non seulement la demande continuera de croître mais, selon les indices actuels, elle tendra à se modifier considérablement et continuellement du fait de l'évolution du pouvoir d'achat et, surtout, des modifications de conception de (a vie. Ces modifications tendront, à leur tour, à influencer les modalités du temps libre, les formes de déplacement et d'hébergement et provoqueront, parallèlement à l'augmentation quantitative des touristes, la recherche d'une personnalisation plus marquée de l'offre et du produit touristiques.

Cette modification des caractéristiques de la demande, ainsi que l'influence des progrès de la technique, entraîneront très probablement, dans les années à venir, de nouvelles conceptions dans la planification de l'offre et la réalisation du produit touristique, voire de nouvelles bases de calculs de rentabilité et d'investissements à partir des objectifs à moyen et long terme.

Seuls de graves événements internationaux à l'échelle mondiale pourraient modifier l'estimation actuelle selon laquelle d'ici l'an 2000 les arrivées touristiques aussi bien nationales qu'internationales doubleront. Une action vigilante s'impose donc à tous les niveaux, afin d'éviter que les distorsions qui, déjà dans le passé, ont parfois placé le tourisme sur le banc des accusés, ne suivent cette progression.

La demande continue et continuera à croître inexorablement : dans le monde entier, du fait de l'extension progressive de la mesure sociale que sont les congés payés, dès à présent 500 millions de travailleurs constituent, avec leurs familles, une demande d'environ un milliard et demi de personnes, veulent exercer un

donnant, très probablement, une plus grande place que par le passé aux activités culturelles et au recyclage.

Quel que soit l'immense potentiel de ressources touristiques existant dans le monde, les flux touristiques se sont néanmoins concentrés jusqu'à présent sur un nombre relativement restreint de destinations, la plupart situées dans les pays industrialisés.

Le développement du tourisme n'a pas toujours donné les bénéfices économiques que l'on pouvait raisonnablement attendre et a parfois même entraîné pour la communauté des coûts excessifs du fait d'une planification insuffisante, d'une utilisation incontrôlée des ressources naturelles et d'une concentration dans l'espace menant souvent à des phénomènes de saturation et de détérioration de l'environnement.

En raison de l'état avancé de développement et de la concentration des flux touristiques, ce sont les grands pays récepteurs qui ont subi ces distorsions plus

que les pays en développement; toutefois, ces derniers ont pu constater le danger que certaines formes incontrôlées du développement touristique font courir à leur environnement naturel, humain et culturel.

Bien que les motivations pour les grands pays, à la fois émetteurs et récepteurs de tourisme, soient différentes des pays récepteurs en développement, les uns s'inspirant de la nécessité de contrôler et peut-être même de freiner l'essor touristique et les autres poussés par le désir de tirer du tourisme le maximum de bénéfices pour leur développement, en fait elles se confondent dans l'objectif commun d'une nouvelle distribution plus rationnelle des destinations des flux touristiques.

Une telle redistribution sur le plan mondial appelle un effort soutenu afin de rationaliser les rapports entre les grands pays émetteurs et les nouveaux pays récepteurs du monde en développement et, en même temps, de faire bénéficier les économies de ces derniers de l'apport de devises et de la création d'emplois. Tou-

tefois, l'expérience démontre que, quel que soit le degré de développement des pays concernés, l'absence de contrôle des effets du tourisme sur l'environnement et la négligence de ses impératifs de caractère social peuvent être préjudiciables au développement socio-économique.

Les bénéfices sociaux ont trop souvent été sacrifiés par une commercialisation insuffisamment contrôlée même si les motivations en sont parfois justifiées par les objectifs de développement économique poursuivis par les Etats et par les contraintes de rentabilité imposées aux opérateurs du fait de la structure et de la « saisonnalité » du processus touristique. Cet état de choses a non seulement entraîné l'insatisfaction de l'individu, principal usager du tourisme, mais a aussi, du fait de la standardisation excessive de l'offre, déformé bien souvent les motivations fondamentales du tourisme qui sont la connaissance des civilisations et l'établissement de la paix et de l'amitié entre les hommes. Dans certains cas, l'on a même vu se produire certains phénomènes de rejet se situant bien à l'opposé de ces motivations.



Photo Ambassade de Turquie



LA COOPÉRATION OIG/OING DANS LE DOMAINES DU TOURISME

Schéma du rapport élaboré par l'OMT dans le cadre des travaux préparatoires au Forum mondial des Associations Internationales.

INTRODUCTION GENERALE

- I) Pourquoi l'OMT participe-t-elle au Forum ?
- II) de l'UIOPT à l'OMT : d'un statut non-gouvernemental au statut intergouvernemental.

- domaines de compétence
- importance : budgets, personnel employé
- objectifs et activités
- relations entre elles.

- IV) Relations des OING avec les OIG autres que l'OMT:
 - Les divers statuts consultatifs.

I. LE TOURISME ET SA DIVERSITE

- I) Diversité des répercussions et des implications du tourisme : Répercussions et implications économiques, sociales, culturelles, humaines.
- II) Diversité des intervenants : Touristes, professions touristiques, associations, Etats, entreprises mixtes.
- III) Complexité des relations entraînées par cette diversité : Aux niveaux national et international.

III. LES RELATIONS DES OING AVEC L'ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME

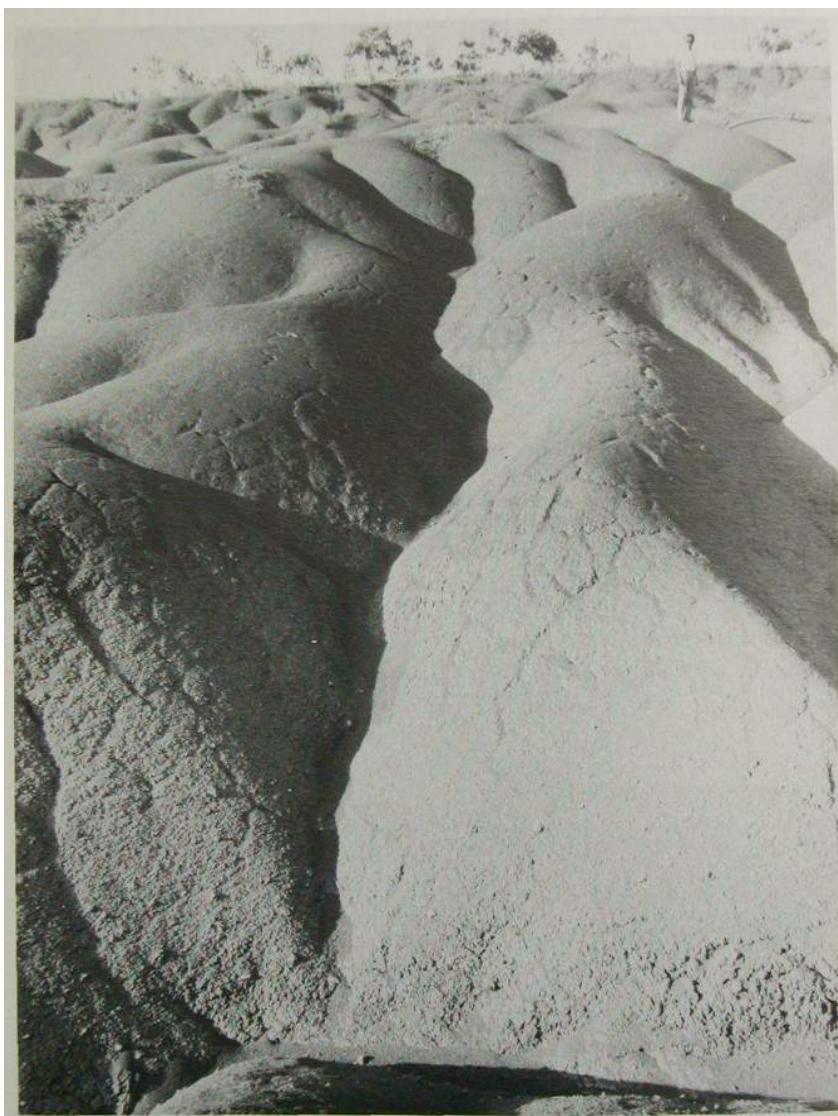
- Historique (l'OMT est une ancienne OING)
- La qualité de Membre affilié : caractéristiques par rapport aux statuts consultatifs
- Le fonctionnement de l'institution : Comité des Membres affiliés, participation, contribution technique
- L'évolution prévisible.

H. LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES DANS LE DOMAINE DU TOURISME

- I) En dehors de l'Organisation mondiale du tourisme, plus de 160 organisations, intergouvernementales ou non gouvernementales, s'intéressent, à un titre ou à un autre, au tourisme.
- II) Les Organisations intergouvernementales :
 - universelles
 - régionales.
- III) Les Organisations internationales non gouvernementales :
 - nombre

IV. CONCLUSIONS

- I) Reconsidération des statuts consultatifs
- II) Nécessité de procédures de participation OIG/OING souples et réellement utilisées. Rôle de pionnier de l'OMT en (a matière.
- III) Nécessité également d'une meilleure coopération entre les OING elles-mêmes.
- IV) Le tourisme, domaine privilégié de coopération.



ENVIRONMENTAL DETERIORATION AND THE THREAT TO FOOD AND AGRICULTURE, JAVA, INDONESIA. EROSION CONTROL.

Erosion is one of the principal problems impeding the development of agriculture in Central and East Java. Without proper management of the watershed, it will be impossible to

reduce flood damage or rehabilitate irrigation schemes, while siltation poses a threat to new dams and reservoirs. In order to provide training and experience in erosion control measures the Government is being assisted by the United Nations Development Programme (UNDP), with the Food and Agriculture Organization (FAO) as executing agency, in drawing up plans for the integrated watershed development of the Solo River which flows northward into the Java Sea. The UN/FAO World Food Programme, is supplying food as an incentive to workers engaged on building dams for erosion control.

Extensive soil erosion as a result of indiscriminate deforestation in the Solo region. FAO photo by H. Null



LA METHODE DE CONSULTATION A LA FAO

par M.B. Sestan*

Au seuil de l'enquête préparatoire au Forum, que l'UAI a ouverte auprès des organisations intergouvernementales disposant d'un appareil de consultation des OING, nous commençons dès aujourd'hui la publication des dossiers destinés aux travaux de la deuxième commission du Forum appelée à étudier les problèmes de la participation des OING à l'ordre mondial et à l'action internationale.

Nous remercions le bureau des affaires interinstitutionnelles de la FAO et spécialement M. B. Sestan, chef de l'Unité des relations extérieures, de nous avoir adressé un document exemplaire sur les principes directeurs régissant les relations entre la FAO et les OING, avec une note d'introduction.

D'autres démarches réalisées ou engagées auprès d'autres OIG nous autoriseront à publier régulièrement des documents analogues dont l'ensemble permettra des comparaisons utiles aux fins des études et des conclusions du Forum.

Introduction

Depuis sa création, la FAO associe les organisations non gouvernementales à ses travaux et entretient des relations étroites avec un grand nombre d'ONG travaillant dans des domaines qui relèvent de sa compétence. Ces ONG apportent une contribution utile à l'œuvre de la FAO en lui offrant leurs connaissances et leurs compétences techniques dans certains domaines et en soutenant et divulguant ses activités et ses objectifs. Les relations avec les ONG internationales sont réglées par les principes énoncés dans l'extrait ci-joint des Textes fondamentaux, « Principes directeurs régissant les relations entre la FAO et les organisations internationales non gouvernementales ». La FAO entretient des relations officielles avec 145 ONG dont 17 jouissent d'un statut consultatif, 46 d'un statut consultatif spécial et 82 d'un statut de liaison. Le rôle des ONG - techniques » qui collaborent avec les divisions opérationnelles de la FAO dans leurs domaines de compétence spécifiques est particulièrement important. Le document ci-

joint (C77/18) qui rend compte à la Conférence des relations avec les ONG internationales fournit quelques exemples de ce type de coopération. En ce qui concerne les consultations officielles avec les ONG, une réunion des représentants des ONG internationales ayant un statut officiel auprès de la FAO est organisée au début de chaque conférence biennale de l'Organisation en vue de discussions officieuses sur l'ordre du jour de la Conférence, ce qui donne à chacune de ces ONG l'occasion d'exprimer son point de vue au sujet des politiques et activités de la FAO. Ces opinions sont incluses dans un rapport détaillé qui est soumis à la Conférence.

Il y a plusieurs années, on a jugé nécessaire de renforcer les dispositifs concernant les consultations officielles avec les ONG internationales ayant un statut officiel auprès de la FAO. En accord avec les ONG, il a été décidé qu'en plus de la réunion officielle organisée au début de la Conférence, il pourrait être utile de prévoir des consultations ad hoc avec de petits groupes d'ONG d'opinions similaires qui s'intéressent à des aspects parti-

* Chef de l'Unité des relations Extérieures.

FAO POLICY CONCERNING RELATIONS WITH INTERNATIONAL NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS

PRINCIPES DIRECTEURS REGISSANT LES RELATIONS ENTRE LA FAO ET LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON GOUVERNEMENTALES

Preamble

1. In implementation of the provisions of the resolution on relationship with non-governmental organizations of the Fifth Session of the Conference, as amended by Resolution No. 74/51 of the Sixth Session of the Conference, Resolution No. 37/53 of the Seventh Session and Resolution No. 39/57 of the Ninth Session, the arrangements for consultation, co-operation and liaison with international non-governmental organizations shall be established and conducted in the following manner.

Purposes

2. Such arrangements for consultation, co-operation and liaison are intended to enable FAO to secure expert information and advice and technical co-operation and assurance from international non-governmental organizations, and to enable organizations which represent important sections of public opinion and are authorities in their fields of professional and technical competence to express the views of their members.

3. Arrangements made with such organizations shall be designed to advance the purposes of FAO by securing maximum co-operation from international non-governmental organizations in the execution of its program.

Forms of Relationship

4. Formal relations with an international non-governmental organization may take one of three forms according to the importance of its field of activity in relation to the activities of FAO, whatever the degree of co-operation envisaged in the common field of activity. These are consultative status, specialized consultative status or liaison status.

General Arrangements

5. The Organization establishes relationships with certain international non-governmental organizations in order to secure their advice and to associate them effectively with the work of the Organization.

Organizations eligible for Consultative Status

6. In order to be eligible for consultative status, an international non-governmental organization shall:

- (a) be international in its structure and scope of activity, be sufficiently representative of the field of interest in which it operates, and be of a recognized standing that renders its views on policy a matter of great interest to governments and to FAO;

- (b) be concerned with matters covering a substantial portion of FAO's field of activity;

- (c) have aims and purposes in conformity with the general principles embodied in the Constitution of FAO;

- (d) have a permanent directing body, authorized representatives and systematic procedures and machinery for communicating with its membership in various countries.

Préambule

1. Conformément aux dispositions des résolutions relatives aux « relations avec les organisations non gouvernementales » adoptées par la Conférence à sa cinquième session et amendées par les résolutions de la Conférence nos 74/51, 37/53 et 39/57, des sixième, septième et neuvième sessions respectivement, les dispositions relatives aux échanges de vues, à la coopération et à la liaison avec des organisations internationales non gouvernementales seront établies ou appliquées comme suit.

But

2. Les arrangements conclus en vue de la consultation, de la coopération et de la liaison sont destinés à permettre à la FAO d'obtenir des organisations internationales non gouvernementales des renseignements et des avis autorisés, une coopération et une assistance techniques, et de permettre aux organisations qui représentent des secteurs importants de l'opinion publique et qui font autorité en matière professionnelle et technique dans les domaines de leur compétence, d'exprimer les points de vue de leurs membres.

3. Les dispositions qui seront prises avec lesdites organisations viseront à permettre à la FAO de réaliser ses objectifs, en obtenant des organisations internationales non gouvernementales le maximum de coopération pour l'exécution de son programme.

Forme des relations

4. Les relations de la FAO avec une organisation internationale non gouvernementale peuvent prendre l'une des trois formes indiquées ci-dessous, d'après l'importance que le champ d'activité de l'organisation présente pour les activités de la FAO, quel que soit le degré de coopération envisagé dans le champ commun d'activité : statut consultatif, statut consultatif spécial ou statut de liaison.

Dispositions générales

5. La FAO entretient des relations avec certaines organisations internationales non gouvernementales, en vue d'obtenir leur avis et de les associer effectivement aux activités de l'Organisation.

Organisations pouvant être admises au statut consultatif

6. Pour être admise au statut consultatif, une organisation internationale non gouvernementale doit :

- (a) avoir une structure et un champ d'activité de caractère international, être suffisamment représentative du domaine où elle exerce son activité et avoir une réputation telle que son opinion, sur les questions de politique, présente un grand intérêt pour les gouvernements et pour la FAO;

- (b) s'occuper de questions qui coïncident, dans une grande mesure, avec le domaine d'activité de la FAO;

- (c) avoir des buts et des objectifs conformes aux principes généraux contenus dans l'Acte constitutif de la FAO;

- (d) avoir un organe directeur permanent, des représentants dûment habilités et une procédure et un mécanisme lui permettant de communiquer avec ses membres dans les différents pays.

Organizations eligible for Specialized Consultative Status

7. In order to be eligible for specialized consultative status, an international non-governmental organization shall :
- (a) be international in its structure and scope of activity, and representative of the specialized field of interest in which it operates;
 - (b) be concerned with matters covering a particular portion of FAO's field of activity;
 - (c) have aims and purposes in conformity with the general principles embodied in the Constitution of FAO;
 - (d) have a permanent directing body, authorized representatives and systematic procedures and machinery for communicating with its membership in various countries.

Organizations eligible for Liaison Status

8. In order to be eligible for liaison status an international non-governmental organization shall :
- (a) be international in its structure and scope of activity and be sufficiently representative of the field of interest in which it operates;
 - (b) be concerned with matters covering a portion of FAO's field of activity and be in a position to give practical assistance in that field;
 - (c) have aims and purposes in conformity with the general principles embodied in the Constitution of FAO;
 - (d) have a permanent directing body and authorized representatives and systematic procedures and machinery for communicating with its membership in various countries.

Procedure for selecting the Organizations with which FAO may enter into formal Relationship

9. Before any form of formal relationship is established with an international non-governmental organization, such organization must supply FAO with the information requested by the Director-General.

Consultative Status

10. The Conference will at each Session examine and take a decision upon the proposals submitted by the Council concerning the organizations seeking consultative status. Consultative status becomes effective upon approval by the Conference and upon acceptance by the organization of the conditions laid down under Paragraphs 18, 19 and 20 thereunder. In a year in which there is no Conference Session the Council may examine and take a decision on applications for consultative status, subject to review by the Conference at its next Session.

11. In deciding upon applications of International non-governmental organizations for consultative status, the Conference will be guided by the following principles :

- (a) An organization whose primary objectives are related to those of another specialized agency of the United Nations may only be admitted to consultative status after consultation with such agency;
- (b) Consultative status will not normally be granted to individual organizations that are members of a larger organization authorized to represent them; and, when such an organization is formed, its member organizations shall cease individually to enjoy consultative status.

Organisations pouvant être admises au statut consultatif spécial

7. Pour être admise au statut consultatif spécial, une organisation internationale non gouvernementale doit :
- (a) avoir une structure et un champ d'activité de caractère international et être représentative du domaine spécialisé où elle exerce son activité;
 - (b) s'occuper de questions qui coïncident, dans un domaine spécialisé, avec le champ d'activité de la FAO;
 - (c) avoir des buts et des objectifs conformes aux principes généraux contenus dans l'Acte constitutif de la FAO;
 - (d) avoir un organe directeur permanent, des représentants dotés d'habiletés et une procédure et un mécanisme lui permettant de communiquer avec ses membres dans les différents pays.

Organisations pouvant être admises au statut de liaison

8. Pour être admise au statut de liaison, une organisation internationale non gouvernementale doit :
- (a) avoir une structure et un champ d'activité de caractère international et être suffisamment représentative du domaine où elle exerce son activité;
 - (b) s'occuper de questions qui coïncident dans une certaine mesure avec le domaine d'activité de la FAO et être à même de fournir une assistance pratique dans ce domaine;
 - (c) avoir des buts et des objectifs conformes aux principes généraux énoncés dans l'Acte constitutif de la FAO;
 - (d) avoir un organe directeur permanent, des représentants dotés d'habiletés et une procédure et un mécanisme lui permettant de communiquer avec ses membres dans les différents pays.

Choix des organisations pouvant être admises à entretenir des relations avec la FAO

9. Avant l'établissement, sous quelque forme que ce soit, de relations avec une organisation internationale non gouvernementale, celle-ci devra fournir à la FAO les informations que le Directeur général lui aura demandées.

Statut consultatif

10. La Conférence examinera, à chacune de ses sessions, les propositions soumises par le Conseil au sujet des organisations qui désirent être admises au statut consultatif et prendre une décision à cet égard. Le statut consultatif ne prendra son plein effet que lorsque la Conférence aura donné son approbation et que l'organisation aura accepté les conditions énoncées ci-dessous aux paragraphes 18, 19 et 20. Les années où la Conférence ne se réunit pas, le Conseil peut examiner les demandes d'admission au statut consultatif et se prononcer sur ces demandes, sous réserve d'un nouvel examen par la Conférence à sa session suivante.

11. En se prononçant sur les demandes d'admission au statut consultatif présentées par des organisations internationales non gouvernementales, la Conférence s'inspirera des principes ci-après :

- (a) une organisation dont les objectifs principaux se rattachent à ceux d'une autre institution spécialisée des Nations Unies. ne sera admise au statut consultatif par la FAO qu'après échange de vues avec l'institution spécialisée intéressée;
- (b) le statut consultatif ne sera pas normalement octroyé à titre individuel à des organisations qui sont membres d'une organisation plus importante habilitée à les représenter, lorsqu'une telle organisation sera constituée, les organisations qui en sont parties cesseront de bénéficier du statut consultatif qui leur avait été octroyé à titre individuel.

Specialized Consultative Status

12. The Director-General may grant specialized consultative status to international non-governmental organizations at his discretion and upon acceptance of the conditions laid down under paragraphs 21 and 22 hereunder. He will report thereon to the Council and consult with the Council when he considers it necessary.

13. In granting applications for specialized consultative status, the Director-General will be guided, as appropriate, by the principles that apply to applications for consultative status (paragraph 11 above).

14. When several international non-governmental organizations are active in any field of FAO's activity, in principle only one should be granted specialized consultative status; no action should be taken until the division or divisions concerned have ascertained which organization is likely to be of most assistance in promoting FAO's objectives. Every opportunity will be taken to encourage such organizations to form themselves into a federation or an association.

Liaison Status

15. The Director-General may grant liaison status to international non-governmental organizations at his discretion in accordance with the provisions of paragraph 8 above. He shall report thereon to the Council and will consult with the Council when he considers it necessary.

16. In granting liaison status to international non-governmental organizations, the Director-General will be guided as appropriate by the principles that apply to applications for consultative status (paragraph 11 above).

Scope of Arrangements for Consultation, Co-operation and Liaison

17. An invitation to an FAO meeting and representation thereof by an observer shall not imply the granting to an international non-governmental organization of a status different from that which it already enjoys.

Organizations granted Consultative Status

18. The privileges of such international non-governmental organization when participating in Conference, Council and other meetings, shall be those specified in paragraph 3 of Rule XVII of the General Rules of the Organization.

19. An organization in consultative status :

(a) shall be entitled to send an observer (without the right to vote) to a Session of the Conference and Council, who may be accompanied by advisers; to receive from the Director-General, in advance of the Session, all documents bearing on policy or technical questions; to circulate to the Conference its views in writing, without abridgment; to speak before the Technical Committees of the Conference but not to participate in discussions unless requested by the Chairman; and, upon request addressed to the Director-General and with the consent of the General Committee of the Conference, to speak before the Conference itself;

(b) may be invited by the Director-General to participate in experts' meetings, technical conferences or seminars on subjects which fall within its fields of interest, and if it does not so participate it may submit its views in writing to any such meeting or technical conference;

Statut consultatif spécial

12. Le Directeur général peut accorder, s'il le juge à propos, le statut consultatif spécial à des organisations internationales non gouvernementales, après que celles-ci auront accepté les dispositions énoncées ci-dessous aux paragraphes 21 et 22. Il présentera à ce sujet un rapport au Conseil et prendra son avis s'il le juge nécessaire.

13. Lorsqu'il donnera satisfaction aux demandes d'admission au statut consultatif spécial, le Directeur général s'inspirera, s'il y a lieu, des principes qui s'appliquent aux demandes d'admission au statut consultatif (paragraphe 11 ci-dessus).

14. Lorsqu'il existe plusieurs organisations internationales non gouvernementales qui s'occupent d'un des domaines d'activité de la FAO, une seule d'entre elles, en principe, devra bénéficier du statut consultatif spécial; aucune décision ne sera prise avant que la ou les divisions intéressées aient déterminé laquelle de ces organisations parait la plus susceptible d'aider la FAO à atteindre ses objectifs. On ne négligera aucune occasion d'encourager ces organisations à se fédérer ou à s'associer.

Statut de liaison

15. Le Directeur général pourra, à sa discrétion, octroyer le statut de liaison à des organisations internationales non gouvernementales, conformément aux dispositions du paragraphe 8 ci-dessus. Il présentera un rapport à ce sujet au Conseil et prendra son avis s'il le juge nécessaire.

16. Lorsqu'il octroiera le statut de liaison à des organisations internationales non gouvernementales, le Directeur général s'inspirera, s'il y a lieu, des principes qui s'appliquent aux demandes d'admission au statut consultatif (paragraphe 11 ci-dessus).

Portée des arrangements en vue de la consultation, de la coopération et de la liaison

17. Le fait, pour une organisation internationale non gouvernementale, d'être invitée à une réunion de la FAO et d'y être représentée par un observateur n'implique pas l'octroi d'un statut différent de celui auquel la FAO l'avait déjà admise.

Organisations admises au statut consultatif

18. Les priviléges de ces organisations internationales non gouvernementales, lorsqu'elles participent aux sessions de la Conférence et du Conseil et à d'autres réunions, sont ceux qui figurent à l'article XVII/3 du Règlement général de l'Organisation.

19. Les organisations admises au statut consultatif/

(a) peuvent se faire représenter aux sessions de la Conférence et du Conseil par un observateur (sans droit de vote) qui pourra être accompagné de conseillers; avoir communication, par le Directeur général, avant l'ouverture de la session, de tous les documents ayant trait à la politique à suivre ou à des questions techniques; communiquer leurs vues à la Conférence, par écrit et in extenso; prendre la parole devant les Comités techniques de la Conférence, mais sans participer aux discussions, sauf sur invitation du président; et, sur demande adressée au Directeur général et avec l'assentiment du Bureau de la Conférence, prendre la parole devant la Conférence elle-même;

(b) peuvent être invitées par le Directeur général à participer à des réunions d'experts, à des conférences techniques, à des séminaires portant sur des sujets qui relèvent du domaine dont elles s'occupent; lorsqu'elles n'y participent pas, elles peuvent exposer, par écrit, leurs vues à ces réunions ou conférences techniques;

- (c) will receive non-confidential documentation and information about meetings planned on subjects agreed upon with the secretariat;
 - (d) may submit, under the authority of its governing body, written statements on program matters, not exceeding 2,000 words, in one of the working languages of FAO, to the Director-General, who may communicate them to the Council.
20. On the other hand, an organization in consultative status shall undertake :
- (a) to co-operate fully with FAO for the furtherance of the objectives of the Organization;
 - (b) in co-operation with the competent services of FAO, to determine the ways and means of co-ordinating activities within the field of FAO, with a view to avoiding duplication and overlapping;
 - (c) for this purpose to invite a representative of the Director-General to attend and participate in the meetings of in governing bodies, general assemblies and appropriate technical meetings, and to arrange for co-ordination at secretariat level;
 - (d) to contribute, as far as possible, and at the request of the Director-General, to the promotion of a better knowledge and understanding of FAO's programs and activities through appropriate discussions or other forms of publicity;
 - (e) to send FAO its reports and publications on an exchange basis;
 - (f) to keep FAO informed of changes in its structure and membership, as well as of important changes in its secretariat.

Organizations granted Specialized Consultative Status

21. An organization in specialized consultative status :

- (c) reçoivent les documents et les renseignements non confidentiels concernant les réunions relatives à des questions sur lesquelles elles se sont mises d'accord avec le Secrétariat;
 - (d) peuvent, sous la responsabilité de leur organe directeur soumettre au Directeur général des exposés écrits de 2 000 mots au plus, rédigés dans l'une des langues de travail de la FAO, sur des questions concernant le programme; le Directeur général peut communiquer ces exposés au Conseil.
20. D'autre part, les organisations admises au statut consultatif s'engagent :
- (a) à coopérer pleinement avec la FAO à la réalisation des objectifs de l'Organisation;
 - (b) à déterminer, de concert avec les services compétents de la FAO, les moyens de coordonner les travaux dans le domaine de la FAO, afin d'éviter les doubles emplois;
 - (c) à inviter, à cette fin, un représentant du Directeur général à assister et à participer aux réunions de leur organe directeur, à leurs assemblées générales et aux réunions techniques appropriées, et à prendre les dispositions nécessaires pour assurer la coordination à l'échelon du secrétariat;
 - (d) à contribuer, dans toute la mesure du possible et sur la demande du Directeur générat, à faire mieux connaître et mieux comprendre le programme et les activités de la FAO en organisant à ces effet des discussions appropriées ou en utilisant toute autre forme de publicité;
 - (e) à adresser à la FAO, sous réserve de réciprocité, leurs rapports et publications;
 - (f) à tenir la FAO au courant des modifications apportées à leur structure et à leur composition, ainsi que des changements importants apportes à leur secrétariat.

Organisations admises au statut consultatif spécial

21. Les organisations admises au statut consultatif spécial



Photo WFP/FAO Benoing

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS. 7-8/1979 361

- (a) shall be entitled to send an observer to appropriate technical meetings with the approval of the Director-General, to receive appropriate publications, and to submit memoranda to the Organization on technical aspects of the FAO program of mutual specialized interest; it shall be provisionally invited, subject to approval, as appropriate, by the Conference and Council, to send an observer to Conference Sessions and in appropriate cases to Council Sessions;
 - (b) may be invited by the Director-General to participate in experts' meetings, technical conferences or seminars on subjects which fall within its field of interest; and if it does not so participate it may submit its views in writing to any such meeting or technical conference;
 - (c) will receive non-confidential documentation and information about such meetings;
 - (d) may submit to the Director-General, under the authority of its governing body, written statements on program matters coming within its specialized competence, not exceeding 2,000 words, in one of the working languages of FAO, which statements the Director-General may place before the Council.
22. On the other hand, an organization in specialized consultative status shall undertake :
- (a) to operate fully with FAO for the furtherance of the objectives of the Organization within its specialized field;
 - (b) in co-operation with the competent services of FAO, to determine the ways and means of co-ordinating activities in such specialized field, with a view to avoiding duplication and overlapping;
 - (c) for this purpose, to invite a representative of the Director-General to attend and participate in the meetings of its governing bodies, general assemblies and appropriate technical meetings, and to arrange for co-ordination at secretariat level;
 - (d) to contribute, as far as possible, and at the request of the Director-General, to the promotion of a better knowledge and understanding of FAO's programs and activities through appropriate forms of publicity;
 - (e) to send FAO its reports and publications on an exchange basis;
 - (f) to keep FAO regularly informed of its program of work, the meetings it plans to hold and of any changes in its structure, membership and secretariat.

Organizations with Liaison Status

23. The methods and scope of collaboration between an organization that has been granted liaison status and FAO shall be determined and agreed by an exchange of correspondence between such organization and the Director-General.

24. The Director-General may invite organizations in liaison status to send observers to specialized meetings held under the auspices of FAO when he is satisfied that such participation may make a significant contribution to the meeting concerned. The rights of any such observers shall be determined in the aforementioned exchange of correspondence but in no case shall they exceed those accorded to observers of organizations in specialized consultative status.

25. Organizations in liaison status may be invited to send observers to Conference and Council Sessions if, in the judgment of

(a) peuvent envoyer, avec l'approbation du Directeur général, un observateur aux réunions techniques appropriées, recevoir les publications voulues et présenter à l'Organisation des mémorandums sur les aspects techniques du programme de la FAO qui offrent un intérêt commun dans un domaine spécialisé; elles sont invitées, à titre provisoire sous réserve de l'approbation de la Conférence ou du Conseil, selon le cas, à envoyer un observateur aux sessions de la Conférence et, dans certains cas, aux sessions du Conseil;

(b) peuvent être invitées par le Directeur général à participer à des réunions d'experts, à des conférences techniques ou à des séminaires portant sur des sujets qui relèvent du domaine dont elles s'occupent et, lorsqu'elles n'y participent pas, elles peuvent exposer, par écrit, leurs vues à ces réunions ou conférences techniques;

(c) reçoivent les documents et les renseignements non confidentiels concernant ces réunions;

(d) peuvent, sous la responsabilité de leur organe directeur, soumettre au Directeur général des exposés écrits de 2 000 mots au plus, rédigés dans l'une des langues de travail de la FAO sur des questions concernant le programme, et qui sont de leur compétence particulière; le Directeur général peut communiquer ces exposés au Conseil.

22. D'autre part, les organisations admises au statut consultatif spécial s'engagent :

(a) à coopérer pleinement avec la FAO, dans le domaine particulier de leur compétence, à la réalisation des objectifs de l'Organisation;

(b) à déterminer, de concert avec les services compétents de la FAO, les moyens de coordonner les travaux dans ces domaines particuliers, afin d'éviter les doubles emplois;

(c) à inviter, à cette fin, un représentant du Directeur général à assister et à participer aux réunions de leur organe directeur, à leurs assemblées générales et aux réunions techniques appropriées, et à prendre les dispositions nécessaires pour assurer la coordination à l'échelon du secrétariat;

(d) à contribuer, dans toute la mesure du possible et sur demande du Directeur général, à faire mieux connaître et mieux comprendre le programme et les activités de la FAO, en leur donnant la publicité voulue;

(e) à adresser à la FAO, sous réserve de réciprocité, leurs rapports et publications;

(f) à tenir la FAO régulièrement informée de leurs programmes de travail, du calendrier de leurs réunions et de tout changement apporté à leur structure, à leur composition et à leurs secrétaires.

Organisations admises au statut de liaison

23. Les méthodes et la portée de la collaboration entre une organisation admise au statut de liaison et la FAO seront déterminées et acceptées dans une correspondance échangée entre l'organisation intéressée et le Directeur général.

24. Le Directeur général peut inviter les organisations admises au statut de liaison à envoyer des observateurs aux réunions spécialisées tenues sous les auspices de la FAO. lorsqu'il aura la certitude qu'elles peuvent apporter une contribution importante à la réunion dont il s'agit. Les droits de ces observateurs seront déterminés dans la correspondance susmentionnée, mais ils ne sauraient dépasser ceux dont jouissent les observateurs des organisations admises au statut consultatif spécial.

25. Les organisations admises au statut de liaison peuvent être invitées à envoyer des observateurs aux sessions de la Confé-

the Director-General, there are concrete reasons for inviting them that would forward the technical work of the Organization.

rence et du Conseil si, de l'avis du Directeur général, il existe des raisons concrètes de les inviter, dans l'intérêt du travail technique de l'Organisation.

Review of Relationship

26. The Conference may terminate arrangements for consultative status which are no longer considered necessary or appropriate in the light of changing program or other circumstances. In special cases which may arise between Conference Sessions the Council is empowered to terminate such arrangements, subject to review by the Conference.

27. The Director-General may terminate arrangements for specialized consultative status which are no longer considered necessary or appropriate in the light of changing program or other circumstances, and will report such action to the Council.

28. An organization in consultative or specialized consultative status which has not shown any interest or has not attended any meetings during a period of two years may be deemed not to have sufficient interest to warrant the continuance of such relationship.

29. The Director-General may terminate arrangements for liaison status which are no longer considered necessary or appropriate by him in the light of changing program or other circumstances and shall report such action to the Council.

30. The Director-General shall include in his report to the Conference information on the relations between FAO and international non-governmental organizations established in accordance with the present principles and procedures.

31. The Conference shall review at each Session the list of organizations approved for consultative status.

32. The Conference shall review these principles and procedures every two years and shall consider, as necessary, any amendments which may seem desirable.

Revision des relations

26. La Conférence peut mettre fin aux arrangements octroyant le statut consultatif qu'elle n'estime plus nécessaires ou appropriés, par suite de modifications apportées au programme ou pour d'autres raisons. Dans certains cas qui peuvent se présenter entre les sessions de la Conférence, le Conseil peut mettre fin à ces arrangements, sous réserve d'examen par la Conférence.

27. Le Directeur général peut mettre fin aux arrangements octroyant le statut consultatif spécial qu'il n'estime plus nécessaires ou appropriés par suite de modifications apportées au programme ou pour d'autres raisons, et il en informe le Conseil.

28. Une organisation admise au statut consultatif ou au statut consultatif spécial, qui n'aura manifesté aucun intérêt ou ne se sera fait représenter à aucune réunion pendant deux ans, pourra être considérée comme ne présentant pas un intérêt suffisant pour justifier le maintien des relations consultatives.

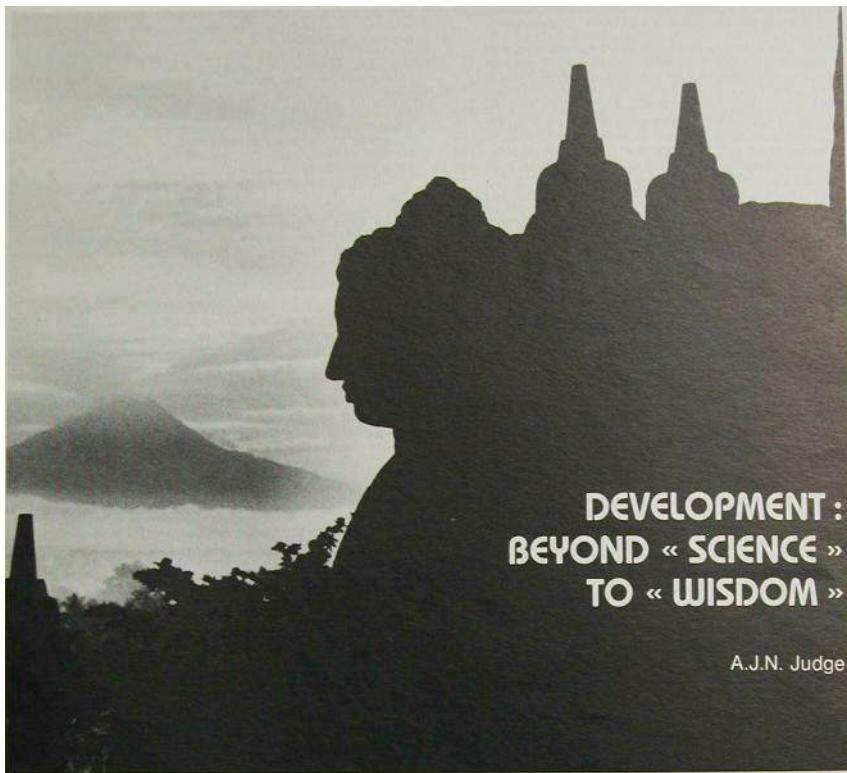
29. Le Directeur général peut mettre fin aux arrangements octroyant le statut de liaison qu'il n'estime plus nécessaires ou appropriés par suite de modifications apportées au programme ou pour d'autres raisons, et il en informe le Conseil.

30. Le Directeur général fournira, dans son rapport à la Conférence, des renseignements sur les relations entre la FAO et les organisations internationales non gouvernementales, qui ont été établies conformément aux présents principes et procédures.

31. La Conférence revisera à chacune de ses sessions la liste des organisations qu'elle a admises au statut consultatif.

32. La Conférence revisera, tous les deux ans, les présents principes et procédures et examinera, le cas échéant, tous amendements qui lui paraîtront souhaitables.





*Facilitating the emergence of configurative understanding
in « Councils of the Wise » through computer conferencing dialogues (*).*

CURRENT PROBLEMS

Irrespective of the many well-publicized « world problems », there are others which are less well recognized (1). These handicap our society in its ability to respond to those which appear more urgent. They are seldom discussed or researched because they call into question the methods used and the institutions or disciplines using them. They may even only be described in a humorous vein (2). It is not the purpose of this paper to document such problems in detail, even if it were possible (3). It is usually the case that, to those familiar with them, supporting evidence is superfluous, but, to those who are not, no amount of evidence is convincing.

The argument of this paper is not based on any consensus concerning the « existence » of all such problems, but rather on an increasing awareness that there are problems of this type, irrespective of how many a particular individual or group is prepared to recognize. A list of such problems, described elsewhere (3), is included here as Annex 1. A humorous list (derived from 2) is given as Annex 2.

The concern of this paper is with the process that is used to reflect upon and discuss problems and action to be taken upon them, using intellectual, organizational and other human resources, in the light of present and emerging values, and with some objective of « human development ». The « hidden » problems now

make a mockery of the processes that are used (a). One unique but unsatisfactory attempt at recording this is by Arthur Koestler (4) reporting from bitter experience of interdisciplinary meetings of international experts.

* Presented at conference on UN projects on networks, dialogues and concepts of development of the Goals, Processes and Indicators of Development project of the United Nations University.
Presented at the World Future Studies Conference on Science, Technology and the Future (Berlin, 8-10 May 1979) - a conference in preparation for the United Nations Conference on Science and Technology for Development (Vienna, 20-31 August 1979). Agenda item 4 : Science, technology and the future.

(a) There are few little boys to note that the Emperor, as in Hans Andersen's famous tale, is lacking any clothes.

It is unofficially accepted that at least 90% of published papers are virtually worthless other than to the author and his or her career advancement. Research has even shown that the « average » journal article is « read » by one person amongst the total subscription. The production of such papers is carefully designed to avoid confronting this issue - and indeed in whose interest would it be to confront it ? And yet the collective ability to respond effectively and creatively to problems seems to decrease rather than increase.

The difficulty is not only evident in use of the written word. The dynamics of meetings are such that the majority of spoken insights goes unrecorded, and even if recorded goes unread, as pointed out above. But what is most unfortunate is that the insights produced, as a linear sequence of statements (possibly in parallel sessions), can seldom be effectively interrelated into new patterns. The decisions which emerge are more often characterized by the insights which they ignore than by those which they are able to incorporate. In the field of ideas, as it has been between nations, « might is right »... although such a simplistic standpoint cannot counter a famine or an ecological disaster.

But this would not be so bad if those advancing insights were in some way interested in weaving their perception into a larger pattern, in fact this is not the case, somehow we (and the author must necessarily include himself) are only interested in ensuring that our own perspective is well-placed in the limelight of the stage. And in fact debate within the international community is more characterized by divergence and diffuseness than by focus and clarity. So that on the one hand there is the simplistic imposition of « bandwagon » topics (which usually last from 2 to 5 years) and on the other a cornucopia of unrelated preoccupations.

SOME ATTEMPTS

AT A REMEDY :

STRUCTURE

A number of approaches to alleviating this situation have been made :

- **interdisciplinary** meetings, programmes, organizations, think tanks, periodicals, etc : it is now accepted that these are in most cases simply multidisciplinary aggregations of perspectives. Interdisciplinarity is viewed with disdain and suspicion in all disciplines and by all institutional divisions - however much lip service is paid to it.
- **world modelling exercises** have attracted much interest but do not appear to have led to any breakthrough of significance to action on the problem complex. And of course there are competing world models... a model of the real problem.
- **Situation rooms** are favoured by the military and some corporations. They are of course ideal for implemen-

ting a strategy where the power structure is hierarchically ordered. They are of little use in the complex world where the problem is to harmonize the relationship between competing hierarchies, respecting those whose conditions are not so effectively represented. It is noteworthy that the United Nations could not design and effectively use such a room.

- **information systems** (5) have been designed to give access to a body of literature covering broad spreads of problems. This is the case with many intergovernmental agencies. Unfortunately bibliographical information seldom implies ease of access to the publication (often « unavailable » or « to be ordered »). On the hand 50 references do not facilitate selection. Worse still, the authors usually present conflicting or unrelated perspectives, necessitating further research (and thus perpetuating the malaise). Other such approaches could be cited, but each is in some way blocked in its effectiveness.

FURTHER ATTEMPTS :

DESTRUCTURE AND PROCESS

If the above attempts are considered to be a « 2nd order » approach to the situation, it is possible to identify what might be considered a « 3rd order » approach :

- **think tank networks** as typified by the International Federation of Institutes for Advanced Studies and possibly the more recently created institutional network of the United Nations University. But these have not yet produced any breakthroughs either and have problems in ensuring that their networks work.
- **networks of the wise** as typified by the Club of Rome, the World Order Models Project, and the International Foundation for Development Alternatives. Again, although they have increased sensitivity to problems they fail to reach consensus on solutions. And, above all, they fail to produce credible and politically viable approaches to implementation. Their conclusions are not actionable except perhaps in a very limited sense.
- **process and context**: abandoning organizational structures, many attempts have been made to bring the knowledgeable and/or wise together in ideal (or specially selected) environments and to facilitate by sensitive techniques the process of interaction between them. These exercises have resulted in many interesting books, and have built and maintained interpersonal relationships valuable to those involved, but cannot be said to have led to any breakthroughs.
- **networks of information systems** (5) : attempts have been made to interrelate the information systems of different agencies using competing

classification systems, standards and hardware. This is typified by the UN Inter-Organization Board for Information Systems and Related Activities or the UNESCO/CSU World Sciences Information System (UNISIST). Such systems, if they get beyond the policy stage, do not assist the user to find the question that he does not know he needs to ask. The user is confined to the framework from which he approaches the system.

Again it is perhaps possible to identify other 3rd order approaches, but each would be found to be blocked in its wider effectiveness.

NATURE OF THE PROBLEM :

ACTION

As will emerge below, it would be presumptuous to assume that the nature of the problem can be adequately formulated from any one perspective (b). For this reason, in searching for a « 4th order » approach, it is necessary to proceed by indirection accepting the paradox to which such a search is subject. Without identifying « the problem », its nature can be sensed from antinomies such as the following :

- **process versus structure** : approaches which emphasize specially designed structures are found to be too constraining and are often somewhat sterile; those emphasizing process tend to be diffuse and unable to focus.
- **« action now » versus « next year will be better »**: advocates of many approaches excuse their lack of results by statements such as « these things take time », and of course they often do; on the other hand the frustration of the « action now » school is often justified.
- **« experts know best » versus « grass-roots action »** : there is increasing concern that the experts do not in fact know best - particularly when they disagree violently amongst themselves; but on the other hand they are aware of dimensions of a problem situation to which the non-specialists have not necessarily been exposed.
- **« brick signing » versus « building the cathedral »** : in whatever action is undertaken there are those who are strongly influenced by the desire to ensure that their particular contribution is recognized and this is indeed necessary in the existing reward system; and yet it is the programme as a whole, blending the efforts of many, which needs to be brought to fruition and is usually placed in jeopardy by such concrete recognition of human development (c).

(b) As both Ashby's Law and Gödel's Theorem would suggest.

(c) Could cathedrals have been built if each brick was signed? And yet that is the principle on which the knowledge system is based.

- « **detached operators** » versus
« **self-reflexive participants** » :

it is widely assumed that those acting on problems are in some way white-coated and hygienically detached from them, as in a laboratory experiment (« If you are not part of the solution, you are part of the problem »), and indeed some measure of detachment is necessary to acquire the freedom to act; and yet those acting are part of society and need to be aware of the manner in which their actions contribute to the problem they claim they are attempting to solve and how they block appropriate understanding of its solution (« If you do not recognize how you are part of the problem, you cannot understand the nature of the solution required »).

One might cite other such dimensions by which we are torn in our approach to problems. But the point to be made is that the structures and process via which we approach problem clarification and solution model very effectively the factors which render us unable to bring the problems into focus and deal with them (d).

NATURE OF THE PROBLEM : CONCEPTUALIZATION

*The current banner under which society is attempting (once again) to bring its concerns into focus is the : « application of science and technology to development ». Could it be that there are elements in the conception of this banner which are themselves an obstacle to achieving what is purportedly intended ?

(a) **Science, technology and development** : there are many that assume that the meaning of these terms is clear and well-defined and that the problem lies with « application » (see below). And yet even a cursory search will reveal great confusion as to the manner in which « science », « technology » and « development » should be understood (5). At this level, for example, there are as many initiative to « redefine » development; to focus on the « changing purposes » of science (e); or to introduce the notion of alternative/appropriate/intermediate forms of technology.

But these initiatives would seem to be primarily concerned to shift understanding from an existing concept - now argued to be inadequate - to a new concept which will hopefully be more appropriate. It is perhaps necessary that at one level a definition should be assumed to be clear, such as for certain educational purposes. It is equally necessary to push simultaneously for a re-conceptualization. But it is unfortunate that the re-conceptualization should primarily be conceived in terms of - out with the old definition and in with the new » - however good the new may be. For it is absolutely certain that no such definition will attract universal support (even if it is not subject to misinterpretation), and that there will

be competing definitions with all that that implies.

To reflect adequately the process in which we are embedded, what appears to be missing is a recognition that we are confronted with a situation in which simultaneously we have :

- those focusing on a single definition (of which there may be many of different degrees of sophistication).
- those moving from an inadequate definition (one of the above) to a new one (possibly one of the above)
 - « a need for a broader framework which could respect and facilitate these different conceptual innovations and manoeuvres and ensure some degree of continuity rather than an inbuilt guarantee of discontinuity and hiatus between successive « definitions »,

Irrespective of the necessary conceptual spadework to clarify new dimensions of « science », « technology » and « development », it is vital to resist the temptation to treat these terms as nouns rather than verbs. There is a need to recognize that :

- development is the process which facilitates and necessitates the redefinition of development
- science is the process which facilitates and necessitates the redefinition of science.
- technology is the process which facilitates and necessitates the redefinition of technology.

This somewhat paradoxical characteristic is at the heart of these processes (whatever their superficial or short-term manifestations). Development, for example, would not be development if it did not continually create a new situation in which its own nature was redefined, whether with respect to the image of man or to the goals and values of society, or to the structures appropriate to it. For at each stage it is more able to respond to the consequences of the prevailing perspective and to « ingest » them as an appropriate constraint on the new perspective whose emergence is thus facilitated and stabilized. The phrase « in the light of the emerging positive and negative feedback » might be therefore added to each of the three statements above. For it is these which introduce the normative dimension in process-oriented rather than ad hoc terms - the latter merely providing short-term understanding and response (however practical) and necessitating a hiatus before the subsequent version is recognized, namely a form of built-in discontinuity foreign to the continuity of social processes.

Similarly technology is essentially the innovative modification or reconceptualization of existing technological processes in the light of the latter's inadequacies but in terms of what they have rendered possible.

This paradoxical, self-reflexive or » self-organizing » characteristic focuses attention on the limitations of the linear concept of « progress » (primarily of western origin). This concept is well illus-

trated by the use of an appropriate annual increase of GNP as an indicator of satisfactory development. But even reconceptualizing « development » is usually only aimed at switching to another more subtle quantitative increase which will itself prove to be inadequate once its limitations are understood. Once « reconceptualization » no longer seeks for some quantitative basis of increase, but rather for some more subtle « pattern of complexification », a new dimension is opened up. Unfortunately, and characteristically, it is the difficulty of rendering such alternatives distinct and comprehensible which encourages many to continue the search for simple quantitative indicators of development. And in fact it is probably only with the simultaneous use of more complex mathematical descriptions and innovations in representation that the necessary subtlety and elegance can be adequately conveyed.

Lest this be considered a convenient escape, it is useful to refer to traditional non-western concepts of development and change which may be based on a circular rather than a linear approach. Clearly the Chinese classical concepts of change, for example, are elusive to the western mind. Were they to be represented mathematically as modifications in a phase space or as field effects, the mathematical « distance » or difference in sophistication between western and eastern concepts would be apparent. The challenge is clearly to find some basis on which they can be reconciled. Some exciting leads towards this are given by Erich Jantsch and C H Waddington (6).

But whatever the most subtle image that can be generated, the paradox remains:

- more refined versions will necessarily continue to be generated
- for reasons of comprehension or preference, different images of development will continue to hold sway simultaneously (despite efforts at conceptual imperialism).

The strength of the more subtle dimensions is that they place much greater stress on the individual's (in)ability to comprehend the nature of change or development (at some level) and his or her role embedded in it. To the point that, in a special sense, the degree of development of the individual and his environment is determined by that person's ability to re-conceive it in the light of a more powerful and wholistic image. Without exploring this any further, it need only be mentioned that this opens the way to « conceptual » for perhaps « attitudinal » revolutions which would in some measure substitute for conventional structures.

(d) Many problem action debates can be caricatured by the situation in a meeting room, smoke-filled to the point of reduced visibility and teary-eyed eyes, in which the main topic of discussion is « air pollution ». And yet the process is so designed that no one will open a window (if the technology permits), suggest that it should be opened, or recognize how the situation models the « real » problem which is the topic of the debate.

(e) An agenda item of this conference.

ral revolutions by reconceptualizing existing patterns of relationships (changing the significance attached to them) in existing structures without the need to destroy them in the manner frequently advocated. It may be that the most operationally effective approach to development could emerge from an individual's change of attitude to his/her existing context (thus redefining the known-known complementarity), rather than by attempting to modify the world-as-experienced without bringing the experienter into question.

There is something intellectually primitive in the constant striving to move from the now experienced as containing « wrong elements » (to be rejected) to a future condition in which these have been eliminated. In practice the « wrong » and the « right » as perceived by different groups tend to co-exist (even engendering one another) over very long periods of time despite the elimination exercises. It is time that attention was devoted to the reality of the interface between right and wrong rather than focusing positively on the one and negatively on the other ana exploiting the energy which the dichotomy generates in society (f). Whilst these remarks have primarily emphasized « development », they are also true of science and technology.

(b) « Application to » : The use of this term implies a manipulative relationship which has not proved successful in the past. This is only to say that if science and technology are to be conceived as processes, then they cannot be « applied » like some tool or lever to « jack up » the development process. How processes should be exposed to one another is not at all clear, as the fumbling interventions in ecological processes have so frequently demonstrated. It is almost as though « application to » is currently conceived as a 2-valent operator when the situation calls not so much for an N-valent operator, or for a continuing search for an (N+1)-valent operator, but rather for an approach which could tolerate, nurture and blend a full range of approaches (reflecting the varied preoccupations and levels of

perception) in which N varied from 1 to whatever is possible in our society. Processes can not be successfully « applied to » one another. A more appropriate understanding is that they should « harmonized » as phases, a concept which could benefit from the thinking of those concerned with electronic circuit design where this is a well-defined problem. The concept of « frequency entrainment » is particularly suggestive of how several processes may bring each other into phase.

« WISDOM »

An immediate response to the deliberate complexification introduced in the previous section is that it exceeds the capacity of anyone (especially including this writer) even to delineate it adequately. The questions raised flow beyond the categories and structures which can normally be used to contain and order such considerations. They easily lend themselves to the accusation of being « purely philosophical » or unrelated to the « real problems » to which priorities should therefore be oriented. And yet no « practical approach » can guarantee that its undertakings will not be out-maneuvered or nullified to the point of actually proving counter-productive - as has been demonstrated so many times over the past decades. The source of such strategic weakness is to be found in the more complex considerations on which it is apparently impossible to focus within any existing framework or by any existing process (g).

The concept of the - application of science and technology to development - reflects this weakness. As argued above it tends to be interpreted through poorly related substantive categories rather than processes. The level of « contextual comprehension » required to see the interrelationship of such processes has been but poorly explored and is necessarily difficult if not impossible to communicate with available techniques (7, 8, 9). It is useful to explore the possibility that the attitude appropriate to this complexity is one of « wisdom » - a term which has passed out of fashion with the rise of the specialized approach and the fragmentation of the family, despite the respect traditionally accorded to the elders. This attitude may perhaps be characterized as :

- process (verb) rather than category (noun) oriented (h)
- a level of comprehension beyond concern for knowledge of data elements and their interrelationship and an awareness of the function of different levels of comprehension (i)
- a built-in sensitivity to values relating to human development in harmony with the development of (for respect for) the natural environment, from which it is only possible artificially to separate humanity
- a strategy or action-oriented stance concerned to effect development in the

above sense and aware of the consequences of the necessary risk-taking which calls into question the status and existence of the actor

- a sensitivity to the issues raised by problems of comprehension and the difficulties of communicating whatever is comprehended
- a sensitivity to the continuing education of those participating in any such exercise as a process which complicates the manner in which they function; participation is also a process of growth

- a sensitivity to the weaknesses in any form of action, whether visible or only

to be revealed by their future consequences or by opponents of the action. Clearly even the effort to establish such a

list is presumptuous in the sense that it implies an ability to « encompass » all these attitudes in their totality and to arrive at closure at a particular point in time - an ability which is called into question by the underlying attitude. Any attempt at defining wisdom necessarily fails to capture the attitude on which it is based for which the defining operation is but a particular tool (amongst several), each with recognized in-built limitations (j). If its nature defies precise definition, perhaps wisdom can best be referred to as that « standpoint » that consciously encompasses or embodies within itself, both the strengths through which it can act and the weaknesses which impede that action (k).

It is a conscious mirror of the condition it strives to supersede (l). Wisdom would seem to internalize an image of the environment in all its aspects in order to be able to adopt a strategy acting out of a sense of that wholeness rather than of some part of it only (m).

luxurious apartment/office building (a sophisticated conceptual model ?) with slum dwellings (the concepts accessible to the man-in-the-street) at

(g) Is it possible that Gödel's Theorem could be generalized to include problems of comprehension?

(h) Cf. David Bohm's concept of « holocyclic »

(i) Clearly, for certain purposes, it is both obvious and appropriate to treat the earth as - flat - at another level it may be considered round and the sun

another, the solar system as a whole may be considered as stationary, etc. In the same way « development » and « science » lend themselves to comprehension from different (but related) perspectives.

the way in which the mind constructs reality. There is a limit inherent in the nature of explanation itself. Every description tries to be complete, but by the very nature of a description it cannot be

and not the territory. A description can only work because it is not the whole, and so it is a form of

of a pair of opposites, or concentrate only on a partial aspect of being. Then clear expression also becomes muddled by mere word-play, affirming this one aspect and denying all the rest. The wise



The Ten Oxherding Pictures 1. Undisciplined

In the light of Chinese taoist thought, wisdom would appear to be that type of awareness which « moves with », (is « in tune with », « in harmony with », or « transparent to ») the flow of change and development - a sense of the « tao » or *wu wei* non-action (n). Wisdom would then be the attitude which engenders and is engendered by development. Conversely the essential nature of development can be most fully understood by those who are aware of flowing with it. This mode has been effectively contrasted with conventional western thinking, by Erich Jantsch (24). Numerous efforts at alluding to its elusive nature have been made in Zen sayings, for example, and in descriptions of « non-action » as the « emptiness » from which effective action should necessarily emerge. These reflect levels of comprehension on a continuum of progressively more subtle standpoints (o) each giving rise to a more adequate pattern of action than the previous one, although the « adequacy » is only apparent from subsequent standpoints, themselves inadequate from those preceding them.



« OPERATIONALIZING » WISDOM

The preceding sections have noted the lack of success of existing approaches in coming to grips with the complexity of our situation, as well as noting some characteristics of that complexity («development» etc) which make it easy to slip into patterns of action whose built-in weaknesses only become apparent in the longer term and to those who happen to be sensitive. It was then suggested that only by moving beyond such categories as « science », « technology » and « development » or such operators as - application to - can a wholistic standpoint begin to emerge which, by its very nature interrelates the divergent perspectives, incompatibles, complementarities, etc which fragment current understanding and any sense of direction. This said, however, what can be done to facilitate the emergence and expression of this attitude or standpoint ? It is only too clear (as discussed above) that the existing approaches to improving strategy multi-focus sensitivity are failing to



3. In Harness

breakthrough other than in a scattered and somewhat diffuse sense. It may perhaps be argued that this is all that can be expected under the circumstances and that it is foolish to hope for, or to seek, any « quantum leap » into a new level of awareness of how these questions may be approached. Even if this second view is correct, it is nevertheless instructive to work out what has not been done, that could be done with existing technology, and which might catalyze such a breakthrough. Namely what is the experiment that has not been attempted ? Just to recap in the light of earlier comments, it is not simply a question of generating new models, institutions, indicators or other such specific instrumentalities which necessarily compete with each other and their predecessors and are usually, these days, very short-lived as a vehicle for new insights. Rather some kind of communication environment is required to facilitate, and provide continuity to the ongoing process by which any such specific tools are engendered, considered, criticized and superseded.

Without aiming to be complete, some of the characteristics required of this communication environment are determined by the need to counter the following tendencies usually associated with the generation of the specific tools above :

- diffusiveness, namely the prevailing tendency to explore new issues without any concern for how such explorations are to be integrated into a larger pattern; most information systems cater to and reinforce diffusiveness.
- erosion of collective learning ability arising from diffusiveness, general lack of continuity and inability to store and interrelate elements of knowledge in a form which encourages creative retrieval.
- domination, monopolization and manipulation of research patterns, including problems of elitism in knowledge generation.
- lack of concern with knowledge integration, inability to integrate alternative (competing) perceptions and paradigms.
- boring, repetitive, self-defeating debates verging on conceptual incest

(with all the consequences of inbreeding).

- inability to move between simple and complex responses to an issue according to need and without disparaging either.
- inability to face « hostile » perspectives creatively, namely without ignoring, rejecting or misrepresenting them (8, 14).
- trivialization of knowledge generation due to the relationship between the evaluation and reward system and the publication of documents (reports, etc) or formal verbal presentations.



4. Faced Round

- failure to separate specific increases in knowledge from the verbal introduction, explanations and « packaging » by which they are presented or conveyed (i.e. tendency to « drown » insights within lengthy papers) (15).

CONFIGURATIVE CRITERIA

The above criteria are all expressed negatively and it is not clear that practical and constructive corrective measures can be formulated and implemented. Examining the above points however, many of them may be interpreted as due to an

man therefore, instead of trying to prove this or that point by logical disputation, sees all things in the light of direct intuition... The pivot of Tao

positions can be seen in their right relationship - (12,p.42-43).

- (n) « The non-action of the wise man is not inaction... From emptiness comes the unconditioned. From this the conditioned, the individual things. So from the state of emptiness, stillness arises, from stillness, action. From action, attainment » (12, p.80).

The wise man, then, when he must govern, knows how to do nothing »(12, p.71).

- (o) The subtle relationships between such standpoints have, for example, been illustrated by two well-known series of 10 zen « ox-herding pictures ». In this context the ox is seen as any for all (objective) conditions) over which mastery is sought. The successive levels of comprehension of this task bear the following names in the Kaku-an series : searching for the ox; seeing the traces; seeing the ox; catching the ox; herding the ox; coming home on the ox's back; the ox forgotten, leaving the man alone; the ox and the man going together; returning to the origin; back to the source; entering the city with bliss bestowing hands (13, p.127-144).

N.B. The 10 illustrations in this article are from another series.



absence of a « configurative » feature. By this is meant that the context for the generation of knowledge is not structured such as to facilitate any trend towards focus, integration, or paradigm transcendence. Rather any innovation in knowledge tends to « create » or « occupy » new territory, namely there is a sense of « open expanding frontier » and a lack of need to respond to tensions arising from the « sympathy » or « antipathy » of the innovation to previous or parallel innovations. There is no innovation « population pressure»; there is always the freedom to escape confrontation, the significance of alternatives, and responsibility for « pollution » of the psychic environment by previous efforts. Each feels free to cut up the conceptual universe according to some new set of categories, thus defining as irrelevant for non-existent any alternative perceptions.

The question therefore arises as to what are the consequences of introducing limitations on this degree of freedom. Clearly, and typically in controlled settings (e.g. a conference, an institution, programme or an information system), participants, may be required to focus on a pre defined topic, geographical area, time period, method, ideological framework, etc. This appears to avoid the problems and even gives the illusion of an integrated (« wholistic ») perspective, but in effect only ensures that others are brought up in other such settings - none of which are able to handle the question of mutual irrelevance or incompatibility. Such a specialized approach constitutes a very primitive response to the problem. The question is whether « irrelevant » or « opposing » perspectives can be juxtaposed in such a way as to respect the felt « distance » between them, recognizing links of « sympathy » or « antipathy ». The results of such juxtaposition would depend upon the number of distinct or « incompatible » perspectives and can be described as a - configuration » (7, 16). The elements of a configuration cannot usually be related within a single theoretical framework, namely there are « discontinuities » between them bridged by praxis as, for example, between the business management concerns of : finance, production, human relations, marketing, research, etc.

Such configuration would define and limit, to some degree, the freedom of the perspectives by showing how their relationship to their peer perspectives can be perceived (p). Two questions are :

- (a) whether such configurations can lead to the emergence of more comprehensive, sensitive and strategically valid attitudes.
- This is a matter of experiment.
- (b) whether any existing communication technique could facilitate the emergence of such configurations. Communication technologies are now very sophisticated so that an appropriate experiment could be undertaken.



6. Unimpeded

CONFIGURATION FORMATION : FACILITATIVE TECHNOLOGY

There now exists a new communication technique which has many features which could prove valuable in facilitating processes which lead to the emergence of « collective wisdom ». One label by which it is known is « computer conferencing » (17, 18, 19). To its users it appears rather like a combination of : a conference telephone call, telex, word processing, data storage/retrieval, and a number of related applications. As such it is believed that it will have a dramatic impact within the ongoing revolution in the information/communication industry and the spread of (home) computer terminals and widespread access to data networks. Although this technique is currently used mainly to facilitate complex patterns of message exchange amongst 5 to 50 people (possibly at distant locations), its use in this way is highlighting previously disguised communication problems which the technique itself can be developed to solve to some extent. This particularly applies to some of the problems identified

above. Some of the advantages include :

- possibility of » registering » precise substantive contributions in statements which are a fraction of those normally required for an academic paper (15)
- possibility of « indexing » each such

contribution so that they may be interrelated in complex patterns (20)

- communication in written mode in such a way that participants can either contribute simultaneously or with whatever delays they consider appropriate, and at whatever speed they consider comfortable (possibly with intermediate translation, such that each receives communications in preferred languages)
- possibility of using the same technique simultaneously, to clarify meta-problems, inter-personal obstacles to communication (style, etc), tentative insights, etc.
- possibility of indicating relationships of « sympathy » and « antipathy », (i.e. opposition, support, contradictions, etc) between contributions (8)
- possibility of experimenting with alternative patterns of re-ordering the substantive insights in search of more meaningful or comprehensible patterns.

Clearly these possibilities constitute a new kind of environment within which concept configuration can emerge.

CONFIGURATION FORMATION : FACILITATIVE SOFTWARE

Two types of investigation of this technique could be usefully envisaged :

- (a) « Small » group (e.g. 5-12) : Here the object would be to determine whether the technique could be used to order the insights of the individuals into configuration which would reflect appropriately the perceived sympathies and incompatibilities of their positions. This investigation would be most significant with individuals with a wide variety of perspectives who agree that some pattern(s) connecting their perspective need(s) to be discovered. Note that use of the technique to date has been confined to groups with a common topic (usually technical) of interest (19). Note also that it goes beyond the classical small group « communication net » experiments, especially if the number is greater than 6-12 (13, 21). One approach would be to combine the approach with face-to-face sessions so that participants could mix written exchanges (i.e. via computer) with face-to-face exchanges in smaller groups (2-4) or as a plenary group. This would offer a means of using the advantages of both modes and of overcoming their disadvantages.

The modes could be mixed :

- simultaneously: namely, written exchanges facilitated during face-to-face meetings

(p) The distinction between « peers » within a configuration and between different configurations (one being « more adequate » or superseding the other) needs to be discussed separately (?)



7. Laissez Faire

- sequentially: namely, face-to-face meeting sessions between written exchanges of whatever duration was considered necessary (e.g. 4 hours written; 1 hour face-to-face)
- intermittently: namely sequentially but with face-to-face meetings at much longer intervals (e.g. once a month, or once a year).

Note that the three approaches could themselves be combined.

The concern would be how to reinforce insight pattern formation and to facilitate the generation of patterns whose subtlety would make them too fragile to persist for sufficient time for any collective comprehension within any conventional face-to-face setting. The possibilities of this approach remain to be explored. Use of this technique to date has considerably increased the ease of message exchange but is only just beginning to confront the problems of pattern formation and the possibility of special software or « groupware » design to assist this (20).

(b) **Large groups** (e.g. 15-200) : Here the object would be to determine whether (the technique could be used to « filter » insights of participants and « funnel » them to concerned sub-groups. The problem is that participants need assistance in processing the number of insights continuously generated in a group of that size. They want access to the in-

sights which reinforce or extend their current positions. They also need exposure to (opposing or alternative) insights which stimulate them to rethink those positions. Finally they are creatively stimulated by occasional exposure to some insights which are not related to their own preoccupations (e.g. as intellectual « roughage »). The filtering and funnelling should also lead to the emergence of groups of participants focusing on sub-sets of any larger pattern. Conventional indexing procedures are not sufficiently sensitive to the requirements of such a dynamic setting. Software amendments can be made as the needs and possibilities become clearer.

Clearly experiments of type (a) and (b) could be blended into support for ongoing activities as a new type of communication environment.

CONFIGURATION FORMATION : GROUPWARE PROBLEMS

Of special importance in connection with existing or emergent insights is the manner whereby participants push themselves into interaction patterns as a result of exposure to insights which are not immediately supportive of their own position.

At the simplest level, there will be those who are in favour and those who are against a perspective. This can be called a 2-level configuration and is the one most characteristic of intellectual discourse for its absence). Clearly, as has been discussed elsewhere (7), 3-level, 4-level and higher level configuration patterns may emerge under favourable conditions (q). In each case it is the pattern of constraints between the viewpoints asserted which is important to the stability of the configuration as the viewpoints themselves (r). This leads to the notion of « tensed conceptual networks » discussed elsewhere (14, 21). Suitable software developments may facilitate transitions between configurations and help to provide stability (s) for them (so that they can be the subject of collective reflection) :

- in the search for more subtle patterns
- in switching between configurations according to the matter on which concern needs to be focused.
- in switching to simpler patterns to facilitate communication of some new level of insight.

The communication technique may therefore be used as a kind of « receptacle » or « container » which interrelates a variety of concerns and focuses them in relation to some common center (t) for an adequate period of time. The configuration design of each such container could be facilitated by suitable software but the approach needs to be explored (23). Clearly it is very different from conventional classification and indexing (whether of the coordinate or facet variety). Although it has a relationship to the con-



9. The Solitary Moon

cept of « evolutionary indexing ». Presumably the development of such software would be associated with a computer library of possible or better-known configurations which could be tested for appropriateness.

ACTION INTEGRATION

The computer conferencing technique responds to three aspects of the strategy problem :

- formation of concept configurations, clarifying relationships between incompatible concepts
- comprehension of concept configurations otherwise difficult (if not impossible) to grasp as a whole
- indication of the configuration of action linkages corresponding to the concept linkages and thus opening the way to new styles of organization and programme integration.

And, as suggested elsewhere (1), such a configurative approach facilitates, and is facilitated by, the emergence of more configurative attitudes in the individual and in interpersonal relations - namely the more subtle dimensions of human development.



8. All Forgotten

of solid planetary bodies (characterized by elements with complex concentric electron shell patterns) following the fragmentation and subsequent cooling of portions of the original solar gas (characterized by elements having a single electron shell with two configurations). The communication technique « cools » and re-directs the energies of a two-position debate so that a variety of

(r) It is not unlikely that advice such as the following is based on precise understanding of configura-

tion which could be used as a discipline for intellectual discipline. In this context it might be mentioned that there are three ways of practice that must be understood and followed: first, disciplines for practical behavior; second, right concentration of

practice are analyzed, they will reveal the eightfold noble path, the four viewpoints to be considered, the four right procedures, the five faculties of power to be employed, and the perfection of six practices (22).

(s) By analogy, the concept of the « half-life » of an element subject to decay.

(t) Other helpful analogies are the configurative designs of radarscopes, radar antennae, parabolic mirrors for solar power, or electromagnetic containers for plasma in fusion experiments.

CONCLUSION

The preoccupation of this paper has been with the conditions necessary to move beyond current forms of dialogue and discourse in order to facilitate the emergence of what has traditionally been termed « wisdom ». This unfashionable term is at present only reflected in what is called in French a « Conseil des Sages » - a structure which is used very rarely, and within which « wisdom » may perhaps be considered a euphemism. And yet outside such arenas one is already in the domain of specialization and insensitivity to alternative perspectives. It is such structures that can provide the « keystone » to counterbalance the interests of competing specialities and provide a framework within which the « hubris » between such zones of conceptual

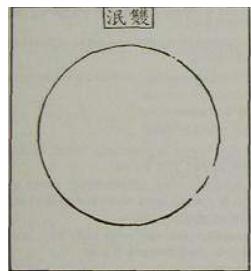
coherence may be respected. An arena is required within which the perceived chaos between systems, and some measure of ignorance of their functioning, may be confronted as a continuing reality in order that better questions may emerge.

In recommending the use of computer conferencing, the stress is on the need to apply science and technology to develop continually the « application of science and technology to development » - with all that this implies for continuing redefinition of the nature of the preoccupation and the status of those involved. This goes far beyond the design of information retrieval systems, such as conceived by the ICSU/UNESCO World Science Information System (UNISIST), which are locked into traditional definitions of science, and are insensitive to interdisciplinarity, social values, practical relevance, non-elitist alternative perspectives, and the human development of its practitioners.

The answers available from such retrieval systems are at present only those to uninteresting questions which reinforce the initial specialized perspective of the questioner. They do not answer the question which the questioner does not know how to ask or for which he does not recognize his need for information. The recommended communication environment implies a degree of « self-reflexiveness » (foreign to the conventional think-tank mentality) in which the dynamics within the « Conseil des Sages » are consciously perceived as modelling the problem complex and knowledge re-

sources which it is attempting to match. The recognized by-product of success is then the non-incident collective human development of those participating in the configuration-building process. With the present rapid development of data networks, it will prove possible to undertake much consultation, education, and other advisory work between individuals and institutions in distant countries using computer conferencing systems. This is already happening in the USA (19). This could place developing countries in a much better position in relation to those from whom they wish to receive such assistance :

- continuing contact over longer periods
- greater variety of possible contacts, permitting continuing access to alternative viewpoints
- more sensitive relationship emerging from such on-going dialogues
- better definition of need and better matching of resources to need
- better contact amongst groups of users in different developing countries to clarify their conception of their needs. The recommended communication environment therefore provides a unique way for refining dialogues, linking dialogue groups, and ensuring appropriate interaction with those able to provide new insights or benefit from them. These may have concrete programme oriented (ad hoc) preoccupations or they may (also) attempt to explore the significance which emerges from deepening the nature of the dialogue - perhaps the most important function for society of any « Conseil des Sages ».



10. Both Vanished



References

1. Yearbook of World Problems and Human Potential. Brussels, Union of International Associations/Mankind 2000. 1976. 1136 pages.
2. John Gall, *Systemantics*. how systems work... and especially how they tail. New York: Ballantine Books. 1978.
3. Limits to Human Potential. Brussels, Union of International Associations/Mankind 2000. 1976.
4. Arthur Koestler, *The Call Girls*. New York: Random House. 1973.
5. A J N Judge, information mapping for development. Transnational Associations. 31. 1979.5. 00.35-192.
6. Erich Jantsch and C H Waddington. Evolution and Consciousness; human systems in transition. Reading. Addison-Wesley. 1976.
7. A J N Judge with David Horton Smith. Interrelating viewpoints in complex meetings. Transnational Associations. 30. 1978. 12. pp 542-548.
8. A J N Judge. The territory contained as a map: in search of radical design innovation in the presentation of human activities and their relationships. (Paper prepared for the Forms for Presentation sub-project of the Goals, Processes and Institutions of Development project of the United Nations University. April 1979).
9. A J N Judge. Fragmentation in science and society: Impact of Science on Society. 22. 2. April-June 1970. pp 159-169.
10. William Irvin Thompson *Darkness and Scattered Light* New York: Anchor/Doubleday. 1978.
11. Thomas Merton. *The Way of Chuang Tzu*. London: Unwin. 1970.
12. D T Suzuki. *Manual of Zen Buddhism*. New York: Grove Press. 1960.
13. A J N Judge. Tensed networks, balancing and focusing network dynamics in response to networking diseases. Transnational Associations. 30. 1978. 11. pp 480-485.
14. A J N Judge. Knowledge-representation in a computer-supported environment. International Classification. 4. 1977. 2. pp. 76-81.
15. Harold Lasswell. From fragmentation to configuration. Policy Sciences. 2. 1971. pp 439-446.
16. John McHale. *Comprehensive Thinking*. Carbondale: World Resources Inventory. Southern Illinois University. 1965. 118 p.
17. A J N Judge. Facilitating the networking processes of a transnational university using computer conferencing. Transnational Associations. 30. 1978. 4. pp 205-214.
18. A J N Judge. Via computer. Reading. Addison-Wesley. 1978.
19. Peter and Trudi Johnson-Lenz. Three ways to organize information. (Paper communicated through the EIES conference seminar. June 1979).
20. A J N Judge. From autonomy versus network to teregrity organization. Transnational Associations. 30. 1978. 5. pp 258-265 (especially pages 263-4).
21. A J N Judge. Groupware configurations of challenge and harmony; an alternative approach to alternative organization. (Paper prepared for the seminar on alternative organizations of the European Institute for Advanced Studies in Management. Brussels. June 1979).
22. The Teaching of Buddha. Tokyo: Bukkyo Dendo Kyokai. 1966. pp 163 and 166.
23. A J N Judge. Groupware configurations of challenge and harmony; an alternative approach to alternative organization. (Paper prepared for the seminar on alternative organizations of the European Institute for Advanced Studies in Management. Brussels. June 1979).
24. Erich Jantsch. *Design for Evolution; self-organization and planning in the life of human systems*. New York: Braziller. 1975.

Annex I

« LIMITS TO HUMAN POTENTIAL » (*)

1. Limited tolerance of interaction
 - .1 Limits to inter-organizational Interaction
 - .2 Limits to inter-disciplinary interaction
 - .3 Limits to interaction between ideologies
 - .4 Limits to interaction between information systems
 - .5 Limits to interaction between classification systems
 - .6 Limits to interaction between action programmes
 - .7 Limits to resource sharing
 - .8 Limits to interaction between modes of action
 - .9 Limits to interaction between preferred perceptual modes
 - .10 Limits to interaction between preferred modes of change
 - .11 Limits to interaction determined by levels of ability
 - .12 Limits to inter-species interaction
 - .13 Limits to interaction between disciplinary languages
 - .14 Limits to interaction between languages
 - .15 Limits to interaction from territoriality
 - .16 Limits to recognition of interaction between problems
 - .17 Limits to recognition of interaction between values
 - .18 Limits to interrelating ore-logical personality biases
 - .19 Limits to interaction between religions
 - .20 Limits to interaction between tribes or ethnic groups
 - .21 Limits to interaction between classes or castes
 - .22 Limits to interaction between cultures
 - .23 Limits to inter-personal trust
 - .24 Limits to relationships between sexes
 - .25 Limits to intra-familial relationships
 - .26 Limits to inter-generation relationships
2. Absence of over-arching psycho-social structures
3. Limits to use of hierarchical approaches
4. Limits arising from behaviour in complexity
5. Limited ability to cooperate
6. Limits of knowledge and experience
7. » All in everything »
8. Constraints of space and time
9. Erosion of confidence in organized relationships
10. Loss of community of discourse
11. Erosion of communication and travel ability
12. Assumption that the observer or change agent does not change
13. Limitation of ability to discover and choose
14. Limited ability to recognize problem displacement
15. Erosion of democratic processes
16. Constraints imposed by secrecy
17. Concept of societal complexity limited by imposed constraints
18. Assumption that further human evolution may be ignored
19. Limited ability to face the unknown
20. Limited ability to face the negative
21. Limited significance of rationality and appeals to values
22. « We » and « They »
23. Apathy, cynicism, hopelessness and disillusionment
24. Entrapment and alienation of committed activists
25. Repetition of learning cycles
26. Limited ability to recognize personality needs and problems
27. Nebulous features of societal problems
28. Limited ability to tolerate diversity
29. Limited collective social attention span
30. Limited ability to perceive and describe social processes
31. Limited ability to develop meaningful meta-viewpoints or justify the need for them

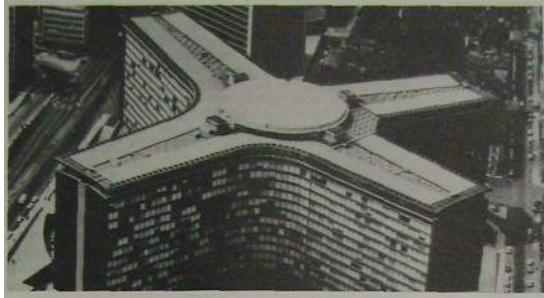
(*) Limits to Human Potential Brussels. Union of International Associations and Management 2000. 1978

Annex 2.

SEMI-HUMOROUS LISTING OF « SYSTEMANTICS » (*)

1. Systems in general work poorly or not at all.
2. New systems generate new problems.
3. Systems operate by redistributing energy into different forms and into accumulations of different sizes.
4. Systems tend to grow, and as they grow, they encroach
5. Complex systems exhibit unpredictable behaviour.
6. Complex systems tend to oppose their own proper function.
7. People in systems do not do what the system says they are doing.
8. A function performed by a larger system is not operationally identical to the function of the same name performed by a smaller system.
9. The real world is whatever is reported to the system.
10. Systems attract systems people.
11. The bigger the system, the narrower and more specialized the interface with individuals.
12. A complex system cannot be « made » to work; it either works or it doesn't.
13. A simple system may or may not work.
14. If a system is working, leave it alone.
15. A complex system that works is invariably found to have evolved from a simple system that works.
16. A complex system designed from scratch never works and cannot be patched up to make it work; you have to start over, beginning with a working simple system.
17. In complex systems, malfunction and even total nonfunction may not be detectable for long periods, if ever.
18. Large complex systems are beyond human capacity to evaluate.
19. A system that performs a certain way will continue to operate in that way regardless of the need or of changed conditions.
20. Systems develop goals of their own the instant they come into being.
21. Intrasystem goals come first.
22. Complex systems usually operate in failure mode.
23. A complex system can fail in an infinite number of ways.
24. The mode of failure of a complex system cannot ordinarily be predicted.
25. The crucial variables are discovered by accident.
26. The larger the system, the greater the possibility of unexpected failure.
27. « Success » or « function » in any system may be failure in the larger or smaller systems to which it is connected.
28. When a fail-safe system fails, it fails by failing to fail safe.
29. Complex systems tend to produce complex responses (not solutions) to problems.
30. Great advances are not produced by systems designed to produce great advances.
31. Systems aligned with human motivational vectors will sometimes work; systems opposing such vectors work poorly or not at all.
32. Loose systems last longer and work better.

(*) Reproduced from : John Gall. Systemantics; how systems work... and especially how they fail. New York. Pocket Books. 1978 (Reviewed in Transnational Associations, 30. 1978. 11. pp. 491-495).



LES ONG AUPRES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

*Le rapport des activités du comité de liaison pour les questions de développement **

Comme l'année dernière, nous versons volontiers au dossier de la participation non-gouvernementale à l'action régionale des Communautés européennes, le rapport des activités du Comité de liaison des ONG pour les questions de développement (exercice 1978), présenté à l'Assemblée des ONG (Bruxelles, 22-23 mai 1979), que nous adresse son président le Dr Thom Kersliens.

On trouvera dans les objectifs du Comité une suite de revendications qui toutes rejoignent directement le programme de notre Forum 1980 dans plusieurs de ses sujets essentiels : l'identification et la reconnaissance officielle d'ONG au sein de la Communauté européenne; la promotion de la collaboration entre des ONG de développement au niveau national et régional; la promotion d'autentiques ONG dans les pays en développement et la mise en place de « structures de relations avec elles et entre elles »; enfin la formation de l'opinion publique européenne dans le sens de la coopération au développement

Introduction

1.1 Comme les années précédentes, il a paru utile de donner aux ONG qui ont collaboré avec la Commission européenne un rapport concernant les activités de leur Comité de Liaison durant l'année écoulée. Ce rapport ne pourra être examiné par le Comité de Liaison que la veille de l'Assemblée annuelle, aussi, afin que vous puissiez en prendre connaissance dès maintenant, le Président prend seul toute la responsabilité du contenu.

1.2 Si l'on jette un regard sur les 3 années écoulées durant lesquelles s'est développée la collaboration entre les ONG et la Communauté européenne, nous serons tous frappés des progrès réalisés. Dans le domaine du co-financement, les fonds disponibles sont passés de 2,5 millions d'unités de compte en 1976 à 12 millions d'unités de compte en 1978, réparties entre 76 ONG européennes. Dans le domaine de l'éducation au développement, les premières rencontres européennes, foire-exposition européenne de matériel éducatif en matière de développement et séminaire ONG de Lomé, se sont déroulées avec l'appui de la Communauté européenne. Quant à l'aide alimentaire répartie

par les soins des ONG, elle est passée de 12.000 tonnes de lait écrémé en poudre allouées en 1976 à 20.000 tonnes en 1978.

Objectifs

1.3 Un fait important est que le « phénomène » Organisation Non-Gouvernementale et le mode de collaboration a été rapidement pris en considération et apprécié tant par les gouvernements européens que par le Parlement européen et par la Communauté européenne. C'est là un fait important résultant du travail du Comité de Liaison. Ce Comité devrait devenir un instrument pour :

- a) Favoriser l'identification et promouvoir la reconnaissance officielle d'ONG au sein de la Communauté européenne;
- b) promouvoir la collaboration ONG - CEE dans tous les domaines du développement tout en sauvegardant l'autonomie des ONG, et promouvoir également une relation de confiance sans laquelle toute forme de collaboration demeure un leurre;
- c) promouvoir la collaboration entre des ONG de développement, tant au niveau national qu'au niveau européen;
- d) encourager la promotion de réelles ONG dans les pays en déve-

loppement et la mise en place de structures de relation avec elles et entre elles;

- e) contribuer à former l'opinion publique européenne dans les questions de coopération au développement.

Problèmes

1.4 Les progrès accomplis ne doivent pas nous faire oublier les tâches importantes qui nous attendent :

- La collaboration entre ONG est encore chose rare dans beaucoup de pays, rarissime à l'échelle européenne.
- Quelle est la marge de manœuvre des ONG dans les pays du tiers monde ? Qu'en faisons-nous ?
- Les relations avec les fonctionnaires de la Communauté européenne ou du Parlement européen peuvent être excellentes, mais en fait ces relations se limitent à quelques personnes; certaines mutations de personnel pourraient faire reculer la collaboration de plusieurs années.
- Dans quelle mesure nous est-il donné d'influencer l'opinion publique des travailleurs, des agriculteurs, des femmes, des classes

moyennes sans paraître pour autant des idéalistes ou des jeunes poulains qui ne savent de quoi ils parlent ?

Que chacun en lire ses propres conclusions mais le passé nous a prouvé que nous pouvons progresser dans la mesure même où nous restons unis dans une vision précise de ce que nous désirons réaliser.

Statut

1.5 Liste des membres du Comité de Liaison 1978:

M. Th. Kerstiens (Président) CEBEMO Pays-Bas;

M. P. Cilli (Vice-Président) Movimento Sviluppo e Pace, Italie;

M. M. Bottazzi, C.C.F.D., France;

M. J. Lissner, Danchurchaid, Danemark;

M. B. McKeown, TROCAIRE, Irlande; M. U. Koch, MISEREOR, R.F. Allemagne;

Mlle. M. N. Neville, C.I.I.R., Royaume-Uni de Grande-Bretagne;

M. A. Vanistael, Caritas Belgique, Belgique;

M. B. Walker, OXFAM, Royaume-Uni de Grande-Bretagne.

Les membres représentent 8 des 9 états-membres (le Luxembourg mis à part). Ils apportent tous et chacun leur expérience dans des secteurs

tels que le cofinancement, l'éducation au développement, l'aide alimentaire, les secours d'urgence. En outre, comme par le passé, certains consultants furent nommés pour des branches où cela s'avérait nécessaire. Ce fut le cas pour l'éducation au développement : MM. Philippe Farine et Didier Berruelle; pour l'aide alimentaire : M. E. Teixeira de Matos.

L'esprit de collaboration des membres du Comité fut empreint d'efficacité et de réalisme dans l'approche et la solution des affaires qui leur furent confiées. Qu'il me soit permis ici de remercier chacun des membres et des consultants.

1.6 La plupart de nos interlocuteurs du côté des Communautés européennes, avec lesquels nous avons pu maintenir des relations efficaces et agréables, font partie de la DG/8 (la Direction Générale pour le Développement) pour ce qui est des co-financements et de l'aide alimentaire et en partie de l'éducation au développement, ainsi que de la DG/10 (Direction Générale pour l'Information).

L'année écoulée nous avions constaté un manque de personnel par rapport au programme de travail croissant rapidement en volume. Le « staff » a été élargi, bien que de manière insuffisante, et le Comité de

Liaison a pris sur lui une grande partie des travaux de secrétariat (grâce au financement procuré par la Commission européenne).

Activités

1.7 En plus de la coopération avec les dirigeants de la Commission européenne il faut encore mentionner les excellentes relations que nous avons eues avec le Parlement européen et plus spécialement sa Commission pour le Développement, présidée par Mme. Flesch (Luxembourg). Le président du Comité de Liaison a pu assister à une audition de cette Commission, le 1 mars 1978 et le Comité de Liaison dans son ensemble fut invité à une audition le 21 juin 1978, audition qui nous l'espérons, deviendra un événement annuel.

1.8 Le Comité de Liaison des ONG 1978 s'est réuni neuf fois : le 15 février, le 7 mars, le 13 avril, le 28 avril, le 20 juin, le 14 septembre, le 4 octobre, le 9 janvier et le 2 mars.

Des rapports de ces rencontres ont été envoyés à un grand nombre d'ONG qui entretiennent des relations avec la CEE. Voici la répartition des ONG par pays : Belgique 30; Danemark 22; France 29; R.F. Allemagne 37; Irlande 11; Italie 22; Luxembourg 5; Pays Bas 13;



Arc de Triomphé, élevé sous de règne de Léopold II, commémore le 50ème anniversaire de l'indépendance de la Belgique. Ce monument est entouré par les Palais du Cinquantenaire qui abritent les musées d'Art et d'Histoire et celui de l'Armée et est situé à quelques pas de la CEE.

Photo: Inbel

Royaume-Uni de Grande Bretagne

44.

Le Comité de Liaison étant responsable de l'organisation de deux rencontres internationales dans le domaine de l'éducation au développement, deux sous-comités ont été créés : l'un sous la direction de M. Beruelle (France) -en vue d'organiser une exposition de matériel didactique en matière d'éducation au développement tenue du 20 au 24 novembre 1978; l'autre, sous la direction de M. Farine (France) - pour organiser le séminaire ONG sur les renégociations de la Convention de Lomé, du 10 au 12 janvier 1979. Les deux sous-comités ont tenu trois réunions préparatoires et une réunion de conclusions. Il devient clair que du fait de toutes ces réunions l'engagement des membres du Comité de Liaison devient de plus en plus intensif, non seulement sur le plan international mais aussi sur le plan national afin de tenir les ONG nationales au courant.

Co-Financement

2.1 Dans ce secteur, de grands progrès ont été réalisés. Avec l'aide du Parlement européen, les fonds disponibles ont été quintuplés :

- en 1976 - 2,5 millions d'u.c.

- en 1977 - 4 millions d'u.c.

- en 1978 - 12 millions d'u.c.e.

Alors qu'en 1976, 76 projets étaient cofinancés, l'an dernier, 175 projets furent présentés par 61 ONG, ce qui montre combien ce programme répond à un besoin réel. Il est important de noter que, bien que les fonds disponibles soient triplés (de 4 à 12 millions d.u.c.e.), des demandes de co-financement ne furent pas agréées et, comme les années précédentes, des projets introduits furent reportés à l'exercice suivant.

2.2 Une innovation est le fait que la Communauté a permis pour la première fois de financer des projets/programmes s'échelonnant sur plusieurs années avec un maximum de 3 ans. Cette possibilité est de plus en plus utilisée.

2.3 La rapidité avec laquelle les projets/programmes sont traités est très satisfaisante quoique au début de l'année 78 il y eut certains retards dus à un manque de personnel. Le délai pour traiter ces projets/programmes est de la plus haute importance, il serait bon d'examiner si, dans certains cas d'extrême urgence, on pourrait introduire une catégorie spéciale de projets qui seraient traitée de la façon la plus brève. Ceci est quelquefois nécessaire pour des projets d'agriculture liés aux influences climatiques saisonnières, ou des projets de construction avant la saison des pluies etc...

2.4 De plus en plus de gouvernements se dirigent vers un système de « financement global .. en général avec des ONG avec lesquelles ces mêmes gouvernements travaillent depuis de nombreuses années et avec lesquelles des relations de confiance se sont établies. Quoique le temps ne soit pas encore venu pour cette sorte de financement par la CCE quelque chose pourrait être fait dans le sens d'accorder un modeste montant aux ONG qui utilisent celui-ci pour des micro-projets de 2 à 3.000 UCE.

2.5 Il est souhaité qu'au cours de rassemblée des discussions puissent avoir lieu sur le programme dans son entier - zones d'intérêts, groupes atteints, cela existant avec les contreparties sur place etc...

La notion d'ONG .. bona fide », ayant accès aux possibilités de cofinancement mériterait également un examen.

Education au développement

3.1 Lors de la dernière assemblée, il a été décidé que sur le plan de l'éducation au développement, pour laquelle un petit budget de 100.000 UCE a été accordé, des projets limités à un ou deux thèmes seraient soutenus. Parmi ceux-ci la renégociation de la Convention de Lomé était notamment retenue,

3.2 Comme signalé plus haut, un sous-comité spécial a été créé pour:

a) organiser un séminaire international « Lomé »

b) harmoniser des actions entreprises au plan national. Le résultat fut que dans un certain nombre de pays, notamment au Royaume-uni, en Irlande, en Italie, en France et aux Pays-Bas, des manifestations ont été organisées pour servir en quelque sorte de préparation à un séminaire international. De ce fait, il devint possible d'organiser ce séminaire international afin de permettre aux ONG d'entendre aussi bien le point de vue des fonctionnaires ACP que celui des fonctionnaires CCE sur les résultats de la Convention de Lomé.

3.3 Si ce séminaire a été un succès, il est cependant très important d'en assurer un aussi bon sur le plan national.

Des confrontations sur des points « chauds » entre groupes tels que les syndicats, les agriculteurs européens, les femmes, devraient être encouragées.

3.4 Une autre réunion des ONG européennes a été la Foire Exposition au sujet du matériel d'éducation au développement dans les 9 pays de la CCE.

Elle a été organisée à Bruxelles du 20 au 24 novembre 1978 et a permis

pour la première fois à nombre d'ONG et d'experts de confronter leurs idées à ce sujet.

3.5 La prochaine assemblée devrait proposer quelques thèmes autour desquels des projets d'éducation au développement pourraient être financés au moyen des 200.000 UCE disponibles en 1979. Il serait bon de considérer s'il ne serait pas utile de charger le Comité de liaison d'une étude au sujet des relations entre les droits humains et les besoins de base et comment ces 2 points pourraient être incorporés dans une nouvelle vision du développement.

3.6 Contrairement au cofinancement des projets ou programmes, certains gouvernements de la Communauté hésitent à se lancer dans le domaine de l'éducation au développement. L'Assemblée devrait examiner comment surmonter ces hésitations.

Aide alimentaire

4.1 Concernant l'aide alimentaire: la CCE a alloué 20.000 t. de lait en poudre distribuées par les ONG. Un sous-comité permanent constitué par Caritas Europe, le Conseil mondial des Eglises, et Oxfam a pris en charge la distribution dans 48 pays; le nombre d'ONG concernées se situe autour de 15.

4.2 Il est souhaitable que les nouvelles procédures/préparées par la Commission, concernant cette aide, soient acceptées par le Conseil, les procédures actuelles étant trop lourdes. M. Cheysson a exprimé son appréciation pour le travail accompli par les ONG dans ce secteur.

4.3 En ce qui concerne le secours d'urgence, une certaine aide peut être donnée dans le contexte de la Convention de Lomé ou de l'article 950 du budget de la Communauté. Les procédures à suivre par les ONG ne sont cependant pas claires et devraient être étudiées par le futur Comité de Liaison.

Comité de liaison

5.1 Étant donné le caractère de ces activités, il serait plus utile qu'à l'avenir le Comité s'appelle le Comité européen de liaison des ONG s'occupant du développement. Dans le passé le Comité de Liaison était élu annuellement et opérait d'une façon purement pragmatique. Cela atteignait cependant son but. L'Assemblée 1978 a demandé au Comité de Liaison d'aller de l'avant en émettant des suggestions concernant un statut possible des ONG avec la CCE elle-même, ainsi qu'un statut du Comité de Liaison pour assurer sa légitimité.

Dr. Thom Kerstiens.

Répartition de 20 000 t de lait (programme 1978)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
PAYS	TOTAL	CAFOD	C.R.S.	Caritas Belgica	Caritas germanica	Caritas Italiana	Caritas nederl.	Secours Catholique	w.c.c.	OXFAM Belgium
Guinée-Bissau	20				20					
Algérie	150									
Angola	200									
Bénin	50									
Burundi	5									
Cap Vert	330		250	50	30					
Comores	50									
Congo	100									
Djibouti	135									
Egypte	105									
Ethiopie	850									
Gambie	5									
Ghana	820									
Haute-Volta	749									
Kenya	300									
Madagascar	200									
Malawi	15									
Mauritanie	100									
Maurice	15									
Niger	100									
Rwanda	80									
Sénégal	965		250	50	100					
Sierra Leone	6									
Soudan	350									
Tanzanie	350									
Tchad	100									
Tunisie	16									
Zaïre	850									
Inde	4533		2 186	420	200					
Indonésie	1 200									
Pakistan	160									
Philippines	105									
Nicaragua	60									
Bolivie	100									
Brésil	183									
Chili	1 266									
Dominique	50									
Jamaïque	100									
Paraguay	54									
Pérou	175									
Rép. Dominicaine	125									
Uruguay	300									
Cisjordanie	65									
Jordanie	510									
Liban	630									
Portugal	1 408		800							
«, Autres ONG»	1 790									
Réserve										
Total	20000		7966	1290	4160	515	2510	850	72	200

Abréviations:
CAFOD — The Catholic Agency for Overseas Development
C.R.S. — Catholic Relief Services.
W.C.C. — World Council of Churches / Conseil œcuménique des Eglises

Reproduction de: «Le Courrier n° 55 - Mai-juin 1979 -

LES ONG ET L'AIDE ALIMENTAIRE

par J.J.A.M. van Gennip*
et Jonkheer E. Teixeira de Mattos**

Depuis le début des années 1970 M. Jos van Gennip, administrateur à la CEBEMO a négocié avec divers hauts fonctionnaires des Communautés européennes : d'abord avec le Commissaire Lardinois et le Directeur général de l'Agriculture, puis avec le Commissaire Cheysson et le Directeur général du développement, en vue d'obtenir une aide alimentaire pour les organisations non gouvernementales européennes (ONG) qui se sont montrées capables d'assurer la distribution dans le Tiers monde. M. van Gennip a souligné à maintes reprises la longue expérience de bon nombre d'ONG européennes, dans le domaine de la distribution de l'aide alimentaire dans le Tiers monde; cette expérience est d'ailleurs plus longue que celle acquise par le CEE dans le cadre des accords bilatéraux conclus en matière d'aide alimentaire. Ces ONG européennes se sont occupées d'aide alimentaire reçue de leur gouvernements nationaux respectifs et achetée sur le marché local pendant un certain temps et ont conduit ces opérations avec le succès qu'on sait.

Après des années de négociations et de déconvenues, une percée a été opérée lors d'une réunion qui s'est tenue en juillet 1976 entre M. Cheysson et les représentants d'un certain nombre d'ONG européennes. Il a été convenu que la CEE fournirait de la poudre de lait écrémé à trois principales ONG européennes, à savoir, le Conseil œcuménique des églises, les Agences européennes de Caritas Catholica et l'Organisation de bienfaisance internationale non confessionnelle, OXFAM. dont le siège se trouve à Oxford.

Ultérieurement, un certain nombre d'autres ONG européennes se sont jointes au programme qui portait sur 12000 tonnes de poudre de lait obtenues au titre du programme communautaire d'aide alimentaire de 1976.

En outre, la CEE a accordé aux ONG une somme forfaitaire, en tant que contribution aux coûts de transport et de distribution qui sont effectivement très élevés. Pour obtenir les meilleures coûts de transport, les ONG ont engagé un expert en transports, un commandant de marine en

poudre de lait vitaminée vers les ports d'embarquement et les agences maritimes.

L'accord a été confirmé par la suite et le premier programme exécuté en 1977. Envisageant l'avenir, les ONG frapperont de nouveau à la porte de la CEE en demandant de poursuivre les programmes, ce que la Commission accepta à trois conditions :

(*) Administrateur de CEBEMO, La Haye, Pays-Bas.
(**) Conseiller à temps partiel de CEBEMO.



Photo : Todd Webb WHO

retraite. Pieter Siegers, dont la fonction consistait à coordonner l'expédition de

1) que les ONG désignent un « interlocuteur unique » parlant au nom des ONG considérées;

2) que le transport soit effectué de manière efficace.

3) que la distribution dans le Tiers monde reponde aux souhaits de la CEE. En juillet 1977, des représentations des trois principaux groupes bénéficiaires de l'aide alimentaire communautaire, c'est-à-dire le Conseil œcuménique des Églises et les groupes européens de Caritas et Oxfam demandèrent au conseiller à temps partiel de CEBEMO, Jonkheer E. Teixeira de Mattos, de les représenter auprès de la Commission des Communautés Européennes comme « Interlocuteur unique ».

En ce qui concerne la seconde demande de la CEE, l'exécution des transports dans des conditions satisfaisantes, M. Cheysson donna une réponse positive à la demande d'aide alimentaire supplémentaire faite par M. Jos van Gennip (lettre du 17 juillet 1978) et exprima sa satisfaction au sujet de la coopération entre les ONG et la CEE ainsi qu'pour le mode de transport. Il consentit à poursuivre ce type d'aide à travers les ONG. Dans le même temps, les rapports concernant la distribution commençaient à entrer indiquant que les partenaires des ONG européennes dans les pays en voie de développement s'occupaient activement de transférer les marchandises des bateaux vers les entrepôts et vers les lieux de distribution des projets situés à plusieurs milliers de milles de tout port maritime, où elles ont pu être distribuées aux affamés et aux malades. Les 20000 tonnes de poudre de lait du programme 1978 ont été presque entièrement acheminées. La Commission a déjà proposé au Conseil de mettre 25000 tonnes de poudre de lait écrémé à la disposition des ONG au titre du programme 1979. Nous espérons que la décision du Conseil interviendra bientôt.

Examions maintenant quelques-uns des avantages et des inconvénients du système. Les organisations s'occupant d'aide alimentaire ont bien conscience de ce que certaines formes d'aide rencontrent des objections. Elles peuvent par exemple, entraîner un accroissement de la dépendance, décourager la production alimentaire indigène au lieu de l'encourager, créer des besoins qui ne peuvent être satisfaits que par des importations et non par la production locale, sang compter les nombreux cas où les aliments ne parviennent pas aux plus démunis. Une préparation en dehors des règles d'hygiène peut provoquer des maladies et la consommation de poudre de lait non vitaminée peut avoir des conséquences néfastes. L'effet sur le développement peut s'avérer peu durable et la population se trouver réduite à la mendicité.

Les organisations non gouvernementales devraient avoir pleinement conscience des critiques soulevées par l'aide ali-

mentaire depuis la seconde guerre mondiale, mais il y a par ailleurs, bien des choses à dire en faveur de l'aide alimentaire. D'abord, un certain nombre d'objections contre l'aide alimentaire sont des objections qu'il est possible de faire à toute aide au développement. Toute forme d'aide au développement constitue une sorte d'intervention et peut avoir des effets très néfastes, mais c'est à sa qualité qu'on peut juger si une aide est néfaste ou non. Il en va de même pour l'aide alimentaire. Si elle est bien distribuée, si elle atteint les taudis les plus reculés, les populations les plus nécessiteuses des pays en voie de développement, alors l'aide alimentaire peut être une des meilleures formes d'aide au développement.

Mais il y a plus. Certaines études ont fait apparaître à l'évidence que la carence de certains types d'aliment, au cours des premières années de la vie peut perturber durablement le développement physique et psychique de l'homme. La situation est évidente dans bon nombre d'hôpitaux, de cliniques et d'écoles où il est très difficile de remplacer les produits laitiers par d'autres produits remplissant les mêmes fonctions curatives et nutritionnelles. Quiconque connaît la situation du Tiers monde connaît les faibles résultats de l'enseignement pour la seule raison que les leçons sont dispensées à des personnes qui ont faim, sans même parler des cas extrêmes dans lesquels la disponibilité d'aliments est une question de vie ou de mort. Dans le plaidoyer qu'il a adressé à M. Cheysson en faveur du lancement d'un programme d'aide alimentaire avec les organisations non gouvernementales, M. van Gennip indiqua qu'il peut y avoir 99 raisons de voter contre l'aide alimentaire mais qu'il y avait une raison pour lancer le programme : à savoir qu'il ne faut pas ignorer l'appel de détresse lancé par les pays d'outremer en vue d'obtenir une aide de survie. Après l'aide alimentaire on peut certes engager les conversations sur d'autres formes d'aide, mais celui qui est affaibli, celui qui a faim, celui qui est sous-alimenté ne peut pas concevoir son développement ultérieur.

D'ailleurs, quelle que soit l'appréciation portée sur les études concernant les disponibilités alimentaires pour les deux ou trois décennies à venir, compte tenu de l'accroissement de la population mondiale, il est évident qu'au moins pendant la période de soudure les besoins alimentaires des pays les plus pauvres du Tiers monde dépasseront les disponibilités. L'aide alimentaire d'urgence et pour certains projets de développement, hôpitaux et écoles, restera un élément indispensable de l'aide au développement. Il est donc essentiel de ne pas considérer cette aide comme une mesure inutile, mais de l'envisager très sérieusement en vue d'en réduire les effets néfastes et d'en préserver les bienfaits. La première condition de la bonne exécution du programme d'aide alimentaire est une professionnelle. En d'autres termes, les responsables de l'aide alimentaire

devraient travailler avec leur cœur et leur intelligence, sinon il serait difficile, en l'absence de tout dévouement personnel, de résoudre les situations si souvent désespérées et d'écartier les obstacles à l'organisation d'un programme d'aide alimentaire complet. Celui-ci exige en effet une grande part d'intelligence et de savoir-faire dans le domaine de l'organisation et de la distribution. En effet, il faut éviter tout abus, prévoir le transport vers des destinations très lointaines, l'entreposage, la transformation dans les ports le transport maritime et la coordination des opérations de livraison à partir des usines, et ceci en utilisant les fonds disponibles le plus économiquement possible. C'est à ces conditions seulement qu'un programme d'aide alimentaire peut fonctionner convenablement.

Toutefois, notre but ne serait pas atteint si nous nous contentions de réaliser les conditions d'organisation. Nous ne devons jamais perdre de vue que l'aide alimentaire n'est qu'un élément d'un tout et que cette aide devrait devenir supérieure à plus ou moins long terme. C'est pourquoi l'aide alimentaire devrait être intégrée dans les programmes alimentaires. La production alimentaire locale peut-elle être stimulée, les dons d'aliments peuvent-ils améliorer le bien-être de la mère et de l'enfant, les soins médicaux, les connaissances nécessaires pour réorienter la production locale, pour libérer le pays de la nécessité d'une aide alimentaire extérieure ?

Le groupe de l'aide alimentaire examine ces questions en collaboration avec la CEE et estime que la demande de produits laitiers et de céréales adressée à la CEE est justifiée.

Pourtant, tout ceci n'est pas sans conséquence, un programme fondé et les conditions d'organisation appelées à engendrer le succès ne peuvent être garanties que si le programme porte sur un certain nombre d'années, et dans le contexte du processus de prise de décision des Communautés européennes, que si la durée du programme est de 3, 4 ou 5 années, pour qu'il soit possible de prévoir des programmes pluriannuels, et d'envisager, au lieu d'une action ponctuelle, une action continue. Pour pouvoir exiger une infrastructure d'entreposage et de transport, et plus encore, de mobiliser des groupes ou des collectivités pendant des années, il faut un programme d'aide alimentaire pluriannuel. Nous souhaitons que les divers groupes détenteurs du pouvoir continuent à comprendre cette situation. L'aide alimentaire de l'Europe n'est pas, comme le pensent d'ailleurs, outre les ONG, aussi la Commission des Communautés Européennes, seulement un moyen de se débarrasser des excédents de l'agriculture européenne. L'aide alimentaire fait partie des programmes d'aide au développement des Communautés européennes. Elle peut être décisive pour le développement des peuples auxquels s'adressent ces programmes et il serait très regrettable que ce moyen vienne à être dissocié de l'aide globale au développement.

LA COOPERATIVE EUROPEENNE LONGO MAI

C'est lors d'un congrès international tenu à Baie en décembre 1972, auquel étaient invités de nombreuses organisations de jeunes apprentis suisses, autrichiens et allemands, que fut décidée la création de «Village de Jeunes Européens» dans les régions de montagne défavorisées. Dès l'été 1973, trente jeunes de six pays européens participaient à l'implantation du premier village sur la commune de Limans dans les Alpes de Haute Provence, en France.

Ce village pilote est situé sur un terrain de 300 hectares, abandonné depuis plus de vingt ans. Il est inscrit en tant que coopérative de production et porte le nom de Longo Mai. De 1973 à 1979, huit coopératives ont été créées dans différentes régions de montagne (France, Autriche, Suisse). Aujourd'hui, il y a plus de 150 coopérateurs de Longo Mai. Chaque année de 3 à 5.000 jeunes séjournent pour une durée plus ou moins longue dans nos coopératives. Ces huit S.C.O.P. forment « la Coopérative Européenne Longo Mai », dont le siège est à Baie en Suisse. L'autonomie de ces coopératives est basée sur le trépied économique : agriculture, élevage, artisanat ou petites industries.

La complémentarité entre l'agriculture et la transformation de la production permet une meilleure exploitation des ressources locales. L'élevage du mouton et le travail du bois sont les deux productions excédentaires les plus importantes, l'agriculture assurant essentiellement l'autosubsistance alimentaire. Entre autres, nous avons élaboré un programme d'activités pour un groupe bûcheron permettant l'intégration rapide de jeunes chômeurs. De plus, nous leur favorisons une formation polyvalente dans tous les secteurs de production.

En 1976, année de sécheresse, nous avons entrepris une action de solidarité européenne en faveur des petits et moyens paysans de montagne durement touchés. Les 80.000 suisses qui ont répondu favorablement à notre appel ont permis la création d'un « Fonds de Crise pour les Montagnes Européennes ».

Les fonds recueillis sont destinés à la création ou au soutien de petites et

moyennes entreprises coopératives implantées dans les régions de montagne; permettant ainsi le maintien d'une vie sociale et économique dans ces régions défavorisées.

Beaucoup de scientifiques, quelques organisations internationales, et certains gouvernements (Irlande, Autriche), ont manifesté de l'intérêt pour nos thèmes et nos réalisations de micro-économie. En collaboration étroite avec de nombreux scientifiques concernés, nous avons élaboré « une Carte de la Montagne », et « un Programme pour la Revitalisation des Moyennes et Hautes Montagnes ». La coordination des divers travaux de ce programme sera assurée par un comité tripartite, comprenant des représentants des producteurs, des chercheurs, et des souscripteurs du fonds de crise.

Le secrétariat permanent de ce comité et la diffusion de l'information sont assurés par la coopérative de Limans.

Par sa participation active aux conférences internationales de la F.A.O., ainsi que d'autres institutions, Longo Mai a été chargé de la création d'un Bureau d'Enquête et de Coordination pour les O.N.G. concernées par les problèmes de développement rural.

Une première étude sur la situation économique et sociale des régions de montagne a été réalisée.

Le B.I.T. (Bureau International du Travail) s'est déjà intéressé à la participation éventuelle de la Coopérative Longo Mai à des projets de développement au Tiers-Monde. Il est convenu que des groupes de jeunes de ces pays acquierront une formation polytechnique dans nos coopératives, pour les préparer à l'implantation de coopératives dans leurs pays respectifs.

En collaboration avec les autorités costaricaines, Longo Mai a créé une coopérative de production au Costa-Rica, pays confronté actuellement à un afflux massif de réfugiés nicaraguayens. Nos thèmes de micro-économie paraissent être une des solutions les plus réalisables pour les régions et les pays défavorisés.

Des la première année, grâce à ce fond de crise, plus de 300 places de travail ont pu être assurées, essentiellement dans le bassin de Forcalquier, près de notre « coopérative mère » dans les Alpes de Haute Provence, ainsi qu'autour de notre coopérative « Stoppar » en Carinthie (Autriche).

Organigramme de Longo Mai

A) Coopérative Européenne Longo Mai
(Fédération supra-nationale, actuellement association selon la loi suisse; CH - 4000 Bale, Suisse.
Président : M. François BOUCHARDEAU, France.
Vice-Présidents : M. Nicholas FURET, France; Mlle. Katharina HAHN, Autriche; M. Peter HILL, Angleterre; M. René LEHN-HERR, Suisse; M. Jürgen SCHROEDER, Allemagne.

Bureau de liaison et d'étude pour les organisations non-gouvernementales
F - 04300 Forcalquier, Alpes de Haute-Provence, France
Secrétaire international : M. Roland PERROT, France.

Fonds de crise pour la montagne européenne

(Fondation de la Coopérative Européenne Longo Mai)
CH - 4000 Bale, Suisse.
Président : M. Albert WIDMER, Suisse.
Conseil d'Administration : M. François BOUCHAR, France; M. Nicholas FURET, France; M. Peter GERBER, Suisse; Mlle. Katharina HANN, Autriche; M. Hans-Josef HALLEMANS, Allemagne; M. Jürgen SCHROEDER, Allemagne.
Conseil Consultatif : Prof. Adolf GASSER, historien, Bale, Suisse; Dr. Paul FAESSLER, directeur de l'Institut de Recherche, Tänikon, Suisse; Dr. Eduard RIEBEN, ingénieur forestier, Vallorbe, Suisse; Prof. Denis de ROUGEMONT, directeur de l'Institut Européen de la Culture, Genève, Suisse; Pasteur Hans SCHÄDELIN, Berne, Suisse; Dr. Gertrud SPIESS, Conseiller National, Bale, Suisse; Prof. Jean VANLAT, agronome, ETH Zurich, Suisse.



Ceremonial opening of the International Congress Center Berlin on April 2, 1979. Participating in the ceremonies were 7000 people, among them many prominent guests

from abroad from political, economic and cultural life. View of Hall 1 of the ICC Berlin where 4500 people attended the concert given by the Berlin Philharmonic Orchestra under the direction of Herbert von Karajan.

Photo : Joachim Diederichs.

The New ICC Berlin

Europe's most modern congress centre...

- 800.000 cubic metres of enclosed space, 125.000 cubic metres of concrete...
- a centre for discussion and intellectual debate...
- a discussion forum equipped with all the technology of our time... neither a « colosso » nor a « battleship », and despite external appearances neither is it merely a glittering edifice...
- a new dimension for congresses...
- a building accessible and tangible, as well as symbolic...
- a building that will serve to ensure the future of international society...
- an instrument that offers the opportunity for refining and improving the forms and methods of international communication...
- an edifice of democracy...
- a building that will rank with the major

achievements of the century in its field...

- a building for the world...
- an impressive example of what Berliners are capable of...
- This is not a hall, but a whole complex of halls and auditoria, a suite of halls, one hall after another, times 80...
- a building pre-eminently suitable for congress purposes...
- everything has been thought of...
- an imposing building...
- this building possesses dimensions of a geographical nature...
- monumental architecture...
- a super-modern congress building...
- the basis for a dialogue that extends beyond all borders...
- an effective instrument of communication, instruction, retraining, further education and information...
- a firm foundation for the necessary expansion of worldwide communication...
- ideally located...
- a congress center of unlimited possibilities...
- the most tremendous thing this century since the invention of the zip fastener,...
- an investment for the century...
- the ICC Berlin holds out unique prospects for the advancement of Berlin's position on the international communication and congress sector...
- already in the « rump year » of 1979, a total of 119 events of all kinds will be held in the ICC...
- annual running cost is estimated at DM 28 million of which some DM 4-5 million could be met by the income derived from the hire of the building...
- AMK Berlin will not earn money through international congresses..

There are some of the facts and figures quoted by the Distinguished West German speakers - amongst them Walter Scheel, President of the Federal Republic of Germany, to describe to the 7000

guests attending the opening ceremony, the newly borned Congress Centre of Berlin.

It was a pity that most foreign guests were enable to appreciate these comments as simultaneous interpretation was not yet available.

Our personnel wish is that this giant of the future, which has been compared to Pyramids and Cathedrals, will not be a sanctuary but an open and busy cross-road of worldwide communication for congress participants.

L'enfant et la vie urbaine

L'Organisation des Nations Unies a déclaré, à l'instigation des organisations non-gouvernementales, 1979 Année Internationale de l'Enfant et invitée tous les pays à intensifier l'importance qu'ils accordent aux enfants, à leur bien-être, à leur avenir.

Dans le cadre de l'Année de l'Enfant l'Union Mondiale pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence (UMOSEA) et le Conseil du Québec de l'Enfance Exceptionnelle (COEE) organisent, à Montréal, du 31 octobre au 4 novembre 1979, un congrès international sur le thème « L'ENFANT ET LA VIE URBaine ». Cette manifestation qui réunira, à côté de

l'ensemble des professions sociales et socio-éducatives, des représentants de l'urbanisme et de l'équipement des cités, se veut une interrogation sur l'accueil que la ville, dans sa structure actuelle et son évolution, peut faire à l'enfant et aux groupes d'enfants, sur ce qu'elle peut leur apporter pour leur équilibre, leur développement, leur épanouissement et leur promotion.

La ville ne devient-elle pas, en raison des nécessités de notre époque, progressivement danger par son hypertrphie et ses dystrophies ? N'existe-t-il pas des seuils d'urbanisation et de démographie au-delà desquels cette structure de défense et de progrès devient structure d'agression et de dangers ?

La physique et les systèmes politiques, qui sont les moteurs modernes de sa vie et de ses développements, n'ont-ils pas priorité sur la biologie, la psychologie et la sociologie, qui devraient en constituer l'essentiel, et ne risquent-ils pas de devenir des facteurs de puissance technique et sociale permettant la domination de certains individus ou groupes sur les autres ?

En conclusion la vie urbaine est-elle facteur d'égalisation des chances et de facilités ou, au contraire, créatrice de puissance et de domination avec, comme corollaire, l'envie, la concentration, l'insécurité, l'angoisse et l'agressivité ?

L'enfant trouve-t-il dans la vie urbaine, sans risques importants, une place qui lui permette développement, épanouissement et promotion ?

Telles sont quelques-unes des questions auxquelles le congrès aura à répondre Il est vivement souhaité que ce dialogue international, interdisciplinaire et interprofessionnel aboutisse à des suggestions et à des propositions en vue d'un aménagement de la vie urbaine permettant la satisfaction des besoins de l'enfant et son épanouissement.

Le Palais des Congrès de Paris

Cinq ans déjà que, grâce au Palais des Congrès, Paris a repris sa place de capitale des congrès.

Malgré la crise économique et ses conséquences inévitables sur le tourisme d'affaires, c'est plus d'un million de personnes qu'attirent, annuellement, les trois grandes activités du Palais des Congrès : congrès, expositions, spectacles.

En 1978, 1.375.000 congressistes, visiteurs et spectateurs ont pris le chemin de la Porte Maillot. Les éléments statistiques concernant l'année 1978 témoignent d'une évolution intéressante : le

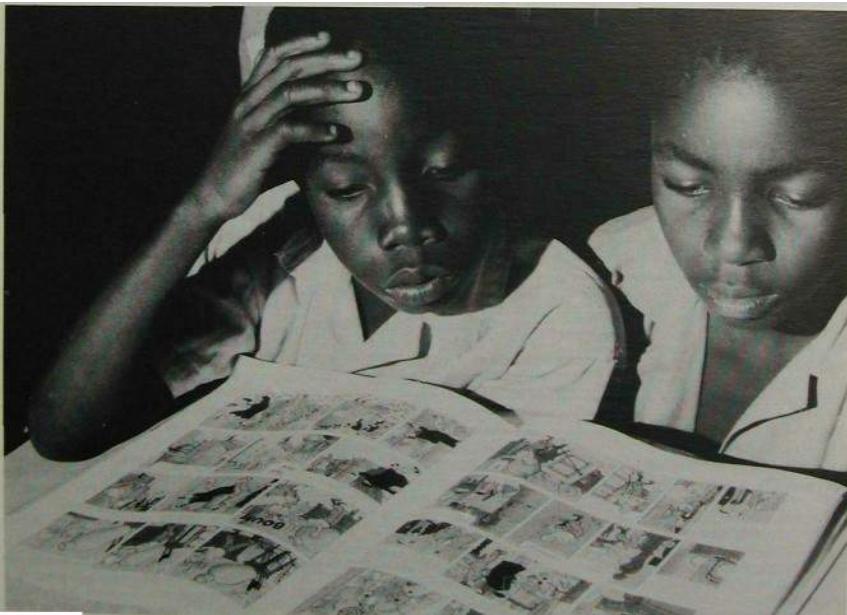


Photo: Unesco/Tessoro

382 ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES. 7-8/1979

nombre des grands congrès internationaux, dont la périodicité varie de 2 à 4 ans et qui tournent dans le monde entier, est en progression constante. Si les congrès d'origine française représentent toujours le même pourcentage (80%) du nombre des congrès, il faut noter que la durée moyenne des manifestations est en nette augmentation : 3,3 jours, alors que la durée moyenne des congrès d'origine française n'est que de 1,3 jours.

En 1978, le Palais des Congrès a reçu 367 congrès qui ont rassemblé 134.000 congressistes (230.000 congressistes/jour).

Une approche plus précise permet de distinguer :

- 13 congrès de plus de 2.000 participants
- 15 congrès de 1.000 à 2.000 participants
- 57 congrès de 500 à 1.000 participants
- 275 congrès de moins de 500 participants.

Il est intéressant de souligner que ces congrès, qu'ils soient d'origine internationale, touchent les secteurs les plus variés : organisme étatiques ou para-étatiques; les industries de transformation primaire et secondaire; les industries mécaniques, l'énergie, la chimie, l'agriculture et l'alimentaire; la presse et l'édition; l'électronique et l'informatique; les syndicats; l'environnement, la prévention et la sécurité; la médecine et le paramédical; les associations scientifiques; les professions libérales; l'économie et les finances; le commerce et la distribution; les services; les loisirs, le tourisme et les sports; la politique; les arts, la culture et les religions.

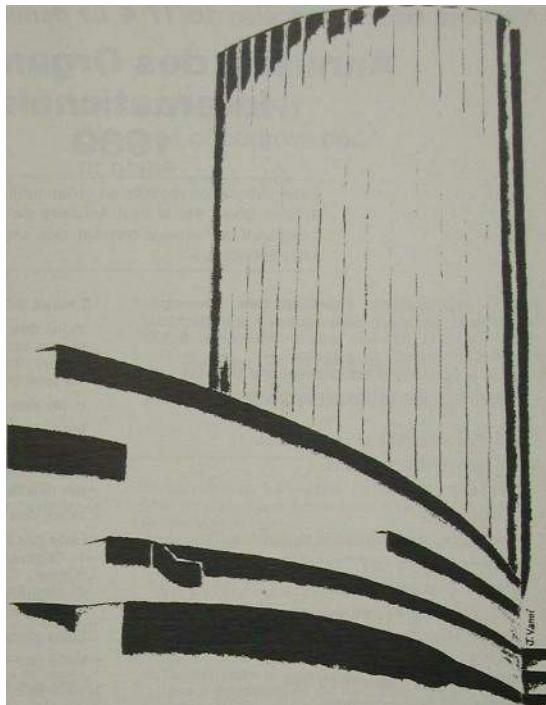
62 expositions ont reçu 342.000 visiteurs.

Expositions scientifiques ou techniques liées à des congrès ou salons spécialisés, la diversité est là aussi très grande. Spectacles : 258 représentations dans l'Auditorium et dans la Salle Bleue ont attiré 803.000 spectateurs.

L'un des aspects les plus positifs de cet ensemble de réalisation est certainement l'importance et la diversité des publics qui ont été atteints. Le Palais des Congrès participe ainsi au mouvement actuel de recherche d'une culture accessible à un public de plus en plus vaste.

Les perspectives qui s'ouvrent pour 1979 laissent présager une activité aussi soutenue avec 23 congrès réunissant plus de 1.000 participants. Notamment le Congrès International du Notariat Latin qui rassembla en mai 3.500 délégués et le 67ème Congrès Dentaire Mondial en octobre avec 10.000 spécialistes.

Nombreux sont les congrès qui vont se tenir à la Porte Maillot pour la 6ème année consécutive. Ces clients fidèles, une soixantaine environ, sont le meilleur garant de la réussite du Palais des Congrès.



Une trentaine de grands congrès internationaux sont prévus jusqu'en... 1984.

UTH

International Hotels

UTH en 1979

1979 sera pour l'UTH une année particulièrement active, notamment en Afrique. Plusieurs ouvertures d'hôtels sont déjà programmées. Outre l'hôtel « THE REGENCY » à Bahrain (printemps 1980), on peut citer :

- l'extension de l'hôtel PRESIDENT à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire) : fin 1979,
 - l'hôtel du 2 FEVRIER à Lomé (Togo) : même époque,
 - les relais de MOPTI, SANGHA et TOM-BOUCTOU (Mali) : automne 1980.
 - l'hôtel GAWEYE à Niamey (Niger) : début 1981.
- Les services compétents de l'UTH : conseil hôtelier, construction, exploitation, commercialisation... vont travailler

en 1979 à la préouverture de ces établissements.

D'autre part, le développement de l'UTH s'accélère; des négociations sont en cours, dont certaines en voie d'aboutissement, pour la prise en gestion d'hôtels dans différents pays tels que : Cameroun, Guinée, Zaïre, Nigeria, Ghana, Libéria, Sierra Leone, Libye, Egypte... et, en dehors de l'Afrique : Arabie Séoudite, Ceylan, Singapour, Malaisie, Indonésie... Une importance capitale est attachée par l'UTH à la formation du personnel local. L'UTH a en effet acquis une grande expérience dans ce domaine; elle dispose désormais d'une gamme très complète d'interventions lui permettant d'assurer, dans les conditions les meilleures, la sélection, le recrutement et la formation tant du personnel de base que des cadres hôteliers, en adaptant ses méthodes à chacun des pays en cause. La compétence de ses spécialistes du Siège, la qualité et la rigueur de gestion de ses hôtels, sa commercialisation largement appuyée sur l'UTA, font de l'UTH une des toutes premières chaînes capables de promouvoir l'hôtellerie française dans le monde.

Nouvelle édition française 16/17 • La dernière édition date de 1974

Annuaire des Organisations Internationales 1980

Cette publication réalisée en collaboration avec les Nations Unies est le seul Annuaire de références s'étendant au réseau mondial des organisations internationales.

10.000 organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales y sont décrites. (4.300 dans la dernière édition française, 8.300 dans la dernière édition anglaise).

Chaque notice donne les informations suivantes :

- nom en français, anglais et autres langues s'il y a lieu
- adresses principales et secondaires
- nom du secrétaire général
- historique
- buts, structure
- commissions techniques et régionales
- personnel et finances
- relations consultatives
- principales activités et programmes
- lieux et dates des réunions les plus récentes (passées et futures)
- publications périodiques ou non
- membres et leur nationalité.

Publié par
Union des Associations Internationales
Date: octobre 1979

13 index différents:

- Index des organisations en français, en anglais et autres langues notamment: allemand, espagnol italien, néerlandais, danois etc...
Au total 50.000 références
- Index des sigles/abréviations : 7000 références
- Index analytique anglaise et index analytique français : 46.000 références
- Index géographique : organisations regroupées par lieu du siège
- Index des noms de personnes
- Liste par catégories :
 1. Organisations regroupées par domaine d'activité
 2. Organisations regroupées par zones d'intérêt géographique.
- Liste chronologique par dates de fondation
- Liste des Instituts à vocation internationale
- Liste des fondations à vocation internationale.

Prix pré-publication : 2.400 FB ou équivalent en d'autres devises.
à payer **avant le 15 octobre 1979** directement à :
UAI, 1 rue aux Laines, 1000 Bruxelles, Belgique.
Prix de vente après le 15 octobre 79: 3.000 F8.

A : UAI, 1 rue aux Laines, 1000 Bruxelles, Belgique

BON DE COMMANDE

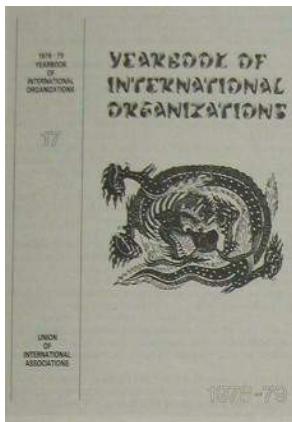
Prière d'envoyer dès parution
..... exemplaire(s) de l'ANNUAIRE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES 1980. Edition Française 16/17.
Le prix pré-publication de 2.400 FB sera payé directement à l'UAI avant le 15 octobre 1979.

NOM _____

ADRESSE _____

- Veuillez trouver ci-joint un chèque d'un montant de
 Veuillez nous adresser une facture.
 Nous sommes intéressés aux suppléments à l'Annuaire (changements d'adresses et de titres) qui paraîtront au cours de l'année 1980, abonnement 900 FB.

Mode de paiement:
Bruxelles : Compte chèque postal n° 000-0034699-70 ou
Compte n° 210-0451651-71 à la Société Générale de Banque, 48 rue de Namur, 1000 Bruxelles.
Genève : Compte courant n° 472.043.30 Q à l'Union des Banques Suisses.
Paris : Par virement compte n° 545150-42 au Crédit du Nord, Boulevard Haussmann, 6-8 (C.C.P. de la Banque n° 170.09).



6th SUPPLEMENT Changes of address and/ or name

6eme SUPPLEMENT Changements d'adresse et/ ou de nom

Ce supplément au Yearbook of International Organizations, 17^e édition comporte les modifications suivante dont nous avons été informés :

- 1^o **le(s) nom(s) des organisations.** Les noms sont donnés ci-dessous en anglais et français, parfois en anglais seulement pour la section B (comme dans le Yearbook). Lorsque des noms en d'autres langues que le français et l'anglais ont été modifiés, on les trouvera également indiqués. S'ils ne sont pas repris ci-dessous, c'est qu'ils n'ont pas subi de changement. Ces modifications sont annoncées immédiatement après le numéro de rubrique par les mentions «(name)» ou «(name and address)».
- 2^o **les adresses des organisations.** La nouvelle adresse est donnée à la place de l'ancienne; lorsqu'il y a plusieurs adresses pour une même organisation, les adresses qui ne changent pas sont indiquées « same address as before » ou « no change ». L'indication « Last known location .. suivie d'un nom de ville, signifie que l'adresse mentionnée dans le Yearbook n'est plus valable et que nous sommes à la recherche de la domiciliation actuelle.
- 3^o **les noms de secrétaires généraux (SG).** Présidents (Prés) récemment nommés.
- 4^o **les organisations dissoutes** («Dissolved») et celles provisoirement sans activité («Dormant»).

This supplement to the Yearbook of International Organizations, 17th edition contains the following changes of which we have been informed :

- 1^o **The name(s) of organizations :** The names are given below in English and French. Where names in other languages have been modified, they will also be found. If they are not there, such names have not been changed. Such changes are given immediately after the entry number in the Yearbook and preceded by : « name » or « name and address ».
- 2^o **The addresses of organizations :** The new address is given in the place of the old. When there are several addresses for the same organization, those which do not change are indicated by « same address as before », or « no change ». The indication « Last known location » followed by the name of a city indicates that the address mentioned in the Yearbook is no longer valid and that efforts are being made to locate the new address.
- 3^o **Names of Secretaries General (SG), Presidents (Prés) recently nominated.**
- 4^o **Dissolved organizations** and those which are provisionally dormant are appropriately indicated.

Section B

B 3875 Anti-Apartheid Movement (AAM)
Sec Mike Terry, 89 Charlotte Street, London W1P 2DQ, UK. T. 5605311.

B 3879 Association of American Correspondents in London
Last known location : London, UK.

B 3902 International Society for the Language and Lecture of the Netherlands

Contact Mrs H Moolenburgh, PO Box 84069, 2508 AB's Gravenhage, Netherlands T. 553610.
PRESS DR J de Rooij, c/o Institute of Dialectology, Keizersgracht 569-571, Amsterdam, Netherlands
Netherlands Address Nuffic, Badhuisweg 251, Den Haag, Netherlands T. 5742 00.
Belgium address Universitaire Campus, R-3610 Diepenbeek, Belgium.

B 3904 International Rescue and First Aid Association (IRFAA)
Contact L L Weber, 2280 S High Street, Columbus OH, USA.

B 3910 International Sanitary Supply Association
Contact George Dyer, 5328 N Elston, Chicago IL 60630, USA.

B 3919 International Association of Personnel Women (IAPW)
Exec Dir Elizabeth A Kelly, 2017 Walnut street, Philadelphia PA 19103,
USA. T. (215) 5693650.

B 3924 Forum International - International Ecosystems University
Director Dr Nicolas D Hetzer, 2437 Durant, Rm 208, Berkeley CA 94704,
USA. T. (415) 8438294.

B 3929J Institute for International Economic Studies
Institutet for International Ekonomi
University of Stockholm, S 10691 Stockholm, Sweden.

- B 3938 International Crocodilian Society (ICS)
Vice-Pres E Ross Allen, The Alligator Farm AIA, PO Dr E. St Augustine FL
32084 USA T (813) 351 1283
- B 3852 Society of Metaphysicians (S of M)
Archers' Court, Stonestile Lane, The Ridge, Hastings (Sussex), UK.
- B 3962 International Association for Regional Co-operation and Revitalisation
Association internationale de co-opération et d'animation régionales (AICAR)
Last known location: Arlon, Belgium.
- B 3944 Women's Universal Movement (WUM)
Mouvement universel des femmes
No longer active.
- B 3998 Inter-American Institute of International Legal Studies
Institut interamericain des études internationales juridiques.
Last known location: Washington, USA.
- B 3999 Universal World Harmony-World Council of Service (UWH-WCS)
Harmonie mondiale universelle-Conseil mondial du service (HMC/CMS)
Non Secr. Gen. P.O. Box 1000, The Red House, Lansdown Road, Cheltenham
(GLOS) GL51 6QZ, UK.
Co-operating Headquarters 1, St George's Square, St Annes-on-Sea
(Lanes) FY8 2NY, UK. T. (025) 72 21 52.
World Council of Service Rev Francis Cuzon, CH-1890 St Maurice, Swit-
zerland.
- B 4001 International Association for the Teaching of Living Languages by
Modern Methods
Association internationale pour l'enseignement des langues vivantes par les
métodes modernes (MEMO)
- B 4002 European National Shippers' Council (ESC)
Conseils nationaux de chargeurs maritimes d'Europe
SG G J M Verhaar, Postbox 4092, 2500 AB Den Haag, Netherlands.
- B 4003 International Centre for Documentation, Council of the Golden Fleece
Centre international de documentation (CID), Conseil de la Toison d'Or
Avenue du Hockey 52, B-1150 Brussels, Belgium. T. 771 7892.
- B 4050 International Creative Center (ICC)
Rencontres créatives internationales (RCI)
Prés Dr Dali Schindler, 20 Colladon, CH-1209 Genève, Switzerland.
- B 4073 World Proof Numismatic Association (WPNA)
Association mondiale pour les épreuves numismatiques.
Last known location : Pittsburgh, USA.
- B 4110 (new name and new address) European Federation for Intercultural
Learning (EFL)
Fédération européenne pour l'enseignement interculturel (AFS Europa)
Secrétariat Bosmanslei 12, B-2000 Antwerpen, Belgium.
- B 4135 World Pen Pals
1690 Como Ave, St Paul MN 55106, USA. T. (612) 647 0191
- B 4222 World Trade Writers Association
Sec-Treas Wynona Robison, 201 E 66th Street 20K, New York NY 10048.
USA.T. (212) 2640621.
- B 4233 Aluminum Workers International Union (AWIU)
818 Olive, Suite 711, St Louis MO 63101, USA. T. (314) 621 7292.
- B 4255d International Safety Institute (ISI)
Dissolved 1976.
- B 4264 YMCA Center for International Management Studies
Centre pour les études internationales sur le management de l'UCJG
Last known location : Genève, Switzerland.
- B 4290 African Environmental Society
Last known location : New York, USA.
Association pour la conservation les Caraïbes.
- B 4292 Caribbean Conservation Association
- Headquarters Jardin Alpin F-73120 Courchevel 1850, France
T. 0861 61 1x98083.
Registered Office Mairie de Saint-Bon, Courchevel, F-73120 Saint-Bon,
France.
- B 4314 International Air Freight Agents Association
Exe. Director Robert Meiser, 1300 Connecticut Ave NW, Suite 307 Was-
ington DC 20036, USA. T. (202) 296 6660.
- B 4345 Gandhi Centre in the Service of Man and Life
Centre Gandhi au service de l'homme et la vie
Rue Théophile Vander Eist 28, B-1170 Brussels, Belgium. T. 672 95 73
- B 4348 African Association of Journalists of the Rural Press
Association des réalisateurs de journaux ruraux africains (ARJORA)
Secrétariat BP 24, Bamako, Mali.
- B 4353 (new name and new address) International Association against Vi-
olence associated with Sport
Association internationale pour la lutte contre la violence associée au sport
(ACIVS)
Secrétariat Rue des Colonies, 29/31, B-1000 Brussels, Belgium.
- B 4357 Australian Council for Overseas Aid (ACROA)
Sec J Coler (same address as before).
- B 4399 International Council of Seamen's Agencies (ICOSA)
C/o Twin Ports Ministry to Seamen, Box 6360, Duluth MN 55806, USA.
T. (218) 7275897.
- B 4401 Worldwatch Institute
Prés Lester R Brown, 1776 Massachusetts Ave NW, Washington DC
20036, USA. T. (202) 452 21999.
Chairman Orville L Freeman, same address.
- B 4405 Transnational Federation for Alternative Technologies
Director Margaret Ellis, PO Box 567, Rangeley ME 04970, USA.
T. (207) 864 2252.
- B 4408 Lise Fellowship
Int Program Office 1623 Belmont Street NW, Washington DC 20009,
USA T. (202) 2344985
- B 4410 International Association of Security Service (IASS)
Prés and Exec Dir Howard Ross, PO Box 378, Northfield IL 60093, USA.
T. (312) 3322257
- B 4421 Pilot Club International
Exec Admin Almetta Brooks, PO Box 4844, Macon GA 31208, USA.
T (912) 7437403.
- B 4430 Middle East Librarians' Association (MELA)
Sec-Treas Janet Heinecke, Room 560, University of Chicago Library, Chi-
cago IL 60637, USA.
- B 4435 Committee for the International Family
Prés Col I F Saunders, Box 707, Solvang CA 93463, USA.
Title: Marble, Terrazzo, Shopmen and
- B 4447 (new name and new address)
Finishes International Union
Gen Prés Pascal Di James, 801 N Pitt St, Suite 116, Alexandria VA
22314 USA T. (703) 549 3050.
- B 4448 International Association of Siderographers (IAS)
B 4452 International Committee of Film Education and Culture
Comité international du cinéma d'enseignement et de la culture
Last known location: Paris, France
- Contact Harvey Henderson, 402 N West St, Falls Church VA 22046, USA.

B 4453 **Asia Society**
112 E 64th Street, New York NY 10021. USA.

B 4466 International Patent and Trademark Association (IPPA)
Pres James E Toomey, Naylor, Neal and Vilkema, 235 Montgomery St.
San Francisco CA 94104. USA. T. (415) 362 7543.

B 4468 Meeting Planners International (MPI)
Exec V Prés Manon Kershner. 3201 Barbara Or. Middletown OH 45042.
USA. T. (513)4220492.

B 4477 Travellers Aid-International Social Service of America (TAISSA)
Suite 600. 701 Lee Street. Des Plaines IL 60016. USA.

B 4476 Oil Industry International Exploration and Production Forum (E and P Forum)
Last known location : London, UK.

B 4480 European Federation « Pro Fide et Ecclesia »

Fédération européenne « Pro Fide et Ecclesia »

Last known location : Paris, France

B 4482 (new name and new address) Vacation Bible Schools
Prés Edward M K Murray, Beach Lane, Quogue NY 11959, USA T (516) 6534172.

B 4484 Africa Fund (The)

Exco Sec George M Houser, 305 6 46th Street, New York NY 10017 USA.

B 4485 Student Travel Association of Asia (STAA)

c/o Japan International Students Union, Tokyo, Japan.

B 4500 International Military Apostolate

Apostolat militaire international (AMI)

20 rue Notre Dame des Champs, F-75006 Paris, France.

B 4502 European Cereals Union

Union européenne des céréales

Last known location Brussels, Belgium.

B 4504 International Mission Radio Association (IMRA)

Corresp Sec Rep Michael Mullen, St John's University, Jamaica NY 11432 USA.

B 4512 World Pentecostal Conference

Sec Rev P S Brewster, The City Temple, Cowbridge Rd, Cardiff (Wales), UK.

B 4519 World Confederation of United Zionists

595 Madison Avenue, Room 1004, New York NY 10022, USA T (212)371 1452, C.W. 212 371 1452

PO Box 720, Jerusalem, Israel T 30704, C. Wizzozon.

B 4525 International Brotherhood of Magicians (IBM)

28 N Main Street, Kenton OH 44326, USA.

B 4546 International Mediation Society (IMS)

Association internationale de médiation transnationale (AIMI)

Prés Jessie L. Verner, 17310 Sunset Blvd, Pacific Palisades CA 90272, USA T (213) 459 4387.

B 4550 Joint Africa Board

Last known location : London, UK.

B 4553 International Research Society for Children's Literature

Library, Fairleigh Dickinson University, Madison NJ 07940, USA.

B 4557 Association Internationale du mérite de l'Europe

Last known location : Brussels, Belgium.

B 4566 European Sales and Marketing Institute

Institut européen de vente et de marketing (EVEM)

Last known location : Brussels, Belgium.

B 4580 International Bureau for Professional Development

Bureau international pour le développement professionnel

Disolved 1976.

B 4591 European College for the Study and Evaluation of Bodily Damage

Collegium Europaeum pour l'étude de l'évaluation du chômage corporel.

Last known location : Neuilly-sur-Seine, France.

B 4604 International Research Centre on Environment and Development

Centre international de recherche sur l'environnement et le développement

(CIRED)

Director Ignacy Saché, 54 Bd Raspail, F-75270 Paris CEDEX 06, France.

T. 544 38 49 Ext 219.

B 4609 World Organization for Human Potential (WOHP)

SG. Nel Harvey, 6801 Stanton Ave, Philadelphia PA 19118, USA T. (215) 233 2050.

B 4626 International Personnel Management Association (IMP)

1850 K Street, Suite 870, Washington DC 20006, USA T. (202) 933 586.

B 4627 International Committee for the Indians of the Americas (Incomindios)

Last known location : Gwatt, Switzerland.

B 4828 Anglican Consultative Council

Last known location : London, UK.

B 4431 (new name) International Institute for Development, Cooperation and

Labour Studies, Israel

Institut international pour le développement, la coopération et les études du travail

Director Akiva Eger, PO Box 16201, Tel Aviv, Israel.

Last known location : Paris, France

B 4633 International Gadget Service

B 4649 International Lutheran Deaf Association (ILDA)
Sec Manon van Maehem, Detroit School for the Deaf, 6861 E Nevada Avenue, Detroit MI 48234, USA

B 4652 International Magic Dealers Association (IMDA)
2044 Ross Ave, Norwood OH 45212, USA T. (513) 531 6548.

B 4653 International New Thought Alliance (INTA)
Exco Dir Ms Mira Ronnie, 4533 N Scottsdale Rd, Suite 208, Scottsdale AZ 85251, USA T. (602) 9450744.

B 4666 Students' International Meditation Society (SIMS)
Prés Jerome W. Janis, 17310 Sunset Blvd, Pacific Palisades CA 90272, USA T. (213) 459 4387.

B 4677 (new name and new address) International Association of Wall and Ceiling Contractors Gyproc Drywall Contractors International (IAWCC/GDCI)
1000 19th Street, Suite 1000, Ave NW, Washington DC 20006, USA T. 667 8400.

B 4688 European Institute of the Cancer Gunn Industries

Institut européen des industries de la gomme de caroube (INEC)

Last known location : Brussels, Belgium.

B 4707 International Society of Consultants on Synthesis

Société internationale des conseillers en synthèse (SICS)

5 rue d'Alger, F-75001 Paris, France, T. 2603048.

B 4712 European Society for Ballistocardiography and Cardiovascular Dyna-

mics

See Prof Dr A A Kroop, Dept of Physiology, Free University, Van der Boechorststraat 7, PO Box 7161, Amsterdam Z, Netherlands.
Prés Dr Goran Juricic, University of Ljubljana, Institute of Physiology, Faculty of Medicine, Zabolotna 4, 61105 Ljubljana, Yugoslavia.
T.061 317 152 C. UNIVMED Ljubljana.

B 4731 International Workers Association
Association internationale des travailleurs

Last known location : Clermont Ferrand, France.

B 4739 International Audio-Visual Technical Centre (IAVTC)

Centre technique audio-visuel international

Last known location : Antwerpen, Belgium.

B 4762 Direct Relief Foundation (DRF)

Sec Mrs Eileen R Weatherholt, PO Box 1319, 404 E Carillo Street, Santa Barbara CA 93102, USA T. (805) 969149. C. RELIEF Santa Barbara

Pres Robert K McGill, same address

B 4756 International Racquetball Association (IRA)

2670 Union, Suite 728, Memphis TN 38112, USA.

B 4761 Young Mensa International Special Interest Group (YMSIG)
Dissolved 1976.

B 4778 European Coordinating Group for the Textile Industry
Groupeement européen de coordination d'industries textiles diverses (GECITEX)

3 Avenue du President Wilson, F-75116 Paris, France.

B 4793 International Periodical Distributors Association
Exec Dir Q L Harvell, 350 Madison Ave, New York NY 10017, USA.

B 4797 World Association for the Senior Citizens Union (WASCU)
Association mondiale pour l'union du troisième âge (AMIA)

Prés Olivier Jan, BP 122, 10 rue d'Italie, Rive 3, CH-1204 Genève, Switzerland.

B 4801 International Movement of Catholic Jurists

Mouvement international des juristes catholiques (MJJC)

4 Square La Bruyère, F-75009 Paris, France.

B 4814 International Correspondence Society of Allergists (ICSA)
139 S Grant Avenue. Columbus OH 43215. USA.

B 4824 International Centre for the Management of Publicly Owned Firms
Last known location : Ljubljana. Yugoslavia.

B 4828 International Spiritual Regeneration Movement (SRM)
Last known location : London. UK.

B 4834 Latin American Forum
Foro Latinoamericano
Director Luciano Tomassini. Casilla 1653. Correo Central. Buenos Aires.
Argentina

B 4856 Game Conservation International (Gala Coin)
B Exec Dir Bob Holleron. 900 N E Loop, Suite D-211. San Antonio TX
78209. USA. T. (512) 824 7509.

- B 4858** International Society for the Study of Behavioural Development
Société internationale pour l'étude du développement du comportement
Prés Harry McGurk, Dept of Psychology, University of Surrey, Guilford GU2 5HX (Surrey), UK.
- B 4859** International Association for Hospital Security
Prés E C Pechovski (same address as before).
- B 4861** European Association for the Law of East-West Commerce
Association europe pour le droit des affaires entre l'Est et l'Ouest
Last known location : Paris, France.
- B 4862** European Education Union
Dir Dr. Dieter Peter Chapman, 1875 Connecticut Avenue, NW Suite 1219, Washington DC 20009, USA.
- B 4863** International Association of Forensic Sciences (IAFS)
Prés Dr Eckert, PO Box 8282, Wichita KS 67208, USA. T. 2626211 Ext 131.
- B 4871** International Association of Industrial Accident Boards and Commissions (IAABC)
Association internationale des régies et commissions des accidents du travail (AIRCA)
Exec Dir W H Dub Arnold, PO Box 480, Arkadelphia AR 71923, USA
- B 4883** Southern Cross International (SCI)
Last known location : London, UK.
- B 4890** International Committee for Lift Regulations
Comité international pour la réglementation des ascenseurs et monte-chargé (CIR)
- Secrétariat SOCOtec, 17 Place Etienne Pernet, F-75015 Paris, France.
Prés Hans Egli, Kalchbühlerstrasse 33, CH 8036 Zurich, Switzerland.
- B 4909** International Business Forms Industries (IBFI)
Dir Fred C Messener, 1730 N Lynn St, Arlington VA 22209, USA. T. (703)841 9191.
- B 4925** Federation of European Chemical Societies
Fédération des sociétés chimiques européennes
- Sec Dr W Fritsche, Gesellschaft Deutscher Chemiker, Varrentrappstr 40, 42, D-6000 Frankfurt/M 90, Germany FR.
- B 4943** International Standing Committee for Social Housing
Comité permanent international pour l'habitat social
o/o IFHP, 43 Wassenaarseweg, Den Haag, Netherlands.
- B 4953** World Bureau of Metal Statistics
Last known address: Birmingham, UK.
- B 4966** Latin American Diabetes Association
Asociación Latinoamericana de Diabetes
Sec Manuel Irequi, Avenida 39 No 14-93, Bogota DE, Colombia.
Prés Mario Sanchez Medina, same address.
- B 4979** Women of the Motion Picture Industry International (WOMPI)
Prés Gladys Melson, Thomas and Shipp Films, 110 W 18th St, Kansas City MO 64108, USA.
- B 4983** South American Travel Organization (SATO)
Organisation sudaméricaine de tourisme
708 Third Avenue, New York NY 10017, USA
- B 5015** International Organization for the Protection of the Works of Art
Organisation internationale pour la protection des œuvres d'art (OIPA)
OIPA, BP 147, F-34008 Montpellier CEDEX, France.
- B 5021** International Center for Living Aquatic Resources Management (ICLAR)
MCC, PO Box 1501, Makati, Manila, Philippines
- B 5027** Council of International Programs for Youth Leaders and Social Works
SG Dr Henry B Ollendorff, 1001 Huron Rd E, Cleveland OH 44115 USA
T. (216)861 5478.
- B 5031** (new title and new address) World Institute for the Study of Communal Structures and Information on Local Administration
Institut mondial d'étude des structures communales et d'informations sur l'administration locale (IMESCAL)
62 rue François-Rolland, F-94130 Nogent-sur-Marne, France.
- B 5033** Inter-University Seminar on Armed Forces and Society
Contact Morris Janowitz, Box 46, Social Science Bldg, University of Chicago IL 60637, USA. T. (312) 753 2924.
- B 5072** United Nations Fund for Drug Abuse Control (UNFDAC)
Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues
Exec Dir Dr Bror Rexed, same address as before.
- B 5103** International Movement for Fraternal Union among Races and Peoples (UFER)
Mouvement international pour l'union fraternelle entre les races et les peuples
SG Magda van Maider, rue de Linthout 111, B-1200 Bruxelles, Belgique.
Representative at UN 16 Stavestant Oval, New York NY 10009, USA.
- B 5116** International Glaucoma Club
Sec Dr E L Greve, Eye Clinic, University of Amsterdam, Wilhelmina Gashuis, 1e Helmersstraat 104, Amsterdam, Netherlands.
- B 5134** International Pen Friends (IFF)
Prés N O'Donnell, Box 340, Dublin 12, Ireland.
- B 5149** Aquatic Science and Fisheries Information System (ASFIS)
Système d'information sur les sciences aquatiques et la pêche.
ASFIS, c/o COI/Unesco, 7 place de Fontenoy, F-75700 Paris, France.
- B 5157** (new title) Independent Commission on International Development Issues
Commission indépendante sur les problèmes de développement international
- B 5185** National Jewish Welfare Board
Disolved.
- B 5203** Volunteer Missionary Movement (VMM)
Director Edwina Gateley, Shenley Lane, London Colney (Herts) AL2 1AR, UK. T. 24853.
- B 5204** Council for International Contact (CIC)
Director George McGovern, 9 Grosvenor Gardens, London SW1, UK. T 828 7554, Tx 916452, C. Inton, London SW1.
- B 5212** European Space Association (ESA2)
Association spatiale européenne
SG Hans Huneke, 26 Inglenore Rd, London SE23 2BE, UK.
Assistant Sec Ian F Downie, 32 Carrment Drive, Ardeer, Stevenston (Ayrshire), UK. T. 61740.
- B 5290** International Centre for Educational Research
Centre international d'études pédagogiques (CIEP)
Director Jean Aubé, 1 rue Léon Journaud, F-92310 Sevres, France.
- B 5294** International Corrosion Council (ICC)
Conseil international de la corrosion
Chairman Herbert H Uhlig, Massachusetts Institute of Technology, Dept Metallurgy and Materials Science, Room 16-301, Corrosion Laboratory Cambridge MA 02139, USA

La nouvelle édition française de

Annuaire des Organisations Internationales 1980

Sortira de presse en octobre 1979.
Pour bénéficier du prix de pré-publication envoyez-nous d'urgence le bon commande p. 384 dûment complété.



INTERNATIONAL CONGRESS CALENDAR

19 EDITION

1979

Les informations faisant l'objet de cette rubrique constituent les suppléments au «Annual International Congress Calendar» 19e édition, 1979

Le signe • indique un changement ou complément aux informations publiées précédemment.

6^e Supplément

1979 Jul 1-4 Albany (NY, USA)
Int symposium on oxides and related redox systems III (ISOX).
Dr H S Mason, Dept of Biochemistry, School of Medicine, University of Oregon, Portland, OR 97201, USA.

1979 Jul 2-7 Brno (Czechoslovakia)
Int geodetic conference and session of the permanent board of I FB. Development tendencies of automation in geodesy, the application of geodesy engineering in other branches of the national economy.
Central Board of the Czechoslovak Scientific and Technological Society, 11001 Praha J. Sroka 5, CS.

1979 Jul 2-7 (Canary Islands, Spain)
UN Economic Commission for Europe. Seminar on co-operative technological forecasting. Solar energy.
Palais des Nations, CH-1211 Geneva 10.

1979 Jul 3-5 Brno (Czechoslovakia)
16th Conference on electron microscopy
Medical Faculty of the J E Purkyně University Brno, 600 00 Brno.

1979 Jul 4-5 Brussels (Belgium)
Int Council of Scientific Unions. 11th Meeting general committee.
F.W.G. Baker, 51 Bd de Monmorency, F-75016 Paris.

1979 Jul 4-5 London (UK)
Ciba Foundation. Symposium on drug concentrations in neuropsychiatry.
Deputy Director, Ciba Foundation, 41 Portland Place, London WIN 4BN.

1979 Jul 4-6 Johannesburg (S. Africa)
Int-Union Commission on Geodynamics. Reunite Gondwanaland. (YB no B 4486)
Prof. R.D. Russell, University of British Columbia, 2075 Westbrook Place, Vancouver V6T 1WS, Canada.

1979 Jul 4-7 Bordeaux (France)
Association of Partially or Wholly French-Language Universities/ Agence de Coopération Culturelle et Technique. 2^e Session de perfectionnement en gestion universitaire.
AUPELF, 173 Bd Saint Germain, F-75272 Paris cedex 06.

1979 Jul 5-6 Lisbon (Portugal)
2nd Wool chromatography conference.
Alena Enterprises of Canada (ALENCA), Box 1779, Cornwall, Ont. Canada K6H 5V7.

1979 Jul 5-9 London (UK)
Int conference of university teachers P- 250
Mr. L. Evans, Director, Centre for Educational Technology, City University, Northampton Square, London EC1

6th Supplement

1979 Jul 9-13 Salt Lake City (UT, USA)
4th Int meeting on Boron chemistry (inorganic and organic boron chemistry)

Conference and Institute. 4th Boron Meeting, Division of Continuing Education, 1152 Ames Building, University of Utah, Salt Lake City, UT 8412.

1979 Jul 8-14 Fort Collins (CO, USA)
Int Association for Bridge and Structural Engineering. 5th Int conference on «Wind engineering». Dr J E Cermek, Fluid Mechanics and Wind Engineering Program, Dept of Civil Engineering, Colorado State University, Fort Collins, CO 80523.

1979 Jul 9-12 Paris
(France)
UN Economic Commission for Europe. Seminar on the role of women in the ECE region. (YB n° B 4176)

ECE, Palais des Nations, CH-1211 Geneva 10.

1979 Jul 9-12 Tunis (Tunisia)

Institut de Linguistique Int. Colloque: Le patrimoine linguistique arabe.

M Mohamed Maamouri, Directeur de l'Institut Bourguiba des langues vivantes. 47 avenue de la Liberté, Tunis,

1979 Jul 9-13 Canterbury (UK)
The Chemical Society. Int conference on mechanisms of reaction in solution.
Dr J F Gibson, Chemical Society, Burlington House, London W1V 0BN.

1979 Jul 10-11 Glasgow (UK)
Int Association for Bridge and Structural Engineering. Int seminar on : The investigation of structural distress.
(YB no A 1177)
Macdata, Paisley College of Technology, High Street, Paisley, PA 1 2BE, UK.

1979 Jul 11-18 London (UK)
4th Lithuanian world youth congress. P : 450.

Mr A Vilenskas, Secretary, Lithuanian Assn in UK, 5 Holmside Road, London SW12 8RJ.

1979 Jul 13-16 Kyoto (Japan)
Int Congress of personality assessment. P : 200.
Organizing Committee, Int. congress of personality assessment, Dept to literature, Doshisha Univ, Kyoto.

1979 Jul 14-17 Toronto (Canada)
Int symposium on alcohol and aldehyde metabolizing systems.
Dr R G Thurman, Dept of Pharmacology, University of North Carolina, Chapel Hill NC 27514, USA.

1979 Jul 15-18 Ann Arbor (MI, USA)
Int symposium on microsomes and drug oxidations.
Dr M J Cooper, Dept of Biological Chemistry, University of Michigan, Ann Arbor, MI 48109, USA.

This
cal-
endar
is a
mon

1979 Jul 15-20	Queenstown (New Zealand)	3rd Int conference on ski trauma and skiing safety. Chairman: M Lamont, PO Box 13-322, Onehunga, Auckland 6, NEW ZEALAND
1979 Jul 16-19	London (UK)	Biennial conference on endocrinology. Conference secretariat Endocrinology '79. The Endocrine Unit Royal Postgraduate Medical School, Du Cane Road, London W12 OHS
1979 Jul 16-20	Cambridge (MA, USA)	Conference on int food and nutritional policies: Prospects and strategies for the 1980's. Director of Summer session, Room E19-356, Massachusetts Institute of Technology Cambridge, MA 02139.
1979 Jul 16-20	Guildford (UK)	Int environmental psychology conference. Miss N Hunter, Dept of Psychology, University of Surrey, Guildford, Surrey GU2 5XH.
1979 Jul 16-Aug 24	New York (USA)	United Nations, 3rd UN Conference on the law of the sea, resumed session. New York, NY 10017, USA. (YB no A 3375)
1979 Jul 19-21	Cardiff (UK)	Int symposium on bioengineering and the skin. D R Marks, Dept of Medicine, Welsh National School of Medicine, Health Park Cardiff CF4 4XX.
1979 Jul 22-28	Geneva (Switzerland)	European Association for Humanistic Psychology, 3rd European conference for humanistic psychology: Reaching out. AEPH, 42 chemin de la Grebe, CH-1214 Vernier-Geneva.
1979 Jul 22-28	Swansea (UK)	Int conference on psychology and medicine. Dr D J Oborne, Dept of Psychology, University of Swansea, Swansea.
1979 Jul 23-26	Cambridge (UK)	6th int symposium on synthesis in organic Chemistry. Dr M D Robinson, The Chemical Society, Burlington House, Piccadilly, London W 1 V OEW.
1979 Jul 23-27	La Jolla (CA, USA)	Microcirculatory Society of the USA, 2nd World conference. Dr B W Zwilach and Dr Y C Fung, Ames-Bioengineering, University of California, San Diego, CA 92093.
1979 Jul 23-28	Cordoba (Argentina)	Int Association for Bridge and Structural Engineering/IABSE Group in Argentina, 20th South American meeting of engineers and 6th Panamerican symposium on structures. (YB no A 1177) Dept de Estructuras, Facultad de Ciencias Exactas, Fisicas y Matematicas, Ciudad Universitaria, Casilla de Correo 916, 5000 Cordoba.
* 1979 Jul 23 - Aug 4	Varese (Italy)	Int-Union Commission on Geodynamics, Conference on physics Of the Earth's interior. (YB no B 4486) Prof. R.D. Russell, University of British Columbia, 2075 Westbrook Place, Vancouver V6T 1W5, Canada.
1979 Jul 24-26	Paris (France)	Int Association of French Studies, 31 e Congres : Villon: les poèmes à forme fixe; fantastique et surréaliste à l'époque romantique. M R Garapon, professeur à la Sorbonne, 11 place Marcellin Berthelot F-75005 Paris.
1979 Jul 27-30	Northampton (UK)	Simplified Spelling Society, 2nd Int conference : Improving spelling. Conference Convener, Fergus McBride, 10 Argyle Crescent, Edinburgh 15, UK.
1979 Jul 30-Aug 3	Oxford (UK)	Int symposium on the pharmacology of thermoregulation. Dr B Cox, Medical School, Manchester University, Manchester M13 9PT.
1979 Jul 31 - Aug 8	Aleppo (Syria)	Committee on Science and Technology in Developing Countries, Conference : Role of universities in national development. Dr S. Radhakrishna, COSTED Sec, Indian Institute of Science, Bangalore 560012, India.
1979 Aug 4-8	Perth (Australia)	Int conference of urinary calculus disease. University Dept of Surgery, Royal Perth Hospital, Box X2213, GPO, Perth.
1979 Aug 7-15	Regensburg (Germany, Fed Rep)	Ht Arthurian Society, 12th Congress, (YB n° A 3853) M Reinhard G Leissner, secrétaire du Congrès Int arthurie. Universitätsstrasse 37, Postfach, D-8400 Regensburg.
1979 Aug 13-15	Athens (Greece)	Société Montessori des USA, Symposium Int : Pleins feux sur l'enfance. AMS, 150 Fifth Avenue, New York, NY 10011, USA.
* 1979 Aug 20-24	Ghent (Belgium)	World Union of Former Students of the Jesuit Fathers, 13e Congres européen des anciens élèves et étudiants de la compagnies de Jésus ; Le Christianisme et l'avenir de l'Europe. (YB n° B 6169) College Sainte-Barbe, Savastraat 33, B-9000 Ghent
1979 Aug 27-31	Dublin, (Ireland)	Int Union of Pur., and Applied Chemistry, 3rd Int Conference on chemical education. (YB n° A 2767) Dr M. Williams, Ex. Sec, Bank Court Chambers, 2-3 Pound Way, Cowley Centre, Oxford OX4 3YF, UK.
1979 Aug 29-31	Caracas	(Venezuela) 2nd Int symposium on arterial hypertension. Dr Manuel Velasco, AP 76333, El Marquez, Caracas 107.
* 1979 Aug 29-Sep 1	Cologne (Germany, Fed Rep)	Int conference on lipid biochemistry. Dr R Schaur, Biochemisches Institut, Christian-Albrechts-Universität Otto-Meyer-hof-Haus, Olshausenstrasse 40-60, D-2300 Kiel, Germany Fed Rep.
1979 Aug 30-Sep 1	(Czechoslovakia)	7th Int scientific seminar on special pedagogy. Pedagogical Faculty of the Palacky University Olomouc, 770 00 Olomouc, Czechoslovakia.
1979 Aug 31- Sep 8	Durham	(UK) Int Union of Crystallography, Int Summer School on characterization of crystal growth defects by X-Ray methods. (YB no A 2708) Prof S.E. Rasmussen, Dept of Chemistry, Aarhus University, DK-8000 Aarhus, C. Denmark.
1979 Sep 2-5	London (Canada)	Int-Union Commission on Geodynamics, Conference on geophysical and geochemical history of the earth. (YB no B 4485) Prof R.D. Russell, University of British Columbia, 2075 Westbrook Place, Vancouver V6T 1W5, Canada.
1979 Sep 4-11	Plock-Torun-Gdansk (Poland)	Int Union of Geological Sciences/Int Union for Quaternary Research Conference : Vistulian stratigraphy. (YB no A 2723/A 2663) Prof W.W. Hutchison, Room 177, 601 Booth Street Ottawa ONK1A 0E8, Canada.
1979 Sep 5-7	Nagoya (Japan)	Seminar on atomic process in fusion plasmas Organizing Committee, Nagoya Seminar, Institute of Plasma Physics, Nagoya University, Furo-cho, Chikusaku, Nagoya 464.
1979 Sep 5-9	Madras (India)	Int Association for Bridge and Structural Engineering, Indian National Group, Seminar: Pile foundations, corrosion, detailing and ground anchors. (YB n° A 1177) Mr P.C. Bhasin, Secretary of the Indian National Group of IABSE, Jamnagar House, IDA Building, Ground Floor Sharjah Road, New Delhi- 110011, India.
1979 Sep 6-8	Prague (Czechoslovakia)	Int Society for Mandible and Face Surgery, 4th Congress. Czechoslovak Stomatological Society, 11th Stomatological Clinic, Prof Dr J Toman, Dr Sc Karlovo ram 32, 120 00 Prague.
1979 Sep 6-9	Bozeman (MT, USA)	Int Committee on Laboratory Animals, 3rd Int workshop on nude mice (congenitally thymus-deficient mice) with the subtitle « The potentials and limitations of the nude mouse ». (YB no A 1632) Mrs Jerie Beyrodt, Workshop Secretary, 3rd Int Workshop on Nude Mice, Dept of Microbiology, Montana State University, Bozeman, MT 59717, USA.
1979 Sep 9-12	New Orleans (LA, USA)	American Nuclear Society, Int meeting on technology laws and institutions. Mr L Manning Muntzing, DOUB. PURCELL, Muntzing and Hansen, 1775 Pennsylvania Ave., NW, Washington, DC 20006.
1979 Sep 9-12	Prague (Czechoslovakia)	5th European Anatomic Congress Czechoslovak Anatomic Society, Prof Dr E Kliko DrSc, Histological Institute of the Faculty of General Medicine at the Charles University, Albertov 4, 120 00 Prague.
1979 Sep 9-15	Prague	(Czechoslovakia) Int Bureau for Tourism and Youth Exchanges, 14e Rencontre des organisateurs de voyage de la jeunesse et des étudiants du BIIEJ. (YB no A 1423) BIIEJ, BP 147, 1369 Budapest, Hungary.
1979 Sep 10-12	London (UK)	Mrs A Fortescue, Conference Associates Ltd, 34 Stamford Road, London V8 8PZ.
1979 Sep 10-14	Libice (Czechoslovakia)	Int Committee Of Slavic Specialists, Int Commission for Lexicography and Lexicography. Institute for the Czech Language of the Czechoslovak Academy of Sciences, Letenska 4, 110 00 Prague 4.
1979 Sep 10-14	Rome (Italy)	Int Institute for the Unification of Private Law, Comité d'étude sur la codification progressive du droit du commerce int. 1ère session. (YB no A 2136) 28 via Partanna, 1-00184 Rome.
1979 Sep 10-14	Warsaw (Poland)	UN European Economic Commission, Seminar on forecasting, programming and planning in the Chemical industry. (YB no B 4176) Palais des Nations, CH-1211 Geneva 10.

1979 Sep 12-14 (Hungary) Int Savings Banks Institute. Colloque int : LES caisses d'épargne- partenaire du progrès économique et social. 1-S rue Albert Goss. CH-126 Geneva.	Budapest	1979 Sep 12-14 (Belgium) Consultative committee of the Bars and Law Societies of the European Community.
1979 Sep 14 Int Council of Hide, Skins and Leather Traders Associations Conference P : 45 Mr P Gray. London Chamber of Commerce, and Industry, 69 Cannon street London EC4.	London (UK)	Working committee meeting. CCBE, avenue Siegers 356, b- 1200 Brussels (YB n° B 0412)
1879 Sep 14 Consultative Committee of the Bars and Law Societies of the European Community. Meeting (on the occasion of the UIA congress). OCBE, avenue Siegers 356 B-1200 Brussels.	Cannes (France)	1979 Sep 23-25 LAS VEGAS (USA) American Society for Quality Control, Energy Division. 8th Annual energy conference. OA in the energy field - Can you meet the challenge ? Ex. Quality assurance show F B Hyland, Westinghouse, PO Box 1313, Pensacola, FL 32586, USA.
1979 Sep 16-20 Int Association of Biological Standardization. 16th Congress : Animals ; Their standardization to improve research, production and tasting of biologicals. (YB no A 4498) SS Kelter Ph D. Director. Dept of Microbiology, and Infectious Diseases. Southwest Foundation Research and Education. PO Box 28147, San Antonio, TX 78284.	San Antonio (TX, USA)	* 1979 Sep 23-29 World Airlines Clubs Association. 12th Annual general assembly, P : 500. C : 35. Mr David Larkin. Secretary General, WACA, 11 Bunces Close, Eton Wick, Windsor, Berks SL4 6PL, UK.
1979 Sep 17 D Jose D Orlon Jr. Director-General. Phil. Council of Agriculture and Resources Research. BTI Economic Garden, Los Banos.	Manila (Philippines)	1979 Sep 24-25 Ghent (Belgium) Int Union of Pure and Applied Chemistry. Conference on polymeric amines and ammonium salts. (YB no A 1767) Dr. M. Williams. Ex. Sec. Bank Court Chambers. 2-3 Pound Way Cowley Centre. Oxford OX4 3YF, UK.
1979 Sep 17 Int USSR Chamber of Commerce/Comité d'Etat pour la Science et la Technologie de l'URSS/Chambre de Commerce de l'URSS. Conférence sur la coopération Est-Ouest dans le domaine de l'environnement et de la technologie. (YB no A 1490) 38 cours Albert Ier, F-74008 Paris.	Sep	1979 Sep 24-28 London (UK) 3rd Int reunion for the history of nautical science and hydrography. The Conference Officer. National Maritime Museum, London SE10 9NF.
1979 Sep 17-22 4th Central Colleges conference in Southeast Asia regional meeting of World Organization of National Colleges Academies. Academic Association of Family Physicians and General Practitioners. P : 800. C : 7. Dr Eduardo B Morales. President. Philippine Academy of Family Physicians Inc. Rm 403 Katigbak Bldg. A Mabini cor. T M Kalaw, Philippines.	Manila (Philippines)	1979 Sep 25-27 Karlov Vary (Czechoslovakia) 21st Conference on porcelain. Results of research and development of progressive technology and innovations in the branch : Household China, electro-porcelain, technical porcelain, sanitary and household ceramics, line ceramics, raw materials. Czech Scientific and Technological Society - The Silicate Society. 11668 Praha 1. Novotnovo lavka 5, CS.
1979 Sep 17-22 Sherbrooke (Canada) Sherbrooke University /Association of Partially or Wholly French-Language Universities. Colloque sur l'éducation permanente à l'université et le défi des années 80 : innovations, contraintes et perspectives. (YB no A 0156) AUPELF. Université de Montréal, BP 6128. Montreal Canada H3C 3J2.	Sherbrooke (Canada)	* 1979 Sep 26-28 Strbske Pleso (Czechoslovakia) 2nd Symposium of socialist countries on clinical biochemistry. Czechoslovak Society of Clinical Biochemistry. Prof Dr R.T. Niederland DrSc, Dept of Clinical Biochemistry, Karlovo nam 32, 120 00 Prague 2.
1979 Sep 18-20 Marianske Lazne (Czechoslovakia) Conference on : - Diagnostics and security of digital systems - Méthode of operating tests - For digital systems - Realisation of automatic diagnostical systems - Suggestion for easily tested circuits - Safety against defects. Czech Scientific and Technological Society-Electrotechnical Society 110 01 Praha 1. Siroka 5, CS.	Prague (Czechoslovakia)	1979 Sep 27-Oct 2 Athens (Greece) Int Union of Geological Sciences. Conference on mediterranean neogene. (YB no A 2723) W.W. Hutchison, SG, Room 77, 601 Booth Street, Ottawa ON K1A 0E8, Canada.
1979 Sep 18-21 Suva or Nadi (Fiji) UN Economic and Social Commission for Asia and the Pacific/UN Development Programmes. Symposium : Pandemic potential in Island Arcs, small Ocean Basins, submerged margins and related areas. (YB no B 4177) COOP/SOPAC Technical Secretariat to Mineral Resources Department Private Mail Bag, GPO Suva Fiji.	Prague (Czechoslovakia)	* 1979 Sep 29-Oct 7 (Corse) and Paris (France) Int Union of French-Language Journalists and Press. 15e Congrès int de la presse scrite et audiovisuelle de langue française : Le français, langue de travail. P : 200. C : 25. (YB no A 1285) UUPFL, 3 Cite Bergerie, F-75009 Paris.
1979 Sep 18-24 (Denmark) Int Union of Geological Sciences. Conference : Cretaceous-Tertiary boundary events. (YB no A 2723) Prof W.W. Hutchison. Room 177, 601 Boo Street, Ottawa ON K1A 0E8, Canada.	Copenhagen	1979 Sep 1st Geneva (Switzerland) Int Council of Voluntary Agencies. Interphil. Seminar on increasing voluntary income. (YB no A 1762) ICVA, 17 avenue de la Paix, CH-1202 Geneva.
1979 Sep 19-20 Lyon-Villeurbanne (France) Société de Chimie Industrielle. Reunion . Apport de l'informatique à l'analyse industrielle pour le contrôle et la conduite des procédés. Société de Chimie industrielle. 28 rue Saint Dominique, F-75007 Paris.	London (UK)	1979 Sep Ostrava (Czechoslovakia) 4th Int conference on electro-steel workers. Czechoslovak Scientific-Technological Society - VUHZ Dobra, 739 51 Dobra - Dom technicky CVTS, 72806 Ostrava. Jesenskoho 7, CS.
* 1979 Sep 19-20 Trondheim (Norway) Int Council for Building Research Studies and Documentation. Working Commission W61-Joints and exterior walls, meeting. Danish Building Research Institute. Postboks 119. OK-S970 Horsholm, Denmark.	London (UK)	1979 Oct 2-10 Karlov Vary (Czechoslovakia) « Cima 78 » - 3rd Int symposium on the provision of supplies and the network of storage facilities in big cities. Progressive foreign achievements in the branch resulting in the increased development of forces of productions, proportional growth of production and rational procedures in the development of material and technological base for the distribution of products.
1979 Sep 19-23 Fédération int des Entreprises de Nettoyage. Conference. P : 120. Mr W Horogef. Secretariat- FIDEN. Postfach 1611. CH-3001 Berne.	London (UK)	Czech Scientific and Technological Society - Committee for Handling Material. 110 01 Praha I, Siroka 5, CS
1979 Sep 22-25 Amsterdam (Netherlands) Int Union of the History and Philosophy of Science/DHS. Int symposium on Chr. Heygens. L.J. Cohe. SG. Queen's College, Oxford, UK	Amsterdam (Netherlands)	1979 Oct 8-10 Karlov Vary (Czechoslovakia) Conference on : « Tribotechnics in theory and practice (Development in tribology and the transfer of scientific-technical knowledge into tribotechnical practice). Development of science and technology in friction research, the wear-off and lubrication of machines. Applications in practices for the construction and maintenance of machines.
1979 Sep 22-29 Hannover (Germany Fed Rep) Int Union of the History and Philosophy of Science. 6th Int congress of logic, methodology and philosophy of science. (YB n° A 2786) L.J. Cohe. SG. Queen's College, Oxford, UK.	Hannover (Germany Fed Rep)	f. Siroka 5, CS
1979 Oct (Tunisia) Int Committee of the Red Cross. Seminar on the dissemination of humanitarian law. (YB n° A 1623)		1979 Oct Oct (Tunisia) Int Committee of the Red Cross. Seminar on the dissemination of humanitarian law. (YB n° A 1623)
17 avenue de la Paix. CH-1211 Geneva.		1979 Oct 10-12 London(UK) Int Social Security Association. Regional conference: Speeding up of settlement of migrants benefit claims. P : 100. (YB n° A 2468) Mrs R Blunt. Department of Health and Social Security. 10 John Adam Street London WC2

1979 Oct 11-14 (West)	Berlin	1979 Nov 1 Workshop of reproductive immunology. P : 50. C : 11 c/o Kyoto Int conference hall, Takara-ike, Sakyo-ku, Kyoto 606.	Kyoto (Japan)
Association for the Treatment of Diseases in Small Animals. Annual convention Co AMK Berlin, Postfach 1917 40, Messedamm 22, D-1000 Berlin 19.			
1879 Oct 12-13 Europe academy of Anaesthetics Meeting. P : 70 Prof Sykes. 58 Comingham Road London NW1 1.	London (UK)	1979 Nov 2-5 Société d'Optometrie d'Europe. 13th Int congress. p : 200. Mr J Thiriet President Société d'Optometrie d'Europe, BP 8. Bureau des Postes Place Poelaert 37, B-1000 Brussels.	London (UK)
1979 Oct 12-15 3rd European conference on psych-Analytic. P : 350. Dr A Holder, European Psychoanalytical Federation. 15 Elsworth Road, London NW3	London (UK)	1979 Nov 5-6 Conference: Quantum - chemical aspects of biomolecules: Their structures and functions. P : 80. C : 10. c/o Kyoto Int conference hall, Takara-ike, Sakyo-ku, Kyoto 606.	Kyoto (Japan)
1978 Oct 14-17 Swiss Association for Atomic Energy. Meeting on the breeder reactor and Europe Swiss Association for Atomic Energy, PO Box 2613, CH-3001 Bern.	Lucerne (Switzerland)	1979 Nov 7-10 Inter-Union Commission on Geodynamics. Conference on geodynamics of the Pacific Coast. (YB no B 4486) Prof R.D. Russell, University at British Columbia, 2075 Westbrook Place, Vancouver V6T 1WS Canada.	San Diego (CA, USA)
1979 Oct 14-18 1st AMES-VISUM Virology conference on latent and persistent virus infections in man 1) the role of viruses in disorders of the central nervous system : measles and related viruses, 2) herpes viruses, 3) viral hepatitis. The Virology Conference Secretariat, PO Box 983, Jerusalem.	Jerusalem (Israel)	1979 Nov 11-12 World Meteorological Organization. Technical conference on aviation meteorology Application of aeronautical meteorology to operating efficiency and safety of an operations. (YB no A 3556) WMO, CP 5. CH-1211 Geneva 20.	Geneva (Switzerland)
1979 Oct 15-17 World Meteorological Organization. Symposium /Workshop on digital radar reflectivity processing with applications to hydrometeorology. WMO. CP 5. CH-1211 Geneva 20.	Edmonton (Canada)	1979 Nov 12-13 2nd Asian regional congress on radiation. P : 400. Dr Celia T Ananillo, Président, Philippine Association for Radiation Protection. San Lazaro Compound, Manila.	Manila (Philippines)
1979 Oct 15-19 Inter-American Press Association. General membership meeting. 2911 N W39th Street Miami, FL 33142, USA.	Toronto (Canada)	1979 Nov 13-14 Int symposium on reactor safety. dr W Schulz, Gesellschaft für Reaktorsicherheit, PO Box 101650, Glockengasse 2, Cologne I.	Munich (Germany, Fed Rep)
1979 Oct 15-20 Symposium « Geo-ecological survey in agglomerations of cities and big cities ». Parti- cation of the CMEA member states. Geophysical Institute of the Czechoslovak Academy of Sciences, Brno. Mendelova 1, c/o Dr. J. Rausler CSC.	Brno (Czechoslovakia)	1979 Nov 15-16 Int Telegraph and Telephone Consultative Committee. Study Group XIV. meeting. P : 250. C : 40. c/o Kyoto Int conference hall, Takara-ike, Sakyo-ku, Kyoto 606.	Kyoto (Japan)
1979 Oct 17-19 World Meteorological Organization. RA III Working group on agrometeorology. 2nd session/RA IV Working group on agricultural meteorology. 1st session. (YB no A 3556)	Bogota (Colombia)	1979 Nov 17-18 Int Conference « Musica viva 5 ». Pedagogical Faculty of the J E Purkyne, University Brno. 60000 Brno, Czechoslovakia.	Brno (Czechoslovakia)
1979 Oct 17-19 UN Economic Commission for Europe. Committee on Housing, Building and Planning. Seminar on the improvement of housing and its surroundings. Palais des Nations. CH-1211 Geneva 10.	Prague (Czechoslovakia)	1979 Nov 18-19 Union of Latin-American Universities. 8th General assembly : Université et Etat, education et diplômes, la droit d'accès à l'enseignement supérieur. UDUAL. Apartado postal 70232. Ciudad universitaria. Mexico 20, DF.	Mexico (Mexico)
1979 Oct 20-23 Area conference of the Church of Jesus Christ of the Latter Day Saints. P : 4000. Mr Stephen K Iba, President Phillipine Manila Mission. Church of Jesus Christ of Let- ter Day Saints. Bel Air Village no 2. n° 4 Comet St. Makati. MM. Philippines.	Ten Hagus (Netherlands)	1979 Nov 19-20 (UK)	
1979 Oct 22-24 1 st Int home warranty conference. P : 400 Miss Lismore, National Housebuilding Council, 58 Portland Place, London W1.	London (UK)	1979 Nov 20-21 Int Epidemiological Association. Meeting. c/o Ciba Foundation, 41 Portland Place, London W1N 4BN.	(YB no A 1806)
1979 Oct 22-25 World Meteorological Organization. Technical conference on rain enhancement in the Sahel. WMO. CP 5, CH-1211 Geneva 20.	Niamey (Niger)	1979 Nov 21-17 (India)	
1979 Oct 22-26 Int colloquium : Teacher and pedagogic sciences - Pedagogic Faculty of the Charles University, Rettigova 4, 11000 Prague.	(Czechoslovakia)	1979 Nov 21-22 Committee on Science and Technology In Developing Countries. Workshop on scientific instrumentation.	Madras
1979 Oct 29-Nov 2 Institution of Electrical Engineers. 2nd int conference on automotive electronics IEE Conference Dept Savoy Place, London WC2R 0BL	London (UK)	1979 Nov 22-23 UN ECE. High-level meeting on protection of the environment. Palais des Haltons. CH-1211 Geneva 10.	Geneva (Switzerland)
1979 Oct World insurance conference. Hon. Gregorio C Arnaldo. Asian Institute of Insurance. PPL Bldg. UN Avenue, Manila.	Manila (Philippines)	1979 Nov 23-19 World Meteorological Organization. Wind energy meeting. WMO, CP 5. CH-1211 Geneva 20.	Geneva (Switzerland)
1979 Oct Conference « Flexible production systems of machining ». Machine parts production - rationalization forms of application of flexible production systems in machining. Czech Scientific and Technological Society-Machinery Building Society 11001 Praha 1. Siroka 5, CS.	Karlovy Vary (Czechoslovakia)	1979 Nov 23-19 World Meteorological Organization. 12th Session of the typhoon committee. WMO, CPS, CH-1211 Geneva 20.	Kuala Lumpur (Malaysia)
1979 Oct 3rd Int symposium Physiology and ecology of cultivated edible mushrooms. Most recent achievements of research and new technological processes Czech Scientific and Technological Society - The Agricultural Society 116 68 Praha 1. Siroka 5, CS.	Prague (Czechoslovakia)	1979 Nov 24-25 Commemorative symposium of the int Children's Year. c/o SIMUL Int. Inc. Kowa Bldg no 9 1-3-10. Alasaka. Minato-ku. Tokyo 107.	Tokyo (Japan)
1978 Oct Int conference « Disorders of Metabolism of farm animals » Veterinary College Brno. 600 00 Brno. CS	(Czechoslovakia)	1979 Nov 25-27 Int Federation of Freight Forwarders Associations/Int Chamber of Commerce. 1st Asian transport conference of freight forwarding. Regional Secretariat for Asia. 28 B. Nariman Bhavan. Nariman Point. IND-400 021 Bombay.	New Delhi (India)
1979 Nov 26-29 Japan Institute of Metals/American Society for Metals. 2nd Int symposium on hydrogen in metals.		1979 Nov 26-29 Mr Hirokit Sasaki, Secretary-general, JIMIS-II Secretariat Japan Institute of Men's. Aoba Aramaki, Sendai 980, Japan.	Minakami Spa (Japan)
1979 Nov 26-Dec 1 World Veterans Federation. 16th General assembly. P : 1000. (YB no A 3605) Gen Romeo Espino, President. Veterans Federation of the Phil. Veterans Memorial Annex Bldg. Aroceros Street Manila.		1979 Nov 26-Dec 1 (Philippines)	Manila

1979 Nov 4th Int ocean symposium c/o SIMUL Int inc., Kowe Bldg n°9, 1-8-10, Akasaka. Minato-ku. Tokyo 107	Tokyo (Japan)	Vienna (Austria) 6th Int congress « Data processing in Europe » Opportunities and limits of information processing. Sekretariat 6.Int Kongress Datenverarbeitung im Europäischen Raum. c/o Intercon- vention, PO Box 35. A-1005 Vienna.
1979 Nov Int Congress on seat belts c/o SIMUL Int inc., Kowe Bldg n°9, 1-8-10, Akasaka. Minato-ku. Tokyo 107	Tokyo (Japan)	San Jose (Costa Rica) (YB no A 1094)
1979 Nov Int Bureau for Tourism and Youth Exchanges. Séminaire Int sur les questions de l'éducation et de la formation des guides et des interprètes. (YB no A 1422) BITEX. BP 147. 1339 Budapest. Hungary.	(Italy)	London (UK) Int conference on biological engineering, p : 700. Mr K Copeland. Hon. Secretary. Biological Engineering Society. Biophysics Department Faculty of Medical Sciences. University College. Gower Street, London WC1.
1979 Dec 2-5 1st Asian congress of anaesthesiologists. P : 400. Dr L. L. Angos. President Philippine Society of anaesthesiologists. PMA Midg. North Avenue. QC. Philippines	Manila (Philippines)	Cambridge. (UK) Institute of Physics. Vacuum Group. Conference on « Vacuum devices ». The Meetings Officer. The Institute of Physics, 47 Belgrave Square. London SW1X BOX.
1979 Dec 2-7 Association of Partially or Wholly French -Language Universities. Séminaire de concertation des responsables des services de coopération des universités membres de l'AUPELF. (YB n° A 0156) AUPELF. BP 10 017 Liberté. Dakar. Sénégal.	Rabat (Morocco)	London (UK) 1st Int congress on « Death and dying ». P : 500-600. Mr Tony Waters. Freeland Services. 37 Maida Vale. London W9 1TW.
1979 Dec 4-6 3rd Int online information meeting. Ex : Viewdata and electronic publishing exhibition. DIALOG Information Retrieval Service. 37-39 Oxford Street, 5th Floor. London W1R 2LL	London (UK)	BATH (UK) Institute of Physics. Atomic Collisions in Solids Group. Conference UEB-2 : Low energy beam. The Meetings Officer, The Institute of Physics. 47 Belgrave Square, London SW1X
1979 Dec 10-14 Int Union of Pure and Applied Chemistry. 20th Int conference on coordination chemistry. (YB no A 2767) Prof D Banerjea. Dept of Chemistry. Calcutta University. 95 Acharya Prafulla Chandra Road. Calcutta 700009.	Calcutta (India)	Nairobi (Kenya) (YB n° B 4161)
1979 Dec Symposium: « Modernization of teaching processes in teaching welding workers » Applicability of latest pedagogical and psychological knowledge in lecturing on welding and on other mechanical skills connected with welding. Czech Scientific and Technological Society - Welding Committee. 116 68 Praha 1. Novotnáho luka 5. CS.	High Tatra Mountains (Czechoslovakia)	Athens European Federation of Corrugated Board Manufacturers. 16th Congress. FEFCO. 37 rue d'Amsterdam. F-75005 Paris.
1979 Dec 4th quart Symposium on photo resistants for electrotechnics. Application and processing of photoresistants in electrotechnical industry, in semi-conductor technology, in surface connections production and in chemical machining. For technologists and development workers.	Brno (Czechoslovakia)	London (UK) Institution of Electrical Engineers. Int conference: Effective use of electricity in buildings. IEE, Conference Department Savoy Palace, London WC2R OBL
1979 Dec 4th quart 3rd Int spinning conference : Most recent development of technology and working methods in the branch.	Pardubice (Czechoslovakia)	Berlin (West) Int Association of Congress Centres. 22th General assembly. Secrétaire générale. J. Delobel. Palais des Congrès de Versailles. 8-10 rue de le Chancellerie. F-7500 Versailles.
Czech Scientific and Technological Society - The Society for Textile, Clothing and Leather industries. 110 01 Praha 1. Siroka 5. CS.	(Czechoslovakia)	London (UK) Pan American Life Insurance Company. 13th Int convention. Mr Herman Argstegni. Pan American Life Insurance Company, PO Box 60219. New Orleans 70160. USA.
1979 Dec 4th quart Int Measurement Confederation. Symposium : Technical diagnostics 79. Sponsored by the int organisation of IMEKO. Increasing the machine and machine systems reliability on a high technical standard. (YB no A 2250) The Central Board of the Czechoslovak Scientific and Technological Society. 110 01 Praha 1. Siroka 5. CS.	(Czechoslovakia)	Athens (Greece) (YB no A 1937)
1980 Jan 23-26 Bonn/Bad Godesberg (Germany, Fed Rep) European Society for Opinion and Marketing Research/Worl Association for Public Opinion Research. 58th ESOMAR seminar on : Opinion polls. (YB no A 0853A 3462) ESOMAR Central Secretariat Raedtstrasse 15. NL-1016 DB Amsterdam.	Stockholm (Sweden)	FU IPC. Boulevard de Charlemagne 1. B-1040 Brussels.
1980 Jan 7-9 Int Union of Pure and Applied Chemistry. Conference on industrial waste water and wastes. (YB no A 2767) Dr. M. Williams. Bank Court Chambers. 2-3 Pound Way. Cowley Centre Oxford OX4 3YF. UK	London (UK)	London (UK) Int word processing exhibition and conference. Mr R. D. Urban. Business Equipment Trade Association. 109 Kingsway. London WC2B 6PU.
* 1980 Feb 12-14 Ciba Foundation. Symposium 78 on metabolic functions of the lung. P : inv. (YB no B 1827) Dr Ruth Porter. Ciba Foundation. 41 Portland Place. London W1N 4BN.	(UK)	Kyoto (Japan) (YB no A 0971)
1980 Feb 15-18 Int Association for Professional Congress Organizers. 12th Annual meeting and general assembly. P : 40. rue aux Laines 1. B-1000 Brussels.	(Yugoslavia)	Nagoya (Japan) (YB n° A 2305)
1980 Feb 26 - Mar 1 Association for Children with Learning Disabilities. 17th Int conference. Sr Joanne Marie Kleibhan. Chairman. ACID Program Committee. 1456 Library Road. Pittsburgh. PA 15234. USA.	Milwaukee (WI, USA)	Perth (Australia) Int Union of Geological Sciences. United Nations Educational. Scientific and Cultural Organization. Int Archean symposium. w.w. Hutchinson. Room 177. 601 Booth Street Ottawa ON K1A 0E8. Canada.
* 1980 Mar 11-13 Ciba Foundation. Symposium 79 on the Biological role copper. P : inv. (YB no B 1827) Dr D C Ewer. Ciba Foundation. 41 Portland Place. London W1N 4BN.	London (UK)	Ghent (Belgium) Int Federation of Automatic Control. 4th Int conference on instrumentation and automation in the paper, rubber, plastics and polymerisation industries. (YB no A 1862) 4th IFAC-PRP Automation conference. Jan Van Rijswijkstraat 58. B-2000 Antwerp. Belgium.
1980 Mar 11-14 Int business computing word processing and information management conference. Ex. BED Exhibitions Ltd. Bridge House, Restmor Way. Wallington. Surrey SM6 7BZ. UK.	London (UK)	London (UK) Western European Airports Association. Annual conference. P : 60. Mr C J Mitcham. Asst. Support Services Manager. British Airports Authority. 2 Buckingham Gate. London SW1.
1980 Jun 9-10 Conference on implantology and biomaterials in stomatology. P : 1000. Mr Haruyuki Kawahara. Osaka Dental University. Osaka. Japan	(UK)	Kyoto (Japan)

1980 Jun 10-12	Shiraz (Iran)	1980 Sep 7-13	Florence (Italy)
Int Federation of Automatic Control/Int Federation of Automatic Control/Int Federation for Information Processing. Conference on systems approach and computer applications for development. (YB no A 1862/1828)	Dr M. Williams, Et. Sec. Bank Court Chambers. 2-3 Pound Way, Cowley Centre, Oxford OX4 3YF, UK.	Int Union of Pure and Applied Chemistry. Conference on macromolecules. (YB n° A 2767)	
Fred Margulies, Hon. Sec. Schlossplatz 12, A-2961 Linz/Linzburg, Austria.		Dr M. Williams, Et. Sec. Bank Court Chambers. 2-3 Pound Way, Cowley Centre, Oxford OX4 3YF, UK.	
1980 Jun 10-12	London (UK)	* 1980 Sep 15-19	London
Ciba Foundation. Symposium on intermediate lobe of the pituitary. P : inv. (YB no B 1627)		(UK) Int Council on Archives. 9th Int congress on archives : The users of archives, and ICA, its achievements and its future. (YB n° A 1768)	
Dr D C Everett; Ciba Foundation, 41 Portland Place, London WIN 4BN.		ICA IX Secretariat do Conference Organising Division, Peter Peregrinus Ltd, 2 Savoy Hill, London WC2R 0EP.	
1980 Jun 16-18	Trondheim (Norway)	* 1980 Sep 15-19	York (UK)
Int Federation of Automatic Control/Int Federation for Information Processing/Norwegian Society for automatic Control. Symposium on automation for safety in shipping		10th European Solid state device research conference - ESSDERC80, and 5th symposium on solid state device technology - SSSDT80. The Meetings Officer, The Institute of Physics, 47 Belgrave Square, London SW1X 8BX UK	
and offshore petroleum operations. Organizing Committee, Arthur B Aune, SINTEF. Automatic Control Division, N-7034 Trondheim/NH.			
* 1980 Jun 16-19	Oslo (Norway)	1980 Sep 16-18	London (UK)
Int Council for Building Research Studies and Documentation. 8th Congress : Building research - world wide. PO Box 20704, NL-3001 JA Rotterdam, Netherlands.	(YB n° A 1723)	EURO/MICRO 80 conference. P : 500. Mr L. Thompson, Technical Manager, Electrical Equipment Division, Hawker Siddeley Dynamics Engineering Ltd, Hatfield, Herts, UK.	
8th Int liquid crystal conference. Mr Shunsuke Kobayashi, Tokyo University of Agriculture and Technology, Tokyo.	Kyoto (Japan)	1980 Sep 16-18	London (UK)
1980 Jun	Cleveland (OH, USA)	Ciba Foundation. Symposium on muscle function and fatigue. P : inv. (YB no B 1827)	
Int Union of Pure and Applied Chemistry. Conference on polyvinyl chloride. Dr. M. Williams, Ex. Sec. Bank Court Chambers. 2-3 Pound Way, Cowley Centre, Oxford OX4 3YF, UK.	(YB n° A 2767)	Dr Ruth Porter, Ciba Foundation, 41 Portland Place, London WIN 4BN.	
1980 Jun	Greenbelt (USA)	1980 Sep 17-19	Basle (Switzerland)
Int Council of Scientific Unions/World Meteorological Organization/JOC. Study conference on land surface processes in climate models. W.G. Balle, 51 bd de Montmorency, F-75016 Paris.	(YB no A 1752/A, 3556)	Institution of Mining and Metallurgy. Eurotunnel '80 conference : Tunnelling in Europe. Ex. Secretary, The Institution of Mining and Metallurgy, 44 Portland Place, London WIN 4BR, UK.	
1980 Jul 24-31	Paris (France)	1980 Sep 22-26	Woods Hole (USA)
Scientific Committee on Oceanic Research/CMG/Int Union of Geological Sciences. Conference on evolution of the South Atlantic. (YB no B 3210/A 2723)		Scientific Committee on Oceanic Research. 3rd Int Congress on history of oceanography. (YB no B 3210) R.J. Currie, Sec. Dunstaffnage Marine Research Laboratory, P.O. Box 3, Oban, Argyll PA34 4AD, UK. C. Marlab, Oban, Argyll PA34 4AD, UK. C. Marlab, Oban.	
R.J. Currie, Sec. Dunstaffnage Marine Research Laboratory, P.O. Box 3, Oban, Argyll PA34 4AD, UK. C. Marlab, Oban.		1980 Sep 29 - Oct 4	Woods Hole (USA)
1980 Jul	Tokyo (Japan)	Scientific Committee on Oceanic Research. Conference on current and future oceanography. (YB n° B 3210) R.J. Currie, Sec. Dunstaffnage Marine Research Laboratory, P.O. Box 3, Oban, Argyll PA34 4AD, UK. C. Marlab, Oban.	
World Citizens. 3rd World citizens assembly. (YB no B 0820)		1980 Sep 30-Oct 3	Kyoto (Japan)
15 rue Victor Duruy, F-75015 Paris.		3rd International conference on ferrites. P : 800, C : 16. On Kyoto Int conference hall, Takara-ike, Sakyo-ku, Kyoto 606.	
* 1980 Aug 3-9	London (UK)	1980 Oct 13-17	San Diego (CA, USA)
Int Union of Pharmacology. Section of Clinical Pharmacology British Pharmacological Society. World conference on clinical pharmacology and therapeutics. P : 1700. Mrs A Fortescue, Conference Associates Ltd, 34 Stanford Road, London WB 5PZ.	(YB n° A 3918)	Inter-American Press Association. General membership meeting. (YB no A 1094)	
Robert J. Ellington, Sec. Nebraska Psychiatric Institute, 602 South 44th Avenue, Omaha, NE 68105, USA.		1980 Oct 13-18	Veldhoven (Netherlands)
1980 Aug 5-7	Manila (Philippines)	UN Economic Commission for Europe. Committee on Water Problems. Seminar on economic instruments for rational utilization of water resources. (YB n° B 4176)	
Int Reading Association. 8e Congrès mondial : Les années 80 : Problèmes et promesses. IRA, 800 Barkdale Road, PO Box 8139, Newark, DE 19711, USA.	(YB no A 24101)	Palais des Nations, CH-1211 Geneva 10.	
1980 Aug 17-23	Wolfeboro (NH, USA)	1980 Oct 29-31	London (UK)
Gordon Research conference on vibrational spectroscopy. Dr E Ippen, Veil Laboratories, Holmdel, NJ 07733, USA.		Int Association of Mutual Insurance Companies. Conference P : 200-300. Ms A Fortescue, Conference Associates Ltd, 34 Stanford Road, London WB 5PZ, UK.	
* 1980 Aug 18-23	Copenhagen (Denmark)	1980 Nov 19-24	Manila (Philippines)
Int Federation for Documentation. 4th Congress : Organization and economics of information and documentation. (YB n° A 1823)		1st World congress of fundamentalists. P : 5000. Rev Gavino Pica, President, Baptist Int Mission of the Phils., 475 Barangka Drive, Mandaluyong, Metro Manila.	
Mrs V Ammundsen, Dansk Central for Documentation, Anker Engelunds Vej 1, DK-2600 Lyngby.		1980 Nov	Dakar (Senegal)
1980 Aug 22-23	Copenhagen (Denmark)	Int Confederation of Societies of Authors and Composers. Congress. (YB n° A 1673) CISAC, 11 rue Kepler, F-75116 Paris.	
Int Federation for Documentation. General assembly. FIO, PO Box 30115, NL-2300 GC The Hague.	(YB no A 1823)	1980	Dubrovnik (Yugoslavia)
1980 Aug 24-30	The Hague (Netherlands)	Int Centre for Heat and Mass Transfer. Symposium : Heat transfer in nuclear safety. P : inv. Prof Zaric, ICHEMT, P.O. Box 522, 11001 Beograd, Yugoslavia.	
Int Federation of Societies for Electron Microscopy. European regional conference on electron microscopy. Robert J. Ellington, Sec. Nebraska Psychiatric Institute, 602 South 44th Avenue, Omaha, NE 68105, USA.	(YB no A 2009)	1980	Manila (Philippines)
* 1980 Aug end	Mitterdorf (Switzerland)	9th Meeting of East Asia hydrographie. P : 35, C : 8. Commodore Antonio P Ventura, Director, Bureau of Coast and Geodetic Survey, 421 Barracks Street San Nicolas, Manila.	
Int Federation of Freight Forwarders Associations. 2nd FIATA seminar for vocational training staff. POB 177, CH-8026 Zurich.	(YB no A 1916)	1980	Manila (Philippines)
1980 Sep 1-3	Antwerp (Belgium)	10th East Asia Insurance congress. Mr Ramon A Diaz, President East Asian Insurance Congress National Reinsurance Corp, and Grepalife, Manila.	
Int Federation of Societies for Electron Microscopy. Conference on high voltage electron microscopy. (YB no A 2009)		1980	Palaiseau (France)
Robert J. Ellington, Sec. Nebraska Psychiatric Institute, 602 South 44th Avenue, Omaha, NE 68105, USA.		Int Union of Theoretical and Applied Mechanics. Symposium on three-dimensional constitutive relations. P : inv. (YB no A 2788) Prof Mander, Laboratoire de Mécanique des Solides, Ecole Polytechnique, F-91128 Palaiseau, Cedex, France.	
1980 Sep 15-19	Pasadena (CA, USA)	1980	
Int Union of Theoretical and Applied Mechanics. Symposium on the mechanics and physics of Cubicles in fluids P : inv. (YB no A 2780) Prof Plesset CIT, Engineering Science Department Pasadena, CA 91125, USA.			

